

**K&A**  
**A FOLEY**

International	2	Placements	11
France	5	Aujourd'hui	13
Société	6	Jour	14
Carnet	7	Météorologie	14
Abonnements	7	Culture	15
Horizons	8	Guide	16
Entreprises	10	Radio-Télévision	17



**AFRIQUE** La région des Grands Lacs demeure déstabilisée. Le Rwanda et le Burundi ont connu au mois de décembre 1997 les massacres les plus sanglants depuis deux ans,

avec l'attaque du camp de réfugiés tutsis de Mudende et de l'aéroport de Bujumbura par des rebelles hutus. ● EN RÉPUBLIQUE démocratique du Congo, où ce furent les Hutus qui ont été massacrés l'hiver dernier, les combats se poursuivent également. ● L'ANCIEN MÉDIATEUR de l'ONU, Mohamed Sahnoun, ex-primé au Monde les erreurs

commises par la communauté internationale, notamment d'avoir uniquement considéré le problème régional à travers le prisme de l'ethnicité. Il prend la défense des

nouveaux pouvoirs de Kigali, Bujumbura et Kinshasa, estimant que l'Occident ne doit pas condamner ceux qui n'avaient d'autre choix que de prendre le pouvoir par les armes.

## Les combats s'intensifient dans la région des Grands Lacs

Les tueries et les affrontements se poursuivent au Rwanda, au Burundi et au Congo-Kinshasa. La recrudescence des violences entre les extrémistes hutus et les armées tutsies fait planer la menace d'une nouvelle guerre civile

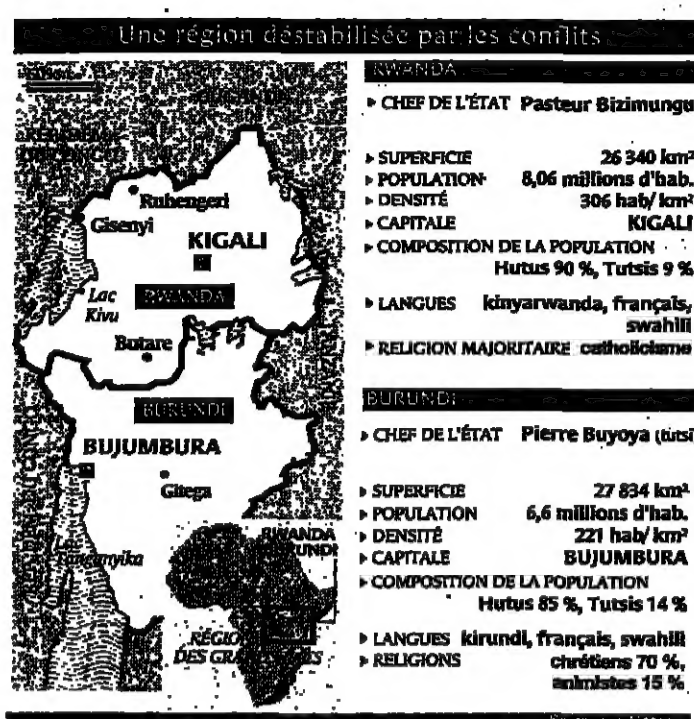
AU RWANDA et au Burundi, où la minorité tutsie s'est emparée du pouvoir respectivement en 1994 et 1996, la guerre continue. Les extrémistes hutus y mènent d'impitoyables raids, paraissant poursuivre les objectifs qui les guidaient lors du génocide rwandais de 1994, lorsque 500 000 à 800 000 Tutsis furent exterminés. Les armées rwandaise et burundaise répondent de plus en plus violemment à ces attaques, n'épargnant pas au passage la population hutue soupçonnée de pactiser avec les rebelles.

A travers ces affrontements, c'est toute l'Afrique des Grands Lacs qui est déstabilisée. Les combattants hutus sont implantés, outre au Rwanda et au Burundi, en Tanzanie et en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), où ils mènent également des raids contre la population acquise au président Laurent-Désiré Kabila, l'allié de Kigali et de Bujumbura, qui ont contribué avec les Ougandais et les Angolais à le porter au pouvoir à Kinshasa.

Au Rwanda, le conflit s'est intensifié ces derniers mois. Les rebelles hutus, pour étendre leurs actions et parce qu'ils sont traqués par l'Armée patriotique rwandaise (APR), font preuve d'une extrême mobilité. Leurs cibles principales sont les prisons, où ils libèrent leurs camarades qui attendent de répondre devant la justice des crimes commis en 1994, et les villages et les camps de réfugiés tutsis, où ils massacrent et terrorisent les civils.

Leur dernier raid fut le plus meurtrier. L'attaque du camp de Mudende, peuplé essentiellement de Tutsis congolais, a fait, le 11 décembre 1997, entre trois cents morts, selon Kigali, et mille morts, selon des témoins des massacres. Depuis l'intensification de leurs actions, en mai, les extrémistes hutus s'en prennent prioritairement à des cibles civiles, et non plus militaires ou administratives.

Ces tueries sont qualifiées de « génocide pur et simple » par Kigali. Le fait est que les victimes sont assassinées pour le seul crime d'être nées tutsies. Un tract distribué par le groupuscule hutu Palir (Peuple armé pour la libération du Rwanda) ne laisse guère de doutes sur ses intentions : « Dieu vous a li-



vrés à nous pour que nous vous mangions comme de la pâte ! Nous ordonnons que vous tous, les Tutsis qui vivez dans les villes du Rwanda, partiez avant qu'il ne soit trop tard ! » Washington, qui soutient activement Kigali, a annoncé, fin décembre, avoir entamé des consultations sur les mesures à prendre pour éviter un nouveau génocide au Rwanda.

### EN FINIR AVEC LES REBELLES

Les États-Unis, influents dans la région des Grands Lacs, demeurent en revanche discrets, au grand dam d'organisations de défense des droits de l'homme, sur les exactions commises par l'Armée patriotique rwandaise (APR). Le processus n'est certes pas comparable : si les extrémistes hutus ont démontré, en 1994, leur volonté d'exterminer tous les Tutsis, ces derniers peuvent difficilement être soupçonnés d'entretenir un dessein semblable, les Hutus représentant 90 % de la population. Les autorités rwandaises ont une attitude paradoxale. Fin 1996, elles ont simultanément accepté le retour du Zaïre de plus d'un million de réfugiés hutus - dont certains nourrissent aujourd'hui les

rangs de la rébellion - et massacré des dizaines de milliers de fuyards dans les forêts du Kivu.

Cet automne, alors que les rebelles accentuaient leur pression, l'APR a menacé de modifier sa stratégie à l'égard des civils hutus. « Si la carotte ne fonctionne pas, [l'armée] utilisera le bâton », a déclaré un porte-parole, promettant d'« en finir avec les rebelles et leurs collaborateurs ». L'homme fort du Rwanda, le vice-président et mi-

### Un Français prisonnier à Kinshasa depuis quatre mois

Arrêté le 10 septembre 1997 et retenu dans une cellule de l'Agence nationale de renseignement (ANR) à Kinshasa, Jean-Marie Bergesio ne sait officiellement toujours pas ce que lui reproche le régime de Laurent-Désiré Kabila. Le Français, qui dirigeait une concession forestière à Kisangani, pourrait témoigner de massacres de réfugiés perpétrés par les soldats de M. Kabila. Deux pelleteuses mécaniques réquisitionnées dans son entreprise auraient servi à enterrer les cadavres dans des fosses. « Nous avons entrepris des démarches afin qu'il puisse savoir ce qu'on lui reproche et organiser sa défense. En l'absence de chef d'inculpation, nous demandons qu'il soit libéré », déclare Yves Dutriaux au ministère des affaires étrangères.

Le Quai d'Orsay s'affirme « préoccupé » par la détention arbitraire de M. Bergesio. Une initiative devait être entreprise par l'Union européenne pour réclamer sa libération et celle de son compagnon de détention, le Belge Antoine Declercq, mais elle a été retardée. En attendant un signe de Kinshasa, un diplomate de l'ambassade de France rend visite à M. Bergesio une fois par semaine.

dans son message de Nouvel An, d'affirmer que la situation s'était améliorée parce que la population hutue se désolidarisait peu à peu des mouvements rebelles.

Bujumbura n'a pas hésité, pour inciter les civils à « lâcher » les rebelles, à programmer des déplacements de population. Des dizaines de milliers de Hutus des collines ont été regroupés dans des camps. La population est ensuite utilisée

### Paris condamne l'attaque de l'aéroport de Bujumbura

Le gouvernement français a « fermement » condamné, vendredi 2 janvier, l'attaque de l'aéroport de Bujumbura par la rébellion hutue et les combats qui ont suivi, et a affirmé son soutien à l'action du président du Burundi. « Il paraît plus urgent que jamais qu'un dialogue constructif s'instaure en vue du retour à la paix et à la réconciliation nationale au Burundi », a affirmé un porte-parole du ministère des affaires étrangères.

« La France soutient l'action du président Pierre Buyoya dans ce sens et en appelle à tous les États de la région pour qu'ils renouvellent leurs efforts pour l'établissement d'un climat de paix et de stabilité », a-t-il ajouté. Le bilan de l'attaque et des combats qui ont suivi serait, selon l'armée burundaise, d'au moins 284 morts (180 civils, 100 rebelles et 4 soldats). - (AFP)

pour pourchasser les rebelles ou pour détruire ses propres maisons. Pas une seule maison n'a par exemple échappé, selon une organisation internationale, au programme de destruction dans la commune de Butaganzwa, vidée de sa population.

À Burundi comme au Rwanda, la rébellion pratique le terrorisme. Les cibles ne sont plus les camps militaires mais les villages ou les écoles. Et le régime livre des armes à la population dans le cadre d'un programme d'« autodéfense civile », a reconnu le ministère de l'Intérieur.

### CHASSER LES « INTRUS »

Le processus de paix au Burundi, mené par l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, est complètement bloqué depuis le mois d'août 1997. Les efforts du médiateur ont été occultés par la tension persistante entre le Burundi et la Tanzanie, Bujumbura accusant les Tanzaniens d'avoir laissé les camps de réfugiés burundais devenir des sanctuaires d'entraînement pour la rébellion. En octobre, des accrochages entre les deux armées à la frontière avaient fait monter la tension, qui se tra-

wenzori, à cheval sur la frontière, terrorisent les civils de la région.

Des groupes armés continuent également la lutte dans le Kivu, après le massacre par les soldats de Kigali et de M. Kabila de réfugiés hutus, l'hiver dernier. Ils ont attaqué, le 11 décembre, la ville de Bukavu, avant de fuir vers le Rwanda. Ces rebelles ne manquent pas de moyens, disposant d'armes lourdes et diffusant par une station de radio clandestine des appels à la mobilisation des Hutus afin de chasser de la région les « intrus » tutsis.

Des organisations humanitaires prennent chaque jour la mesure de l'ampleur de la guerre en Afrique des Grands Lacs. Médecins sans frontières (MSF) a ainsi demandé, vendredi 2 janvier, la création de « zones sûres » pour la population. « Les civils et les réfugiés sont pris au piège d'une guerre entre les forces gouvernementales et les groupes armés au Rwanda et dans le nord du Kivu, constate MSF. L'assistance humanitaire dans ces régions est presque réduite à néant car elles sont inaccessibles. »

Rémy Ourdan

## L'erreur consiste à voir la région par le prisme de l'ethnicité, selon l'ancien médiateur de l'ONU

NEW YORK

(Nations unies)

de notre correspondant

Avant de quitter ses fonctions d'envoyé spécial des Nations unies en Afrique des Grands Lacs, Mohamed Sahnoun a averti, en décembre 1997, le Conseil de sécurité que « la situation dans la région des Grands Lacs est et risque de rester longtemps un sujet de préoccupation ». Dans un entretien accordé au Monde, le diplomate algérien souligne que la « faute originelle » de la communauté internationale a été « la gestion des pays des Grands Lacs autour de l'ethnicité ». Il affirme avoir voulu privilégier une approche à long terme pour surmonter le « problème ethnique » entre les populations hutues et tutsies, notamment en créant des « ponts économiques et sociaux » entre les communautés : « Les Hutus ont le pouvoir du nombre et les Tutsis le pouvoir des armes, mais ils savent qu'ils doivent vivre ensemble, et notre rôle est de faciliter cette coexistence. »

Évoquant particulièrement le Burundi et le Rwanda, M. Sahnoun explique qu'étant donné la densité de la population rurale, « la plus importante dans le monde » après celle du Bangladesh, « la lutte est surtout pour les ressources, pour la terre ». Il a proposé un « mini-plan Marshall » pour aider les populations à reconstruire et à développer « en-

semble » leurs pays. Cette proposition, qui est « la seule solution pour sortir ces pays de leur situation dangereuse et désespérée », n'a pas été suivie. « S'il n'y a pas un investissement de la communauté internationale, on risque de voir une situation de crise chronique, voire de nouvelle guerre civile. »

Mohamed Sahnoun se montre plus compréhensif envers les dirigeants des pays de la région, qui ont pourtant pris le pouvoir par les armes. « Il faut voir contre qui ils ont lutté, dit-il. Ils représentent certainement une amélioration par rapport aux gouvernements qu'ils ont renversés. » Selon lui, il y aurait lieu de critiquer la prise de pouvoir par les armes « si la possibilité avait existé de changer ces régimes par la voie politique ; mais elle

n'existait pas ». Au début de sa rébellion, rappelle-t-il, Laurent-Désiré Kabila « ne demandait qu'à s'asseoir autour de la table de négociation avec le président Mobutu, mais cela lui a été refusé ». Il explique que, malgré tout ce que l'on peut leur reprocher, les nouveaux régimes « ont, pour la plupart, montré une véritable volonté, certes graduelle et timide, mais une volonté tout de même, de prendre des mesures pour la libéralisation ».

Sous l'influence du président ougandais Yoweri Museveni, on assiste, explique M. Sahnoun, au « remplacement graduel des oligarchies politico-militaires traditionnelles par une élite politique modernisée ». Cette « nouvelle génération de leaders africains » se penche sur la réforme économique avant de

penser à la démocratie « au sens occidental ». Elle a, estime le diplomate, « réussi à créer un degré de prospérité et une certaine activité économique et industrielle ». Pour lui, la communauté internationale a la responsabilité de « signaler les insuffisances » des nouveaux gouvernements, mais « il est trop tôt pour les juger ». « Accordons-leur le bénéfice du doute », conclut-il.

À propos de l'ex-Zaïre, où il a entamé sa mission en février 1997, M. Sahnoun ne cache pas sa frustration à l'égard de l'attitude de certains pays. Il se dit « étonné » par « des erreurs d'appréciation » sur la situation avant la chute de Kinshasa en mai : « Dans certaines capitales, on tentait systématiquement de me convaincre que la contre-offensive des forces salafistes était une réalité, alors que le voyage de Mobutu était à sa fin. » Si « la démocratie dans ce qui est devenu le Congo démocratique se cherche encore », cela est lié aux « erreurs » de Mobutu, affirme-t-il.

Mohamed Sahnoun s'inquiète surtout pour la situation au Burundi. Il faudrait éviter, avertit-il, que les camps de réfugiés installés en Tanzanie « ne deviennent la source de sérieux problèmes » pour les relations entre les deux pays. Au Burundi, dit-il, « le monde assiste, largement impuissant, à une saignée continue, avec en plus des sanctions économiques discutables

puisque elles frappent surtout les populations civiles ». Concernant le Rwanda, M. Sahnoun insiste sur « une véritable responsabilité » de la communauté internationale : « Il faut reconnaître que nous avons fait des erreurs de gestion assez graves, avant, pendant et après le génocide. »

### Les nouveaux dirigeants « représentent certainement une amélioration par rapport aux gouvernements qu'ils ont renversés »

Maintenant, étant donné le fait que Kigali a accepté le retour de plus d'un million de réfugiés hutus, le pays a besoin d'aide afin de pouvoir intégrer ces réfugiés dans l'économie, empêchant les populations de « nourrir l'esprit de vengeance » : « Si les réfugiés se sentent en sécurité, s'ils ont l'espoir de pouvoir s'installer et de voir leurs enfants aller à l'école, ils ne penseront plus à s'engager dans de nouveaux conflits. »

Le diplomate algérien se réjouit de la nouvelle proposition du premier ministre éthiopien en faveur de la création d'une « commission de vérité » composée d'« éminentes personnalités » pour une enquête sur les événements dans la région, depuis le génocide au Rwanda en 1994 jusqu'à la chute de Kinshasa en 1997 : « Cela permettrait, peut-être, de créer une culture du pardon. » Cette commission, explique-t-il, « fera aussi le bilan de la gestion des crises par la communauté internationale ». La proposition éthiopienne sera étudiée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en février.

Mohamed Sahnoun tient enfin à signaler ses « graves préoccupations » sur le trafic d'armes dans le continent africain. « La quantité d'armes qui arrivent en Afrique est effrayante, dit-il, aussi bien en Somalie, financées par la diaspora, qu'au Congo. Ces armes arrivent par bateaux, par camions et par avions, et des routes sont utilisées comme pistes d'atterrissage. » Cet armement contribue à « déclencher des conflits ou, au mieux, à les prolonger. »

M. Sahnoun a lancé un appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour réactiver la commission d'enquête chargée de ce problème. Cette commission a rendu trois rapports. Le dernier en date n'a toujours pas été étudié.

Afsané Bassir Pour



La communauté internationale d'aujourd'hui... le problème de la défense des... la défense des...

# des Grands Lacs

au Congo-Kinshasa, la menace d'une nouvelle guerre civile

Le gouvernement congolais... la menace d'une nouvelle guerre civile... la menace d'une nouvelle guerre civile...

## Pans condamne l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

Le gouvernement français... l'attaque de l'aéroport de... l'attaque de l'aéroport de...

# M. Moi remporte l'élection présidentielle au Kenya

Arrivé au pouvoir il y a vingt ans, le chef de l'Etat a su s'y maintenir grâce à un subtil mélange d'ouvertures et d'intimidations

NAIROBI, de notre correspondant en Afrique de l'Est. De son vrai nom Daniel Toroitich arap Moi, l'un des derniers

**PORTRAIT**  
Cet ancien instituteur qui a participé à l'indépendance n'a pas d'héritier

survivants de la « vieille garde » des dirigeants africains fêtera cette année ses vingt ans de pouvoir, après avoir remporté cette semaine son second mandat présidentiel de l'ère multipartite qu'il s'est résigné à instaurer en 1991.

Accédant au pouvoir en 1978 à la mort de Jomo Kenyatta, le père de l'indépendance, M. Moi a, au fil des ans, neutralisé toute opposition jusqu'à présider, à la fin des années 80, un régime autoritaire et répressif. Mais, face aux exigences démocratiques occidentales, il a prouvé ses talents de chef d'Etat pragmatique et s'est maintenu fermement au pouvoir en alternant ouvertures et intimidations sans jamais être formellement condamné par les bailleurs de fonds, qui apprécient la stabilité, unique dans la région, du Kenya.

Agé de soixante-quatre ans, divorcé et père de sept enfants, M. Moi s'est lancé dans la politique en 1955 en quittant son poste d'instituteur. Né officiellement en 1924 à Baringo, dans la Rift Valley, orphelin à quatre ans, il a gardé les chèvres durant son enfance, marchant longuement chaque matin jusqu'à l'école. Il est issu de la petite tribu des Tigens, une des branches des Kalenjins, elle-même une ethnie mineure de l'échiquier tribal kenyan.

Il abandonne l'enseignement pour le Conseil législatif (Legco) constitué par les autorités coloniales afin de préparer le pays à l'autonomie. Dans la marche vers l'indépendance, il est de toutes les négociations avec Londres. Il fonde bientôt la Kenya African Democratic Union (KADU) regroupant les petites tribus qui craignent d'être marginalisées par

les puissants Kikuyus ou Luos, dont les plus fameux représentants sont respectivement Jomo Kenyatta et Oginga Odinga.

Il entre au gouvernement lors de l'indépendance, en 1963. A la demande de Jomo Kenyatta, il devient la KADU. Ce geste n'est pas étranger à sa nomination, en 1967, à la vice-présidence, où il seconde fidèlement le « Mzee » (l'Ancien) jusqu'à sa mort et auquel il succède conformément à la Constitution. Craignant peut-être d'être évincé par les Kikuyus, qui n'ont jamais vu en lui qu'un président temporaire, il ne tarde pas à durcir le régime, officialisant la Kenya African National Union (KANU) en parti unique.

En 1982, une tentative de coup d'Etat militaire lui offre un prétexte pour renforcer son pouvoir, s'appuyant davantage sur les politiciens kalenjins et, au niveau économique, sur les commerçants d'origine indienne, pour faire pièce aux omnipotents hommes d'affaires kikuyus. Les élections de 1988, massivement fraudées, font la preuve de son impopularité grandissante mais il concentre tous les pouvoirs et réprime toute contestation. En 1990, Robert Ouko, le ministre des affaires étrangères - que les Etats-Unis voyaient comme son successeur - est assassiné, et le chef de l'Etat fait jeter en prison un ancien ministre qui avait réclamé le multipartisme. Il rejette ce système sous prétexte qu'il ravivera le tribalisme, mais les pressions des donateurs, qui gèrent leur assistance, ont raison de son obstination. Dès lors, il montre une remarquable habileté à démocratiser suffisamment son régime pour plaire aux bailleurs de fonds, sans jamais perdre le contrôle du pays.

Le mode de scrutin (majoritaire à un tour) et les divisions de l'opposition ont facilité les victoires de Daniel arap Moi, qui a pu gagner sans fraude outrancière. Le nouveau mandat qu'il vient de remporter est, en principe, son dernier, mais M. Moi ne semble pas avoir désigné d'héritier. Les barons du régime devraient s'affronter pour la succession.

Jean Héline

# L'Ouest algérien aurait été le théâtre d'une tuerie sans précédent depuis le début du ramadan

Le journal « Liberté » annonce l'assassinat de 412 civils

La plus grande quotidienneté francophone privée du pays rapporte, samedi matin 3 janvier, qu'un carnage a été commis dans trois villages de l'ouest de l'Algérie, dans la région de Relizane, mardi 30 décembre, premier jour du jeûne de ramadan. En moins d'une dizaine de jours, plus de 750 civils ont été assassinés dans des attaques similaires et autres embuscades attribuées par la presse aux islamistes du GIA.

1998	L	M	M	J	V	S	D	JANVIER
5	6	7	8	9	10	11	12	
13	14	15	16	17	18	19	20	
21	22	23	24	25	26	27	28	
29	30	31						
LES G.I.A.								L'ARMÉE

s'agit d'un « véritable génocide exécuté dans des conditions particulièrement horribles ». « Tués à la hache ou au sabre, les victimes ont été ensuite mutilées, décapitées et démembrées pour certaines. Femmes, enfants, vieillards. Les bébés sont violemment projetés contre les murs. Personne n'a été épargné par cette entreprise barbare. Seuls quelques miraculés ont eu la vie sauve en réussissant à s'enfuir », poursuit Liberté.

Selon les mêmes sources, une dizaine de femmes ont été enlevées par les auteurs de la sanglante expédition, qui, par son horreur, rappelle celles de Raïs et de Benthalha. La télévision algérienne avait annoncé en début de soirée vendredi que les témoignages des rescapés de la région de Relizane allaient être diffusés. L'attente a été vaine puisque la télévision, sans explication, a renoncé à la diffusion de ces témoignages.

Les responsables algériens, soucieux de donner une image plus positive d'une Algérie sortie de la crise, grâce au « parachèvement de l'édifice institutionnel »

encore que tous les autres : quatre cent douze habitants de trois villages de l'Ouest algérien égorgés mardi 30 décembre 1997, au premier jour du mois de ramadan. Et l'on est en droit de s'interroger sur la « légitimité » sinon d'un gouvernement, du moins d'une politique qui paraît chaque jour un peu moins à même d'assurer la sécurité des Algériens. Du 23 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, la presse égrenait déjà une liste de massacres ayant fait quelque trois cents morts. Le carnage rapporté par Liberté - qui cite des témoignages recueillis sur place - porterait à près de huit cents le nombre d'Algériens victimes de la violence politico-religieuse dans le pays dans les derniers jours de 1997. Difficile dans

ces conditions d'accorder beaucoup de crédit aux déclarations d'un gouvernement qui parle de « normalisation » et assure, entre deux massacres, que le terrorisme islamiste est sur le point d'être éradiqué.

Si, en revanche, l'information du quotidien Liberté est erronée - exagérée ou sans fondement - on est en droit, cette fois, de s'interroger sur la « légitimité » d'un régime dont certains dans diffusent pareilles rumeurs dans la presse, à des fins mystérieuses mais dont on imagine volontiers qu'elles pourraient tenir à l'incessante lutte pour la prépondérance au sein du pouvoir.

Alain Frachon

## Perspectives de reprise des pourparlers entre la Chine et Taïwan

La chute des investissements extérieurs a encouragé Pékin à trouver une solution

TAIPEI, de notre envoyé spécial. Suspendues depuis plus de deux ans, les conversations « non officielles » entre la Chine continentale et Taïwan semblent en passe d'être réactivées, si l'on en juge par les déclarations récentes des deux protagonistes. A l'occasion de la nouvelle année, ceux-ci ont émis des « appels » pressants à la reprise de ces pourparlers, qui engagent les gouvernements en fait bien plus qu'ils ne veulent le dire.

Les présidents des deux organismes para-gouvernementaux spécialisés, Wang Daohan pour le continent et Ku Chen-fu pour Taïwan, s'étaient rencontrés une première fois, en 1993, à Singapour pour lancer ces discussions sur les aspects techniques des rapports entre les deux rives du détroit de Formose. Les pourparlers furent ensuite gelés par Pékin après le voyage du chef de l'Etat taïwanais (non reconnu par Pékin), Lee Teng-hui, aux Etats-Unis en juin 1995. Ce voyage fut suivi par la tension militaire qui culmina en février-mars 1996, contraignant les Etats-Unis à s'interposer par un massif déploiement naval dans les environs du détroit. Depuis, Taïwan réclame, pour revenir à la table des pourparlers, que Pékin mette fin à ses « menaces militaires ». La Chine, elle, se refuse par principe à renoncer à l'usage éventuel de la force pour ramener l'île rétive dans le giron national.

Mais la donne a quelque peu changé au cours de 1997. Du côté de la Chine continentale, deux hypothèses ont été levées : Deng Xiaoping est mort et son héritier, Jiang Zemin, est plus sûr de lui-même depuis la tenue du 15<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois. A l'extérieur, la récession de Hongkong s'est dénouée sans anicroche majeure, et M. Jiang a pu effectuer une visite, dans l'ensemble « réussie », aux Etats-Unis.

A Taïwan, la situation est plus délicate. Le Kuomintang, parti (dit « nationaliste ») que préside Lee Teng-hui, a essuyé une défaite électorale historique à un scrutin préféctoral, le 29 novembre 1997, face à une opposition pro-indépendance d'une île dont le parti au pouvoir continue, officiellement, à se réclamer de l'idéal d'une Chine unique. A terme, le maintien aux commandes du Kuomintang - sur lequel Pékin avait cru toujours pouvoir compter - n'est plus garanti.

« COOPÉRATION ÉCONOMIQUE »  
Antant de raisons pour que Pékin recherche une issue à l'impasse, surtout si l'on en ajoute une, plus prosaïque : l'investissement extérieur annoncé sur le continent a chuté de 33 % au cours des onze premiers mois de 1997. La crise financière asiatique n'arrange pas les affaires de Pékin. Les capitaux des Chinois de la diaspora disponibles pour le continent ne peuvent que se raréfier. Ceux de Taïwan, eux, restent plus largement disponibles, et leur destination naturelle est le continent. Rien de surprenant, donc, à voir le négociateur de Pékin proclamer, dès la nouvelle année, que « les divergences politiques ne doivent pas faire obstacle à la coopération économique à travers le détroit ». Jiang Zemin lui-même a réitéré à la même occasion l'exhortation à une reprise du dialogue « dans l'intérêt national ».

Taipei souhaiterait une once de concessions supplémentaires. Le vice-président, Lien Chan, candidat non déclaré à la succession de Lee Teng-hui en l'an 2000, a émis le

Francis Deron

## L'ancien médiateur de l'OC

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

Le médiateur de l'OC... l'ancien médiateur de l'OC...

**mémoire des migrations**  
Préface de Kofi Yamgnane  
Des lycéens racontent leur Histoire  
Le Monde ÉDITIONS  
EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

## Une interminable série de massacres

Les tueries qui ont fait 412 morts dans la région de Relizane (Ouest algérien), selon la presse, portent à 762 le nombre de morts en dix jours, selon des bilans partiels. De nombreux massacres ont eu lieu en 1997, dont certains ont fait plus de cent victimes :

- Les 30-31 juillet, une centaine de personnes sont assassinées dans les départements de Blida (sud d'Alger) et d'Ain-Defla (120 kilomètres au sud-ouest d'Alger).
- Le 3 août, ce sont 111 personnes qui sont victimes d'une série de tueries, toujours dans les départements de Blida et d'Ain-Defla.
- Les 24-25 août : 117 personnes sont tuées dans quatre massacres au sud d'Alger, près de Tlemcen (extrême ouest) et dans un attentat à la bombe dans un marché au centre d'Alger.
- Le 29 août, entre 200 et 300 personnes sont égorgées, selon des témoins, 98 selon un bilan officiel, dans la localité de Raïs, près d'Alger.
- Le 23 septembre, plus de 250 personnes sont égorgées, mutilées ou brûlées à Benthalha (sud d'Alger).
- Le 24 décembre : entre 81 et 120 personnes, selon la presse, 48 selon les autorités, sont massacrées dans la région de Tiaret (20 kilomètres au sud d'Alger).
- Plus de 60 000 personnes ont trouvé la mort depuis le début des troubles en 1992, selon des estimations occidentales. - (APR)

**Le Monde**  
A LA TELEVISION ET A LA RADIO  
Autour du Monde  
LCI  
Le samedi à 12h10 et à 16h10  
Le dimanche à 12h10 et à 23h10  
Le Grand Jury  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18h30  
De l'actualité à l'Histoire  
La chaîne HISTOIRE  
Les vendredis à 21 h, samedi à 13 h  
mardi à 23 h, mercredi à 19 h  
et jeudi à 17 heures  
Le Grand Débat  
FRANCE CULTURE  
Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis de chaque mois  
à 21 heures  
A la « une » du Monde  
RFI  
Du lundi au vendredi  
à 12h45 (heure de Paris)



## La Turquie est embarrassée par les vagues d'émigrés clandestins partant de son territoire

L'Allemagne appelle l'Italie à renforcer les contrôles à ses frontières

Après l'arrivée, jeudi 1<sup>er</sup> janvier, en Italie, d'un deuxième bateau transportant des clandestins en provenance de Turquie, l'agence de presse

kurde DEM a annoncé que d'autres navires seraient en route. Ankara a démenti ce qu'il considère comme un trafic finançant des terroristes.

L'Allemagne a appelé Rome à renforcer les contrôles à ses frontières. (Lire aussi notre édition page 9.)

ISTANBUL  
de notre correspondante

Après l'arrivée, ces derniers jours, au large de l'Italie, de deux bateaux d'immigrés clandestins en provenance de Turquie, l'agence kurde de presse DEM, a annoncé, vendredi 2 janvier, que d'autres navires seraient en route avec un millier de personnes. Le même jour, l'Agence anatolienne annonçait que vingt personnes, dont seize originaires du Pakistan et quatre du Bangladesh, ont été arrêtés dans la province turque d'Izmir, d'où ils espéraient embarquer clandestinement à destination d'une île grecque.

Ankara a réagi négativement aux déclarations du ministre italien de l'intérieur, Giorgio Napolitano, qui a affirmé qu'il n'y a pas de doute

que la persécution [des Kurdes] en Irak et dans certaines régions de Turquie existe. Aux yeux d'Ankara, ces immigrants ne fuient pas l'oppression politique mais des difficultés économiques. Selon les Turcs, les conditions de vie particulièrement difficiles au nord de l'Irak, soumis aux sanctions de l'ONU et déchiré par des conflits inter-kurdes, sont des facteurs importants.

Le problème des réfugiés clandestins avait déjà fait l'objet de discussions lors de la visite en Turquie, en novembre, d'un haut responsable du ministère italien de l'intérieur. Les deux pays avaient alors accepté d'échanger des informations et de coopérer. Jusqu'à présent, toutefois, le problème était limité à des groupes restreints qui

espéraient atteindre une des nombreuses îles grecques de la mer Égée.

Mais au cours des derniers jours, la question a pris une tout autre ampleur. « C'est une sorte de crime organisé. C'est un problème important. Nous nous en occupons sérieusement et nous sommes ouverts à la coopération », avait déclaré en début de semaine le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Necati Erkan. Les autorités turques ont dénoncé ce trafic d'émigrés clandestins qui, selon elles, « a pour but de financer des organisations criminelles internationales, à commencer par l'organisation terroriste du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ».

L'Allemagne, avec laquelle la Turquie entretient actuellement des re-

lations très tendues, a également manifesté son émoi. Le ministère allemand de l'intérieur s'est inquiété, vendredi 2 janvier, d'un possible afflux de clandestins kurdes dans le pays. « L'expérience prouve que les clandestins qui arrivent en Grèce ou en Italie n'y restent pas mais qu'ils cherchent à gagner l'Allemagne ou les Pays-Bas », a expliqué un porte-parole du ministère, Roger Kiel. Le ministre de l'intérieur, Manfred Kanther, a pour sa part appelé l'Italie à renforcer les contrôles à ses frontières. Rome doit, tout comme Bonn, se préoccuper de faire respecter les accords de Schengen, et l'Allemagne n'a pas à payer les pots cassés pour les manquements des autres pays, a-t-il ajouté.

Nicole Pope

Giorgio Napolitano, ministre italien de l'intérieur

### « Toutes les demandes d'asile de Kurdes seront examinées cas par cas »

— Pourquoi l'Italie a-t-elle décidé de donner l'asile politique aux réfugiés kurdes ?

— Le gouvernement italien a estimé qu'il y avait une situation de discrimination, de persécution, de conflit dont les populations kurdes ou une partie d'entre elles sont victimes. Toutes les demandes d'asile seront examinées cas par cas par une commission. Comme les Kurdes ont sans doute le désir de se rendre en Allemagne ou dans d'autres pays, il est important que l'Italie souligne le fait qu'après l'entrée en vigueur de la convention de Dublin chaque étranger qui souhaite faire la demande d'asile politique doit le faire dans le premier pays européen où il arrive. Nous allons prendre nos responsabilités. Nous ne devons pas favoriser un simple passage à travers l'Italie. Au contraire, il s'agit d'empêcher, de décourager efficacement la tendance à poursuivre son chemin au-delà de la frontière avec la France ou avec l'Autriche en direction de l'Allemagne, de la Hollande. Cette décision a donc une signification de loyauté vis-à-vis de nos partenaires.

— Si l'afflux de réfugiés augmente, que ferez-vous et comment allez-vous régler le problème des non-Kurdes ?

— La décision de considérer de façon positive les demandes d'asile des Kurdes n'est qu'un des éléments de la position du gouvernement italien. Le deuxième est de frapper par une action de police coordonnée à l'échelle internationale l'organisation de ce trafic. Il semble qu'une partie de l'argent soit payée au départ et le reste à l'arrivée, le plus souvent en Allemagne, par les communautés kurdes installées dans ce pays. Grâce à la coopération entre les polices française et italienne, nous avons arrêté, le 17 décembre à Vintimille, dix-neuf personnes, surtout turques, dont des membres d'une de ces organisations. Nous devons poursuivre dans cette voie.

— Le troisième élément de la position italienne est de soulever encore une fois au niveau européen mais aussi international la question des droits des Kurdes en Irak et en Turquie. Le

problème n'est pas seulement posé par les Italiens. J'ai participé le 4 décembre, à Bruxelles, au conseil des ministres des affaires intérieures et de la justice, et le 15 décembre, à Vienne, au comité exécutif Schengen. Au cours de ces deux réunions on a parlé de la situation des Kurdes, de la violation des droits de l'homme, des droits de cette ethnie. Il est important d'arriver, au niveau européen au moins, à une appréciation commune de la situation, à des critères communs sur la question du droit d'asile pour les Kurdes. Pour le moment, l'Italie estime qu'il y a une base pour accorder ce droit d'asile comme l'a déjà fait l'Allemagne, dans des milliers de cas.

— Apparemment l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie ne sont pas d'accord sur cette question de l'asile ?

— Le ministre de l'intérieur autrichien, Karl Schloegl, a simplement dit qu'il n'était pas d'accord pour que l'Italie donne la possibilité aux Kurdes de se rendre dans un autre pays européen, qu'elle ne pouvait que donner l'asile ou refouler. Nous avons choisi une de ces deux voies. En ce qui concerne l'Allemagne, il s'agit de renforcer les contrôles aux frontières. Nous l'avons déjà fait. Mais tout le monde comprend que la surveillance des frontières maritimes est particulièrement difficile. Lorsqu'un navire arrive avec des centaines de personnes, on ne peut le couler au canon. Mais nous sommes ouverts à toute suggestion et coopération.

— Êtes-vous entré en contact avec le gouvernement turc et quelle a été son attitude ? Y a-t-il un engagement de faire cesser ces départs ?

— Il n'y a pas, jusqu'à présent, d'engagement satisfaisant. Immédiatement après le débarquement de plus de huit cents réfugiés du début du mois de novembre, mon sous-secrétaire s'est rendu à Ankara. Nous avons décidé des échanges d'informations entre les deux polices et une collaboration plus opérationnelle. J'espère qu'elle va donner des résultats. Au cours des dernières quarante-huit heures, il y a eu des

échanges d'informations sur les organisateurs de ce trafic qui devient une source de plus en plus importante de profit pour le crime organisé.

— En principe la nouvelle loi sur l'immigration va entrer en vigueur à la fin du mois de janvier. Que changera-t-elle pour les Kurdes ?

— La nouvelle loi ne concerne pas le droit d'asile. À ce sujet, nous travaillons à une modification qui donnera la possibilité de décider, dans un délai très court, si les demandes d'asile sont manifestement infondées. Il y a aussi les cas de protection temporaire, une catégorie juridique en cours de définition par la Commission européenne. C'est ce qui s'est passé pour l'exode des Albanais en mars 1997, lors de la crise dramatique qu'a vécue ce pays. C'était une situation d'urgence mais temporaire. Pour six mois, nous les acceptons et ensuite il y a eu les rapatriements. Mais ce n'est pas la voie choisie pour les Kurdes. Je vous rappelle aussi que, dans le traité d'Amsterdam, il est précisé que la politique d'asile et la politique d'immigration doivent, toutes les deux, devenir des politiques communes. J'en suis profondément convaincu. Sinon chacun chercherait à aller dans le pays où l'asile est accordé le plus facilement. Je sais cependant qu'il faudra du temps pour arriver à des politiques réellement communes.

— L'entrée de l'Italie dans l'espace Schengen, prévue pour le 31 mars en ce qui concerne les frontières terrestres et maritimes, ne va-t-elle pas être retardée ?

— Absolument pas. L'important, c'est la coopération entre les gouvernements et les polices. Nous avons signé une convention de coopération transfrontalière avec la France à Chambéry en octobre et nous sommes en train de définir une convention identique avec l'Allemagne et l'Autriche, une convention trilatérale à laquelle la France va peut-être s'associer.

Propos recueillis par  
Michel Bole-Richard

### Amnesty International est préoccupée par les procédures en vigueur en Europe

AU MOMENT où les États membres de l'Union européenne (UE) réfléchissent aux dispositifs « à instaurer ou à renforcer » pour empêcher les Irakiens — kurdes ou non kurdes — d'accéder à leur territoire « ou pour les en refouler plus aisément », l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International tire une sonnette d'alarme dans une note rendue publique mercredi 31 décembre.

Pour Amnesty, le problème ne doit pas être traité uniquement sous l'aspect de la lutte contre l'immigration clandestine ou de la lutte contre les passeurs, mais doit tenir compte des causes qui sont à l'origine de l'afflux massif de ces Irakiens, même s'il n'est pas toujours aisé de distinguer ceux d'entre eux qui fuient les menaces ou les persécutions.

Dressant un état des lieux des pratiques en cours au sein de l'Union européenne pour ce qui concerne les demandeurs d'asile et les réfugiés, Amnesty brosse aussi un bref aperçu des violations des droits de l'homme en Irak et des conditions d'accueil des réfugiés dans deux pays voisins de l'Irak, la Turquie et l'Iran. Cet aperçu est d'autant plus utile que, remarque l'organisation, « les États vont jusqu'à envisager la négociation d'un

accord de réadmission avec la Turquie, et certains États semblent prévoir un renvoi dans le nord de l'Irak ». « Chaque cas, estime Amnesty, doit être considéré individuellement » et « chaque personne doit avoir accès à une procédure d'asile équitable et satisfaisante et à un examen approfondi de sa demande de protection ».

■ PAS D'EXAMEN APPROFONDI ■

Conformément à une résolution (non contraignante) adoptée en 1992 par les États membres de l'UE, les renvois des demandeurs d'asile vers des pays tiers « sont pratiqués par plusieurs pays européens », note Amnesty. Cette résolution « définit des règles de procédure selon lesquelles les demandeurs d'asile qui ont transité par certains pays seraient renvoyés vers ces pays sans examen approfondi de leur demande d'asile ». Certains États membres de l'UE ont intégré cette résolution dans leur législation « et/ou dressé les listes des pays tiers "sûrs" » qui valent d'un État à l'autre.

Cette même politique est « peu à peu également suivie par les pays d'Europe centrale et orientale », ajoute Amnesty, qui fait remarquer que dans une telle situation, le risque est grand que la demande d'asile ne soit nulle part « examinée au fond ». Aussi, les États euro-

péens sont-ils invités à « mettre un terme à ces pratiques » et à « obtenir la garantie du pays tiers "sûr", au cas par cas, que le demandeur pourra avoir accès à une procédure d'asile équitable et satisfaisante ». À l'appui de ses craintes, Amnesty rapporte les observations de sa section française, qui a relevé que plusieurs centaines d'Irakiens sont entrés en France au cours des derniers mois, « souvent en vue de gagner l'Allemagne, et que la plupart de ces personnes ont été refoulées ». « Il semble que beaucoup soient renvoyés en Italie où elles sont accueillies temporairement » puis refoulées vers le pays par lequel elles avaient transité auparavant.

Amnesty rappelle que lors d'une réunion les 4 et 5 décembre, le conseil des ministres de la justice et des affaires intérieures (JAI) de l'UE a fait plusieurs propositions pour faire face à l'afflux massif de demandeurs d'asile et d'immigrants illégaux « en provenance notamment du nord de l'Irak ». Le JAI a proposé « le renforcement des contrôles aux frontières extérieures, l'intensification de la lutte contre les filières de passeurs, des missions d'assistance et d'information à effectuer en amont des frontières, dans les aéroports et les ports maritimes de certains pays tiers de transit ».

Compte tenu du fait qu'un grand

nombre des personnes concernées « méritent une protection, la question d'une adaptation des procédures d'asile a été également soulevée, en vue de les harmoniser si nécessaire, en plein respect du principe de non-refoulement et des autres principes de la convention de Genève sur le statut des réfugiés de 1951 ».

À l'attention des gouvernements européens, Amnesty rappelle la situation qui prévaut dans le nord de l'Irak, d'où partent les réfugiés et où le Parti démocratique du Kurdistan non seulement s'entretient mais se livre « à des arrestations massives et à des exécutions extrajudiciaires et font disparaître des gens ». Les agents du gouvernement irakien sévissent aussi dans cette région.

Deux pays voisins de l'Irak, la Turquie et l'Iran, n'offrent pas les conditions idéales pour l'accueil des réfugiés, souligne Amnesty, qui exprime « ses craintes en ce qui concerne la protection des réfugiés non européens en Turquie » et rappelle que l'Iran accueille déjà, selon les statistiques officielles, 580 000 Irakiens (521 000 Kurdes et 58 400 Arabes de la région des marais, au sud de l'Irak).

M. Na.

### Pékin dément avoir offert l'asile à Pol Pot

BANGKOK. L'ambassade de Chine à Phnom Penh a démenti, jeudi 1<sup>er</sup> janvier, la rumeur selon laquelle Pol Pot se serait « échappé » du Cambodge pour se réfugier en Chine. Deux journaux cambodgiens avaient attribué cette « information » au général Nhiek Bun Chhay, qui commande les partisans armés du prince Ranariddh qui se trouvent dans le Nord-Est cambodgien, à la frontière thaïlandaise, où ils se défendent avec l'aide des Khmers rouges de la base proche d'Anlong Veng. Contacté par le bureau de l'AFP à Bangkok, Nhiek Bun Chhay s'est contenté de déclarer qu'il était également au courant de cette rumeur qui traîne depuis trois semaines. La Chine a récemment livré du matériel de transport militaire à Hun Sen, au pouvoir à Phnom Penh. — (Corresp.)

### La Malaisie projette de renvoyer un million de travailleurs étrangers

LA MALAISIE prévoit de renvoyer chez eux environ un million de travailleurs immigrés en raison de la crise économique frappant le pays, a indiqué, vendredi 2 janvier, le secrétaire d'État à l'intérieur, Tajul Rosli Ghazali. Le ministre a précisé qu'une telle décision était « en accord avec la politique du gouvernement visant à réduire le nombre de travailleurs étrangers afin de protéger l'emploi des Malais ». La plupart des deux millions d'immigrés en situation régulière vivent en Malaisie viennent de l'Indonésie, mais aussi de l'Inde, du Bangladesh ou de Thaïlande. L'agence de presse malaise Bernama a précisé que ces étrangers seraient renvoyés « conformément à la décision de certains secteurs d'activité de réduire leur personnel en raison du ralentissement de l'économie ».

### Le président tchèque confirme la composition du gouvernement

LE PRÉSIDENT Václav Havel a officiellement installé, vendredi 2 janvier, le nouveau gouvernement tchèque du premier ministre Josef Trosovsky (47 ans), ancien gouverneur de la Banque nationale (CNB). Ce nouveau gouvernement, dont l'âge moyen ne dépasse pas 44 ans, compte neuf nouveaux ministres sur dix-sept, dont le ministre de la défense, Michal Lobkowitz (53 ans) et celui de l'intérieur, Cyril Svoboda (41 ans), ainsi que le ministre sans portefeuille et porte-parole, Vladimír Mlýnar (31 ans).

ASIE

■ THAILANDE : la police a abattu un présumé séparatiste musulman, jeudi 1<sup>er</sup> janvier, dans la province de Narathiwat, au sud du royaume. L'un de ses complices a pris la fuite. Les deux hommes avaient lancé une grenade contre un commissariat du district, blessant légèrement un policier. Cette attaque fait suite à l'explosion d'une bombe dans une école, qui a fait, lundi, trois morts et douze blessés. L'extrême sud de la Thaïlande est agitée depuis des années par une campagne séparatiste de la minorité musulmane. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAN : le guide de la République, l'ayatollah Khamenei, a affirmé, vendredi 2 janvier, qu'il n'existait au sein du régime aucune « tendance » favorable à une reprise du dialogue et des relations avec les États-Unis. Cette intervention intervient après une déclaration du nouveau président, Mohammad Khatami, en faveur d'un « dialogue entre les peuples », y compris celui des États-Unis, auquel il a l'intention de s'adresser prochainement. — (AFP)

AFRIQUE

■ RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : l'épidémie de choléra qui sévit dans la région de Kisangani, théâtre d'inondations, a déjà fait 211 morts, principalement de jeunes soldats. Plus de 1 000 personnes sont malades. La crue du fleuve Congo a également provoqué des centaines de cas de malnutrition. — (AFP)

■ NIGER : onze personnes ont été interpellées après la découverte d'un complot pour tenter d'assassiner le président nigérien, Ibrahim Baré Maïnassara, et plusieurs personnalités du pays. Outre huit membres présumés du commando, la police a arrêté deux responsables de l'opposition, dont l'ancien premier ministre, Hama Amadou, présenté comme le cerveau de l'opération. M. Amadou a démenti ces accusations, et l'opposition dénonce l'autoritarisme du pouvoir. — (AFP)

**"GRAND JURY"**

**RTL - Le Monde - LCI**

**ELISABETH**

**GUIGOU**

ANIMÉ PAR  
**OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC  
**ANNE CHEMIN (LE MONDE)**  
**PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)**  
ET  
**DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)**

**RTL**

**DIMANCHE**  
**18 H 30**



## Pékin dément avoir offert l'asile à Pol Pot

Le régime khmer rouge a-t-il offert l'asile à Pol Pot ? La question a été posée lors d'une conférence de presse à Pékin, mardi 2 janvier. Le porte-parole du régime, un certain *...*, a répondu que le régime khmer rouge n'avait jamais offert l'asile à Pol Pot. Il a ajouté que le régime khmer rouge était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

## La Malaisie projette de renvoyer un million de travailleurs étrangers

Le gouvernement malaisien a annoncé mardi 2 janvier qu'il projette de renvoyer un million de travailleurs étrangers. Cette mesure est motivée par des raisons de sécurité et de stabilité sociale. Le gouvernement malaisien a déclaré qu'il ne pouvait pas accueillir un si grand nombre de travailleurs étrangers.

## Le président tchèque confirme la composition du gouvernement

Le président tchèque a confirmé mardi 2 janvier la composition du gouvernement. Le gouvernement sera dirigé par le ministre de l'Intérieur, qui sera assisté par le ministre de la Justice. Le président tchèque a déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

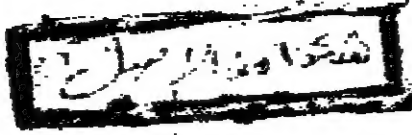
Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.

Le président tchèque a également déclaré qu'il était satisfait de la composition du gouvernement. Il a ajouté qu'il était prêt à accueillir tous les réfugiés qui le souhaitent.



## FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JANVIER 1998

**PRÉCARITÉ** Les ministres ont commencé à intervenir directement dans le conflit entre les associations de chômeurs et l'Unedec. Jean-Claude Gaysot les a reçues, vendredi 2 jan-

vier, et a décidé une aide aux sans-emploi d'Ile-de-France pouvant aller jusqu'à 50 % du coût d'une Carte orange deux zones. ● MARTINE AUBRY devait tenir, samedi, une confé-

rence de presse pour annoncer que l'Etat allait accorder 500 millions de francs à l'Unedec afin de concourir au financement de l'allocation formation-reclassement dont bénéficier

les chômeurs de longue durée. Elle devait également préciser que le projet de loi sur l'exclusion sera présenté dès le premier trimestre. ● JACQUES CHIRAC, en recevant les vœux du

gouvernement, vendredi, a déclaré que « si les actions du gouvernement pour lutter contre les injustices sociales ont une efficacité, c'est dans l'intérêt de l'ensemble des Français ».

## L'Etat débloque 500 millions de francs pour aider les chômeurs de longue durée

Martine Aubry devait annoncer, samedi 3 janvier, le versement d'une dotation exceptionnelle à l'Unedec et avancer de trois mois la préparation du projet de loi sur l'exclusion. Jean-Claude Gaysot a décidé de baisser le prix des transports pour les sans-emploi en région parisienne

LA LUTTE contre l'exclusion n'attend plus. Au terme d'un déjeuner à l'hôtel Matignon avec le premier ministre, vendredi 2 janvier, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a décidé brusquement d'avancer toutes affaires cessantes, une conférence de presse qui n'avait été prévue que pour le mardi 6 janvier : elle devait donc avoir lieu samedi 3 janvier. Objectif : faire le point sur son action dans le domaine de l'exclusion. De façon impérative s'ajoute la nécessité de montrer que le gouvernement n'est pas resté inactif, comme l'impression a pu en être donnée depuis le début du mouvement d'occupation d'antennes de l'Assedic par des chômeurs.

D'un point de vue politique, il est apparu maladroit de prévoir une expression publique de M<sup>me</sup> Aubry seulement mardi alors que d'autres

ministres sont les invités, dimanche, d'émissions télévisées. Evidemment interrogés sur ces occupations et l'attitude du gouvernement, tant Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur TF1, que Dominique Voynet, ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, sur France 3, auraient été contraints à des généralités dans l'attente de précisions venant de la ministre directement compétente.

Celle-ci a donc choisi de ne pas différer davantage ses annonces. La principale d'entre elles devait être le déblocage de 500 millions de francs de l'Etat au profit de l'Unedec. Cette somme concerne l'allocation de formation-reclassement (AFR) qui se substitue à l'allocation unique dégressive pour les allocataires en formation répondant à certains critères. L'AFR permet à son béné-

ciaire, lorsqu'il a travaillé au moins six mois, de suivre une formation, d'un maximum de trois ans, de nature à faciliter son reclassement, en donnant la priorité aux chômeurs faiblement qualifiés. Selon la CFDT, ce sont 180 000 à 200 000 chômeurs qui sont, chaque mois, en formation AFR. Alain Juppé avait décidé, lors du renouvellement de la convention Unedec en décembre 1996, d'alléger la participation de l'Etat au financement de cette allocation.

M<sup>me</sup> Aubry devait également rappeler les mesures prises par le gouvernement depuis le début du conflit. On estime à Matignon que celles-ci sont faiblement médiatisées car elles ont essentiellement une application locale. La ministre devait ainsi énumérer les instructions qui ont été données aux préfets pour répondre, à chaque fois

que cela était possible, à des besoins justifiés. A Marseille, le montant de l'aide globale déblocuée a atteint 14 millions de francs. Cette somme, dans les Bouches-du-Rhône comme dans d'autres départements, a été rassemblée à partir de reliquats de l'Unedec et de la caisse d'allocation familiale.

Enfin, la ministre de l'emploi devait annoncer une accélération dans le dépôt du projet de loi sur l'exclusion que le gouvernement prépare depuis plusieurs mois : le texte sera soumis à un conseil des ministres au premier trimestre. Par rapport aux prévisions établies en novembre 1997, ceci correspond à une accélération de trois mois. Les pouvoirs publics estiment que le travail interministériel est suffisamment avancé pour permettre ce nouveau calendrier.

M<sup>me</sup> Aubry devait aussi rendre

public le contenu de trois circulaires. La première tend à corriger les dérives qui ont été constatées, ces dernières années, dans l'accès aux contrats emploi-solidarité (CES).

Destinés à l'origine aux personnes les plus en difficulté, qui ont besoin au minimum de formation pour se rapprocher du monde du travail, ces contrats ont peu à peu été ouverts à d'autres catégories de chômeurs. Le ministère demande donc au préfet de recentrer ces mesures sur leur mission première.

Une autre circulaire est consacrée à la relation du volet insertion du RMI, considéré par les acteurs sociaux comme insuffisant. En 1996, en effet, la moitié seulement de allocataires avaient signé un contrat d'insertion, comme la loi l'exige pour tous théoriquement. Le ministère demande d'abord aux préfets

de faciliter l'accès des bénéficiaires du RMI aux mesures d'emploi aidé, en fixant des objectifs chiffrés. Les RMistes de moins de trente ans devront voir leur accès aux emplois-jeunes facilité. Tous les allocataires présents dans le dispositif depuis sa première année d'existence, en 1989, soit environ 100 000 personnes, devront être reçus individuellement pour établir des nouveaux contrats d'insertion conformes à leur situation.

Le troisième texte doit s'attaquer aux difficultés rencontrées par les acteurs du secteur de l'insertion par l'économie. La circulaire entend renforcer le soutien financier apporté par l'Etat aux entreprises d'insertion, généralement destinées à des publics en très grande difficulté.

Olivier Biffaud et Jérôme Fenoglio

## M. Chirac souhaite la réussite de M. Jospin dans la lutte contre les injustices sociales

L'ECHANGE traditionnel des vœux entre le premier ministre et le président de la République, vendredi 2 janvier, a donné l'occasion à Lionel Jospin et à Jacques Chirac de faire assaut d'amabilités sur fond d'actualité sociale. Le chef du gouvernement a souligné dans ses vœux au chef de l'Etat que « notre société a toujours à craindre d'un individualisme exacerbé, de la tentation du repli sur soi, mais aussi de l'incertitude et de la peur du lendemain que suscite le chômage, de la persistance des inégalités sociales, de la désespérance de ceux qui sont accablés par les difficultés matérielles et psychologiques de l'existence ».

Selon Catherine Trautmann, ministre de la culture et porte-parole du gouvernement, le chef de l'Etat a affirmé que « ce qui est bon de ce point de vue pour le gouvernement est bon pour le pays ». Pour sa part, la porte-parole du président de la République, Catherine Colonna, a expliqué que M. Chirac a estimé que « si les actions du gouvernement pour lutter contre les injustices sociales ont une efficacité, c'est dans l'intérêt de l'ensemble des Français ». En novembre 1997, lors du sommet européen de Luxembourg sur l'emploi, le chef de l'Etat avait mis le premier ministre en garde contre « le mirage des expérimentations hasardeuses », faisant une allusion à peine voilée à l'abaissement de la durée hebdomadaire légale du travail à 35 heures par voie législative. Cet accord au consensus de la cohabitation avait donné lieu à une réponse aussi humoristique que cinglante de M. Jospin, quelques jours plus tard.

**SOUCI DE CONSENSUS** Le temps d'une cérémonie de vœux de Nouvel An, les deux têtes de l'exécutif ont donné, selon l'appréciation de M<sup>me</sup> Trautmann, une tonalité « sereine et tranquille » à la cohabitation. On ne cache pas, dans l'entourage du premier ministre, que les différences d'appréciation entre les deux hommes n'ont pas pour autant disparu mais l'opinion admettrait mal que le caractère républicain et consensuel de ces cérémonies soit écorné. Ce souci semble partagé à l'Elysée car sa porte-parole a indiqué que, faisant référence au travail du gouvernement dans le domaine social, le président a souhaité « au-delà des différences d'opinion, que cette action réussisse puisqu'elle est tournée vers l'intérêt général, une notion partagée autant par le premier ministre que par lui-même ».

Ni M. Jospin ni M. Chirac n'ont donc trop insisté sur les divergences, chacun préférant souligner leurs situations respectives. « L'esprit de la République veut

aussi que les institutions fonctionnent conformément à la volonté de nos concitoyens », a dit le premier ministre. « Vous conduisez avec l'appui de votre majorité la politique que vous avez déterminée et je remplis mes fonctions d'arbitrage en veillant, comme vous, au respect de notre Constitution », lui a répondu le président. Il a réaffirmé qu'en cas de désaccord entre les deux pôles de l'exécutif il continuera à dire ce qu'il estime nécessaire : « Mandaté par les Français, j'ai le devoir d'exprimer ce que je crois être l'intérêt supérieur du pays ».

### REFORMES « INÉLUCTABLES »

A ce titre, M. Chirac veut que le gouvernement conduise à leur terme les réformes engagées depuis le début du septennat (protection sociale, professionnalisation des armées et restructuration des industries de défense, réforme de l'Etat, justice, adaptation des services publics au contexte concurrentiel européen) et qu'il juge « inéluctables ». « Il y a de l'avenir, de la modernité et de la place de notre pays », a souligné le chef de l'Etat. Au premier rang, il a placé la chance du passage à l'euro dont « la puissance peut être un élément positif pour la lutte contre le chômage qui est prioritaire ».

O. B.

### PRESTATIONS SOCIALES

● Les prestations familiales sont revalorisées de 1,1 % au 1<sup>er</sup> janvier. L'augmentation rétroactive de 0,85 % pour l'année 1995, rendue obligatoire par un arrêt du Conseil d'Etat sera appliquée au cours du premier semestre 1998.

● Le revenu minimum d'insertion (RMI) augmente de 1,1 % au 1<sup>er</sup> janvier, passant à 2 429,42 francs par mois pour une personne seule et à 3 644,13 francs si l'allocataire a une personne à charge.

● L'allocation de solidarité spécifique (ASS), versée sous certaines conditions aux demandeurs d'emploi qui ont épuisé leurs droits à l'assurance-chômage, est augmentée de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 1997. Elle passe de 74,01 francs par jour à 75,49 francs, au 1<sup>er</sup> janvier (2 345 francs par mois environ). Une seconde revalorisation de 1 % interviendra au 1<sup>er</sup> juillet 1998 (76,24 francs).

● Pensions vieillesse : le régime de base des retraites et le minimum vieillesse augmentent de 1,1 %. Le minimum vieillesse passe de 41 197 francs à 41 651 francs par an, pour une personne seule au 1<sup>er</sup> janvier. Elle passe pour un

couple de 73 906 francs à 74 720 francs, pour un couple (6 226,66 francs par mois). Il n'y a pas de revalorisation des retraites complémentaires.

● Autres prestations : les pensions d'invalidité, rentes d'accident du travail, allocations aux adultes handicapés, indemnités journalières maladie et accidents du travail sont également augmentées de 1,1 %.

L'aide au transport des chômeurs prend la forme d'un « chèque mobilité », d'une valeur unitaire de 50 francs, qui pourra être échangé contre des titres de transport (carte de tickets ou coupons de Carte orange). Les chômeurs les plus en difficulté (allocataires de l'ASS, du RMI et de l'AUD dont le revenu est inférieur à 4 000 francs) recevront un nombre de chèques pouvant représenter jusqu'à 1 400 francs pour l'année, soit la moitié du prix d'une Carte orange, deux zones.

O. B.

couple de 73 906 francs à 74 720 francs, pour un couple (6 226,66 francs par mois). Il n'y a pas de revalorisation des retraites complémentaires.

● Autres prestations : les pensions d'invalidité, rentes d'accident du travail, allocations aux adultes handicapés, indemnités journalières maladie et accidents du travail sont également augmentées de 1,1 %.

L'aide au transport des chômeurs prend la forme d'un « chèque mobilité », d'une valeur unitaire de 50 francs, qui pourra être échangé contre des titres de transport (carte de tickets ou coupons de Carte orange). Les chômeurs les plus en difficulté (allocataires de l'ASS, du RMI et de l'AUD dont le revenu est inférieur à 4 000 francs) recevront un nombre de chèques pouvant représenter jusqu'à 1 400 francs pour l'année, soit la moitié du prix d'une Carte orange, deux zones.

O. B.

couple de 73 906 francs à 74 720 francs, pour un couple (6 226,66 francs par mois). Il n'y a pas de revalorisation des retraites complémentaires.

Le coût de la mesure, estimé à 390 millions de francs, devrait être financé à 50 % par l'Etat (ministère de l'emploi et Syndicat des transports parisiens) et à 50 % par les Assedic de la région parisienne, la région et, après délibération des conseils généraux, par les huit départements d'Ile-de-France. Pour les jeunes demandeurs d'emploi de moins de vingt-six ans en projet d'insertion, une aide de 1 000 ou 1 400 francs sera versée, en fonction de l'aide reçue par le conseil général.

### ESTIMATIONS DIVERGENCES

Très positives du côté de Jean-Claude Gaysot, qui estimait que ce dispositif répondait à « une revendication qui n'est pas démesurée » et à « une aspiration à la dignité », les réactions étaient plus mitigées chez les associations de chômeurs. Selon le ministère, ce dispositif touche « 80 % environ de

la population concernée, soit 270 000 personnes » alors que Robert Crémieux du MNCP a chiffré « à 800 000 le nombre de chômeurs qui devraient être concernés ». Pour Claire Villiers, porte-parole d'ACI, « c'est une petite marche sur un long escalier qu'il faut continuer de gravir ». La CGT d'Ile-de-France a aussi estimé qu'il fallait « poursuivre les actions qui vont permettre d'aller plus loin ».

Le dispositif adopté ne concerne que l'Ile-de-France, car, rappelle le ministère, sur « les 107 autorités organisatrices de transport, 102 ont déjà pris des mesures d'aides au transport pour les chômeurs ».

Les collectifs de chômeurs ont continué, vendredi, leurs actions en occupant treize antennes Assedic, dont huit dans les Bouches-du-Rhône. Les autres bureaux occupés se trouvent à Arras (Pas-de-Calais), Poissy (Yvelines), Brive (Corrèze), Saint-Dié (Vosges),

Fourmies (Nord). A Bourges, une quinzaine de membres d'une association de chômeurs du Cher ont occupé en fin de matinée l'antenne des Assedic pour faire signer une pétition réclamant des « éternelles ». A Nantes, une centaine de chômeurs ont occupé en début d'après-midi le centre communal d'action sociale, à l'initiative de ACI.

A Paris, les quelque trente personnes qui occupent depuis mardi un local du centre d'action sociale, boulevard Diderot, déclarent avoir obtenu pour 68 chômeurs une prime de 1 000 francs de la Ville de Paris, mais réclament encore 2 000 francs pour chacun à la préfecture. La préfecture de Paris affirme avoir mis en place une cellule d'urgence pour examiner au cas par cas 82 dossiers de demandeurs d'emploi présentant tout l'éventail des situations les plus précaires à Paris. Selon la préfecture, les dossiers « seront traités ce week-end », la cellule n'ayant trouvé de solution à aucun des dossiers, vendredi après-midi.

Alors que la CFDT est le seul syndicat à ne pas s'être exprimé officiellement, les opposants internes réunis au sein de l'association Tous ensemble ont demandé aux syndicats de salariés, gestionnaires de l'Unedec, que préside Nicole Notat, de prendre « immédiatement des initiatives » en vue d'un « revenu de remplacement » pour les exclus.

Alain Beuve-Méry

## Les hausses du mois de janvier

● Sécurité sociale : le plafond mensuel de la Sécurité sociale passe de 13 720 francs à 14 090 francs, soit une hausse de 2,7 %.

### TAXES

● La redevance tété pour un poste noir et blanc passe au 1<sup>er</sup> janvier de 443 francs à 471 francs. Pour un poste couleurs, elle passe de 700 francs à 735 francs.

● Les timbres fiscaux pour la carte nationale d'identité passe de 150 francs à 160 francs, pour le passeport de 350 francs à 400 francs, pour la carte de séjour des étrangers de 200 francs à 220 francs, les droits d'examen du permis de conduire passe de 200 francs à 250 francs ; la pénalité libératoire pour les chèques impayés passe de 120 francs à 150 francs.

● Les tabacs : l'augmentation

moyenne des tarifs des cigarettes sera de 3,7 % à compter du 5 janvier.

● La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) est relevée uniformément de 8 centimes le litre (soit une hausse de 9,65 centimes à la pompe), quel que soit le carburant, essence ou gazole, à compter du 11 janvier. Pour le GPL et le gaz naturel véhicule, elle diminue de 8 %.

## CSG généralisée et allocations familiales plafonnées

L'ANNÉE 1997 a été marquée par deux réformes majeures dans le domaine social et familial, qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier. Pour mieux asseoir les ressources de la Sécurité sociale sur tous les revenus, y compris ceux de l'épargne, la cotisation maladie des salariés, des fonctionnaires, des indépendants, des chômeurs et des retraités est transférée sur la contribution sociale généralisée (CSG) à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

Pour les salariés, elle tombe de 5,5 % du salaire brut à 0,75 %, tandis que le taux de la CSG passe de 3,4 % à 7,5 %. Pour les retraités im-

posables et les chômeurs ayant une allocation supérieure au SMIC, la cotisation maladie est supprimée et la CSG augmente de 2,8 points. Un problème se pose toujours pour les professions indépendantes, le gouvernement affirmant que seuls les hauts revenus seront légèrement pénalisés. En revanche, l'Etat-patron s'est engagé à compenser les pertes de pouvoir d'achat que subiraient ses 2,5 millions de fonctionnaires.

L'autre grande réforme touche les allocations familiales, qui seront versées sous conditions de res-

source avec deux enfants où un seul des parents travaille devra disposer d'un revenu inférieur à 25 000 francs net par mois (avant abattements fiscaux). Ce plafond sera majoré de 7 000 francs si les deux parents ont un emploi, et de 5 000 francs pour chaque enfant supplémentaire à partir du troisième. Environ 350 000 foyers devraient être touchés par cette réforme, que le gouvernement s'est toutefois engagé à revoir dès 1998. Il envisage de la remplacer, en 1999, par un abaissement du plafonnement du quotient familial ou une intégration des « allos » dans le revenu imposable.

L'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), dont bénéficient actuellement 67 000 familles, va être réduite de moitié, passant de 12 836 francs par trimestre (prise en charge de cotisations sociales) à 6 400 francs. Toutefois, pour les familles ayant moins de 300 000 francs de revenus net annuels, la réduction de l'AGED ne sera que de 25 % (et non de 50 %). Enfin, la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile sera limitée à 22 500 francs par an, au lieu de 45 000 francs.

Jean-Michel Bezat

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde-El**

**ELISABETH GUIGO**

ANIMÉ PAR  
**OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC  
**ANNE CHESSON LE MONDE**  
**PIERRE LUC SEGURA EL**  
**DOMINIQUE PERRELLI EL**

**RTM**

**DIMANCHE 18 H 30**



**SANTÉ** Le gouvernement a décidé de relancer l'informatisation des cabinets médicaux, rendue obligatoire par le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la

solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, ont annoncé, mercredi 31 décembre, une série de mesures destinées à accélérer un

processus maintes fois retardé. **NOËL RENAUDIN**, qui vient du ministère des finances, a été nommé « M. Informatique de santé ». Il sera chargé de coordonner le travail des

ministères et de veiller au respect des règles déontologiques. **LES PROFESSIONNELS** de l'informatique évaluent le marché potentiel pour l'équipement des cabinets à 12 mil-

liards de francs. Ils s'inquiètent des réticences des médecins, estimant que nombre d'entre eux vivent l'informatisation « comme un contrôle de leur activité ».

## Le plan d'informatisation des cabinets médicaux est relancé

Le gouvernement a annoncé une série de mesures visant à accélérer l'entrée de l'informatique chez les 120 000 médecins libéraux. L'équipement obligatoire, parfois vécu comme « un outil de coercition », se heurte à de fortes réticences

DEUX ANS après son lancement en fanfare, le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale a toujours des ratés, et l'année 1997 devrait se terminer sur un nouveau dérapage des dépenses d'assurance-maladie, notamment dans le secteur de la médecine de ville. Le retard pris dans l'informatisation du système de santé n'est pas étranger à cet échec sur le front de la maîtrise des dépenses, aucun instrument efficace n'étant encore opérationnel pour assurer à la fois une amélioration de la qualité des soins et un contrôle efficace de l'activité médicale.

Le ministère de l'emploi et de la solidarité a donc décidé de « redonner souffle » à un processus qui a suivi un développement pour le moins chaotique depuis le milieu des années 80. Il a annoncé, mercredi 31 décembre, une série de mesures qui pourraient faire de 1998 l'an I d'une véritable généralisation des outils informatiques au sein du système de santé (*Le Monde* du 2 janvier).

### Les outils du nouveau dispositif

● Le réseau santé-social assurera la transmission des données administratives et médicales. Par ce réseau dit « intranet », les professionnels de santé transmettront électroniquement les feuilles de soins (près d'un milliard par an) vers les caisses d'assurance-maladie. Les praticiens pourront aussi communiquer entre eux, les données étant codées et des règles très strictes de confidentialité dictées. Ce réseau permettra aussi d'alerter rapidement les praticiens (traitement de médicaments, épidémie, etc.). ● La carte Sesam-Vitale sera celle de l'assuré social. Dans un premier temps, cette carte à puce ne contiendra que des données administratives (Vitalité 1), aujourd'hui inscrites sur la carte papier de l'assuré. A partir de 1999, Vitalité 2 prendra progressivement le relais. Outre les données administratives, elle comportera un volet d'informations médicales aujourd'hui consignées dans le carnet de santé distribué fin 1996 aux assurés de plus de seize ans. Vitalité 2 permettra aussi de relier les caisses complémentaires (mutuelles, assurances) aux organismes de Sécurité sociale et aux professionnels de santé. ● La carte des professionnels de santé attribuée aux médecins leur permettra de se connecter au système et, notamment, de transmettre électroniquement les feuilles de soins aux caisses.

Martine Aubry et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, ont commencé par nommer un « M. Informatique de santé », qui aura des attributions très larges, tout en prenant soin de laisser à la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) la maîtrise d'ouvrage du projet de carte à puce santé Sesam-Vitale.

Noël Renaudin, qui était jusqu'à présent chef de la mission de contrôle d'Etat « Sécurité sociale, action sociale, santé » au ministère des finances, devra, selon M<sup>me</sup> Aubry, mener « une réflexion stratégique permanente sur le développement et les implications possibles » de cette informatisation : aide à la prescription, développement des échanges d'informations entre professionnels, services aux acteurs du système de soins, etc.

#### VEILLER À LA COHÉRENCE

Il devra aussi veiller au « respect des prescriptions de sécurité et des règles de déontologie », une exigence capitale dans un domaine aussi sensible que celui de l'informatisation médicale.

La coordination des différentes directions du ministère lui incombera, ainsi que le contrôle de la « cohérence globale de la démarche d'informatisation », qui fait intervenir des acteurs aussi différents que l'Etat, l'assurance-maladie, les régimes complémentaires (mutuelles, compagnies d'assurances,

etc.), les professions de santé, les hôpitaux et les industriels. La mission dirigée par M. Renaudin sera l'interlocuteur unique de tous ces intervenants pour le compte des pouvoirs publics.

Parallèlement, une commission parlementaire a été créée, qui sera présidée par Jean-Paul Bacquet, député (PS) du Puy-de-Dôme. Médecin généraliste, M. Bacquet reconnaît que l'informatisation a été vécue comme « un filage » et que « sans guidance politique, sans lisibilité, sans crédibilité, nous allons tout droit à l'échec ». Il souhaite « mettre tout en œuvre pour faire la lumière sur tous les éléments de ce dossier ».

Au ministère de la solidarité, on reconnaît que « l'informatisation a été trop souvent perçue par les professionnels comme un outil de coercition ». Les pouvoirs publics insistent sur la nécessité de « partager » l'information médicale, condition sine qua non de l'adhésion des professionnels à la réforme : le gouvernement a annoncé à cette fin la création d'un groupe de travail (Etat, caisses de Sécurité sociale, médecins) chargé d'examiner les conditions d'un réel partage de ces informations médicales.

Les médecins devraient avoir accès aux informations qu'ils auront contribué à collecter dans le cadre de leurs unions professionnelles, créées en 1994. Elues dans chaque région par les médecins, ces unions

ont pour vocation d'associer les 120 000 praticiens libéraux aux évolutions du système de soins (bonnes pratiques, études épidémiologiques, etc.).

En attendant, M<sup>me</sup> Aubry et M. Kouchner ont fait un premier geste : les médecins auront jusqu'au 31 mars - au-delà de la date limite du 31 décembre 1997 - pour renvoyer le contrat d'informatisation à la caisse d'assurance-maladie dont ils dépendent et bénéficier ainsi d'une prime de 9 000 francs pour s'équiper.

« Cette date a été choisie pour être cohérente avec le lancement en Bretagne, début avril, du Réseau santé social et du projet de carte à puce Sesam-Vitale », explique Bertrand Fragonard, directeur de la

CNAMTS. Ce sera la première expérience, au niveau de toute une région, de la transmission électronique des feuilles de soins des professionnels de santé vers les caisses, par l'intermédiaire de ce Réseau santé social, entraînant la suppression définitive des feuilles de soins.

#### FORTES RÉTICENCES

Le plan Juppé a rendu l'informatisation des cabinets obligatoire, et les professionnels qui décideront de s'y soustraire devront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, payer une pénalité sur chaque feuille de soins. Les résistances restent fortes. M. Fragonard admet que la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) « reste très hostile »

### Le choix contesté de Cegedel

Cegedel, qui a obtenu pour cinq ans la concession du Réseau santé social (RSS), va investir 100 millions de francs et réaliser d'autres investissements pour développer ses capacités de transmission par Internet, a annoncé, vendredi 2 janvier, la direction de cette filiale de la Générale des eaux. En 2002, le RSS constituera le plus grand réseau intranet de France.

La transmission des données s'appuiera sur le réseau de fibre optique de Télécom Développement, filiale commune à Cegedel et à la SNCF, présidée par Charles Rozmarny. Cet ingénieur général de France Télécom avait remis au gouvernement Juppé, avant de présider Télécom Développement, un rapport dans lequel il faisait des propositions sur la création d'un réseau de santé et critiquait sévèrement la mise en œuvre de Sesam-Vitale par la Caisse nationale d'assurance-maladie. Le syndicat SUD-PTT conteste le choix de Cegedel au détriment de France Télécom et s'interroge sur la préférence donnée au groupe de Jean-Marie Messier.

Jean-Michel Bezat et Bruno Caussé

## Espoir et scepticisme chez les professionnels de l'informatique

« C'EST UN MARCHÉ à fort potentiel ». L'expression, utilisée par Antoine Lajoux, directeur du marketing de l'activité ordinateurs personnels chez Hewlett Packard, résume assez bien la perception que peuvent avoir les acteurs de l'informatique du processus d'informatisation de la médecine libérale en France. Prometteuse, l'informatisation du secteur de la santé l'est sans conteste pour les fabricants d'ordinateurs et de logiciels, avec notamment l'impact attendu du projet de carte à puce Sesam-Vitale.

« Si l'on prend en compte l'ensemble des professionnels de santé libéraux (y compris infirmiers, kinésithérapeutes, dentistes) et si l'on raisonne sur un prix de 40 000 francs pour l'équipement, matériels, logiciels et services (formation, assistance) conjugués, c'est un marché de 12 milliards de francs », explique Antoine Jacquemart, en charge chez IBM du suivi du projet Sesam-Vitale. Pourtant prometteuse, cette informatisation de la médecine libérale semble s'effectuer lentement.

Karine Paoli, analyste du cabinet d'études IDC, estime qu'en 1997 les achats de matériels devraient avoir atteint 240 millions de francs et celles de logiciels près de 160 millions. « S'il y a une accélération de l'informatisation, il n'y a pas de raz-de-marée », estime de son côté Jean-René Cazeneuve,

directeur du secteur PME-PMI et professions libérales chez le fabricant d'ordinateurs Compaq. « Même si nous avons vu nos ventes doubler cette année, cela progresse beaucoup moins vite que ce que le plan Juppé pouvait laisser espérer », confirme Patrick Blavoët, secrétaire général et directeur du développement de la société Distal, qui revendique la place de numéro un du logiciel médical en France.

#### « MARCHÉ PÉTRIÉ »

C'est l'informatisation des 100 000 médecins généralistes qui pose problème. Yannick Motel, vice-président du Syndicat national des industries de l'information de la santé (SNIS), qui réunit les fabricants d'ordinateurs et de logiciels présents dans le secteur de la santé, parle de « marché pétrifié ».

« Le taux d'informatisation des médecins est compris entre 15 % et 20 %, note-t-il, ce qui était déjà le cas voici deux ans ». Pour Philippe Charlier, président du SNIS, « les médecins restent méfiants », et si « beaucoup n'ont pas envie de s'informatiser, c'est qu'ils le vivent souvent comme un contrôle de leur activité ».

« Ils se sentent souvent dépassés aussi », ajoute M. Cazeneuve. Notamment parce

qu'il y a pléthore au niveau de l'offre : pour les seuls logiciels de gestion du cabinet médical, par exemple, on parle de 100 à 140 produits différents disponibles. Certaines « pratiques » pèsent également, comme le fait que les médecins ont été habitués à se voir offrir beaucoup de choses par les industriels de la santé. « Le médecin généraliste ne raisonne pas comme un agent économique classique. Il n'a jamais réellement eu à investir, à la différence des dentistes ou des radiologues, qui sont d'ailleurs mieux équipés en informatique », explique M. Blavoët.

C'est surtout le flou qui règne sur le projet Sesam-Vitale qui est stigmatisé par la plupart des acteurs de l'informatique. « Les médecins reçoivent des messages négatifs sur ce projet, sans cesse retardé, indique M. Jacquemart. Il s'interroge donc sur l'opportunité de s'informatiser ».

« Nous sommes dans un cercle vicieux, reconnaît M. Blavoët. On justifie le report du réseau par le peu d'équipement des médecins, ceux-ci justifient leur non-equipement par l'absence du réseau. L'attentisme est entretenu par une absence de normalisation claire. La CNAM devait par exemple établir des normes pour les communications électroniques des feuilles de soins, qui permettraient

à des logiciels d'origines différentes de communiquer. On les attend toujours. On parle maintenant de mi-1998 », s'inquiète M. Charlier. « En attendant, ajoute-t-il, certains syndicats de médecins déclarent vouloir édicter leurs propres normes ».

#### QUATRE REPORTS

« Tout est techniquement et politiquement paralysé », déplore M. Motel, rappelant que « le déploiement du réseau santé a été reporté quatre fois » et que les premières expérimentations « ont coûté 4 milliards de francs et n'ont rien donné. On frôle la gabegie ». Il qualifie la promesse d'une mise en place de ce réseau d'ici à mars 1998 de « farfelue ».

« Il y a encore du chemin à faire avant que cela fonctionne », conclut M. Charlier. M. Jacquemart veut, quant à lui, croire que le projet Sesam-Vitale finira bien par se développer. Il effectue un parallèle avec l'équipement, voilà quelques années, des commerçants en lecteurs de cartes bancaires. « Ce dernier projet a pris dix ans avant de vraiment décoller. Il faut s'attendre, pour les médecins, à ce que ça aille un peu plus vite. Notamment parce qu'il y aura pression des patients ».

Philippe Le Cœur

## Deux élus écologistes demandent à la Ville de Paris de débaptiser la rue Alexis-Carrel

DANS LE QUINZIÈME arrondissement de Paris, une petite rue discrète est au cœur d'une bataille symbolique engagée par des élus de gauche contre la mairie de Paris. L'enjeu est le nom de cette rue, baptisée Alexis-Carrel, scientifique français, Prix Nobel 1912, mais surtout apologiste de l'eugénisme et fervent partisan du régime de Vichy.

Alors qu'une vingtaine de villes de France ont déjà débaptisé les rues portant son nom, la mairie de Paris s'y est jusqu'ici toujours refusée. La question devrait pourtant à nouveau être débattue : Sylvie Scherer et Cécile Silhouette, toutes deux conseillères de Paris et élues Écologie solidarité citoyenneté, ont écrit, le 16 décembre 1997, au maire de la capitale, Jean Tiberi, afin qu'il intervienne pour que « Paris, compagnon de la Libération, cesse d'honorer Alexis Carrel ».

C'est en 1974, un an après le centenaire de sa naissance, que la préfecture de la Seine choisit, dans l'indifférence, de rebaptiser le petit passage Louvet du nom d'Alexis-Carrel. A l'époque, on louait ce scientifique, né en 1873. Brillant

chirurgien, celui-ci choisit d'émigrer aux États-Unis au début du siècle où il sera récompensé du prix Nobel en 1912 pour ses travaux sur les tissus humains et les transplantations d'organes. Temporairement revenu en France pendant la première guerre mondiale, il s'illustre à l'hôpital militaire de Compiègne, en soignant plusieurs blessés grâce à sa technique de l'irrigation des plaies.

#### « GAZ APPROPRIÉS »

Le nom d'Alexis Carrel ne serait resté associé qu'à ces travaux précurseurs s'il n'avait écrit, en 1935, *L'Homme, cet inconnu*, qui connut un succès de librairie international. Sur fond de vulgarisation scientifique, il y défend une vision du monde inégalitaire, élitiste et violemment eugéniste.

Se faisant le chantre d'« une aristocratie biologique héréditaire », il va jusqu'à préconiser la suppression des déviants : pour « ceux qui ont tué, qui ont volé à main armée, qui ont enlevé des enfants, qui ont dépossédé les pauvres, qui ont gravement trompé la confiance du public, un établissement euthanasique, pourvu de

gaz appropriés, permettrait [de] disposer de façon humaine et économique. Le même traitement ne serait-il pas applicable aux fous qui ont commis des actes criminels ? Il ne faut pas hésiter à ordonner la société moderne par rapport à l'individu sain. Les systèmes philosophiques et les préjugés sentimentaux doivent disparaître devant cette nécessité ».

Revenant une nouvelle fois en France à la faveur de l'instauration du régime de Vichy, ce proche de Pétain refuse le poste de ministre de la santé qu'on lui propose, mais prend la direction de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, nouvellement créée. Il y recommande, entre des études sur la natalité et les aptitudes intellectuelles des écoliers, l'instauration de rations alimentaires minimales pour les travailleurs, les enfants et les malades mentaux. Finalement, il meurt malade en 1944, pendant la Libération.

Ce n'est qu'au début des années 90 qu'on redécouvra ses écrits eugénistes. Le Front national y a sûrement aidé, en l'installant, dans les colonnes de *Présent*, en 1991, « fon-

dateur de l'écologie ». Plusieurs grandes villes françaises, dont Strasbourg, Montpellier, Limoges ont alors déboulonné les plaques de rue portant son nom. L'université de Lyon, elle-même, s'est résolue. En 1996, après quatre ans de polémiques, à débaptiser sa faculté de médecine, préférant céder à Lœnnec, plus consensuel. En 1992, une commission s'était prononcée pour le maintien de son nom, recommandant d'apposer une plaque spécifiant que le nom de l'ancien Prix Nobel avait été choisi « exclusivement pour honorer l'homme de science honnête » (*Le Monde* du 27 janvier 1996).

Reste Paris où, malgré les demandes répétées de personnalités et d'élus de gauche, la mairie refuse toujours de débaptiser sa rue. En 1994, un collectif demandait audience à Jacques Chirac pour lui soumettre une pétition en ce sens, sans succès. En février 1996, M<sup>me</sup> Scherer et Silhouette réitéraient la requête. La mairie de Paris opposait alors un nouveau refus en faisant valoir que la question avait été soumise à la commission d'examen des projets

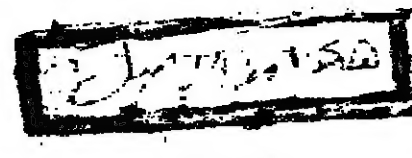
de dénomination des voies, places et espaces verts « qui avait proposé de maintenir cette dénomination en considération de l'œuvre scientifique d'Alexis Carrel (...) et de la politique générale de la Ville de Paris (...) fondée sur la stabilité en matière des dénominations [de rue] attribuées ».

#### « NE PAS D'ÉTABLIR »

Face à la dernière demande des deux élus, la mairie de Paris répond que « le dossier n'a pas été réouvert par la Ville ». Interrogée par *Le Monde*, la Ville, qui précise que la question doit être débattue en conseil municipal, argue que « débaptiser une rue destinée toujours énormément la population qui y habite ». Dans leur courrier au maire, M<sup>me</sup> Scherer et Silhouette proposent pourtant un nom de rechange pour cette petite rue tranquille. Celui de la sculptrice Camille Claudel, qui, placée en asile psychiatrique, meurt en 1943, comme des milliers de malades mentaux, victimes de la sévère politique de restrictions alimentaires instaurée sous Vichy.

Cécile Prieur





Le monde au respect  
des personnes. LES  
la de l'information  
est potentiel pour  
le cabinet à 32 mil-

# icaux est relancé

chez les 120 000 medecins. Cela a  
te à de fortes reticences

Le monde au respect des personnes. LES la de l'information est potentiel pour le cabinet à 32 mil-

## de l'informatique

Le monde au respect des personnes. LES la de l'information est potentiel pour le cabinet à 32 mil-

## Alexis-Carrel

Le monde au respect des personnes. LES la de l'information est potentiel pour le cabinet à 32 mil-

## Légion d'honneur

Nous terminons la publication de la liste des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel du 1<sup>er</sup> janvier 1998 (Le Monde du 3 janvier).

### Agriculture et pêche

Sont promus officiers : Raymond Barillet, vice-président d'une caisse régionale de la Mutualité agricole ; Jean-Benoît, ancien inspecteur général de la coopération technique à l'administration centrale ; Jean-Benoît, président d'honneur d'un comité national viticole ; Claude Cassier, président-directeur général d'un groupe constructeur de matériel agro-alimentaire ; Jean Sien, président de section du conseil national d'agronomie.

### Aménagement du territoire et environnement

Sont promus officiers : Michel Basse, président d'un centre pour la protection de la Méditerranée ; Michel Delam, secrétaire général d'une fondation pour l'éducation à l'environnement ; Philippe Riquelme, ancien directeur de recherche en sociologie du développement technologique au CNRS.

### Relations avec le Parlement

Sont promus officiers : Louis Baillet, ancien député, responsable d'une association d'anciens députés ; Raymond Guédon, ancien député, vice-président d'une association d'anciens députés ; Pierre Provost, ancien député, vice-président d'une association d'anciens députés ; Pierre Sellmann, ancien député, président d'une association d'anciens députés.

### Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Sont promus officiers : Jean Dewever, maire adjoint, vice-président d'une association d'anciens députés ; Michel Tisserand, ancien conseiller régional, ancien directeur d'un service de l'inspection au conseil général du Gers ; Jean Lartigue, ancien conseiller général, maire.

### Jeunesse et sports

Est promu officier : Pierre Talbot, président de l'Association française pour le développement du sport dans les prisons de France.

### Affaires étrangères

Sont nommés chevaliers : Francis Donovon, vice-président de la Cour internationale d'arbitrage de la chambre de commerce internationale ; Henri Lopes, directeur général adjoint à l'Unesco ; Jacques Pierquin, coordinateur national des œuvres sociales de l'Armée du salut en France.

### Protocole

### Etrangers en France

Sont nommés chevaliers : Francis Donovon, vice-président de la Cour internationale d'arbitrage de la chambre de commerce internationale ; Henri Lopes, directeur général adjoint à l'Unesco ; Jacques Pierquin, coordinateur national des œuvres sociales de l'Armée du salut en France.

### Anniversaires de décès

Il y a deux ans, le 5 janvier 1996, disparaissait Christian FAUVET. Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui ce jour.

### Séminaires

À l'Institut Carnot, à Paris. Séminaire « Les arts plastiques au Portugal, du modernisme à nos jours », par Lucien Nazé, critique d'art.

### Communications diverses

**SOLDES**  
Mois de Noël  
à la boutique NOËL  
jusqu'au 31 janvier, du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures.

### Soutenances de thèse

Karine Grijoil soutiendra sa thèse de doctorat en géographie et aménagement intitulée : « Le processus de développement des campagnes sud-corréennes : acteurs et facteurs du changement », le mardi 6 janvier 1998, à 14 heures, à l'université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

### Anniversaires de décès

Il y a deux ans, le 5 janvier 1996, disparaissait Christian FAUVET. Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui ce jour.

### Séminaires

À l'Institut Carnot, à Paris. Séminaire « Les arts plastiques au Portugal, du modernisme à nos jours », par Lucien Nazé, critique d'art.

### DISPARITION

## Dominique de Menil

Une collectionneuse d'œuvres d'art

LA PHILANTHROPE et collectionneuse d'art Dominique de Menil, qui est née et a fait des études en France avant de créer sa propre fondation aux Etats-Unis, est morte mercredi 31 décembre à son domicile de Houston (Texas). Elle était âgée de quatre-vingt-neuf ans.

Dominique de Menil, une des héritières de la famille Schlumberger, était née à Paris en 1908. Elle y avait étudié les mathématiques et la physique, à la Sorbonne, en 1927-1928. D'origine protestante, elle s'était convertie au catholicisme en 1931 pour pouvoir épouser John de Menil, qui était comme elle un amateur d'art et qui devait la conforter dans la constitution, d'abord timide, d'une grande collection d'œuvres d'art.

### DISPARITION

## Dominique de Menil

Une collectionneuse d'œuvres d'art

LA PHILANTHROPE et collectionneuse d'art Dominique de Menil, qui est née et a fait des études en France avant de créer sa propre fondation aux Etats-Unis, est morte mercredi 31 décembre à son domicile de Houston (Texas). Elle était âgée de quatre-vingt-neuf ans.

### NOMINATION

## COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

Sur proposition du premier ministre, Lionel Jospin, le conseil des ministres du vendredi 2 janvier a nommé Jean-Michel Charpin commissaire au Plan, en remplacement d'Henri Guaino (Le Monde du 3 janvier).

Né le 23 février 1948 à Marseille, Jean-Michel Charpin, ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique, est diplômé d'études supérieures de sciences économiques. Responsable des travaux techniques de projection à moyen terme à l'Insee de 1977 à 1980, responsable des projections économiques à moyen terme à la Commission des communautés européennes en 1980 et 1981, chef du service des programmes de l'Insee de 1981 à 1983, et parallèlement professeur d'économie à l'Ecole centrale de 1983 à 1985, il a été ensuite, de 1985 à 1988, directeur du cabinet de Jean Le Gars, d'abord au secrétariat d'Etat au Plan, puis au secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives. De 1988 à 1990, il a été directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Il travaillait depuis à la BNP comme directeur des études économiques jusqu'en 1994, puis comme directeur de la gestion actif-passif.

### JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 29-mardi 30 décembre sont publiés :  
● Catastrophe naturelle : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans divers départements.  
● Collectivités locales : un décret relatif aux règles de recettes, d'avances, et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux.  
● Téléphone : des arrêtés autorisant les sociétés Akt 2, Omnicom, Sifs et Netco à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir un service téléphonique au public ; à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1998.  
● Logement : un décret relatif aux subventions et prêts pour la réalisation des logements sociaux ; un décret relatif aux subventions à l'amélioration des logements sociaux.

### COMMUNICATIONS DIVERSES

**SOLDES**  
Mois de Noël  
à la boutique NOËL  
jusqu'au 31 janvier, du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures.

### Abonnez-vous au Monde

pour ne manquer aucun rendez-vous en 1998

### Abonnez-vous au Monde

pour ne manquer aucun rendez-vous en 1998

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1086 F 1 AN - 1980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

\* Prix de vente au numéro - (Tant en France métropolitaine qu'à l'étranger)

Je joins mon règlement, soit :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité

M. M. Mlle Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

TARIFS HORS FRANCE

USA - CANADA

1 AN 2190 F 2960 F

6 mois 1180 F 1560 F

3 mois 585 F 795 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Chantilly Cedex



الشرق الأوسط

LE MONDE / DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JANVIER 1996

## HORIZONS

PORTRAIT

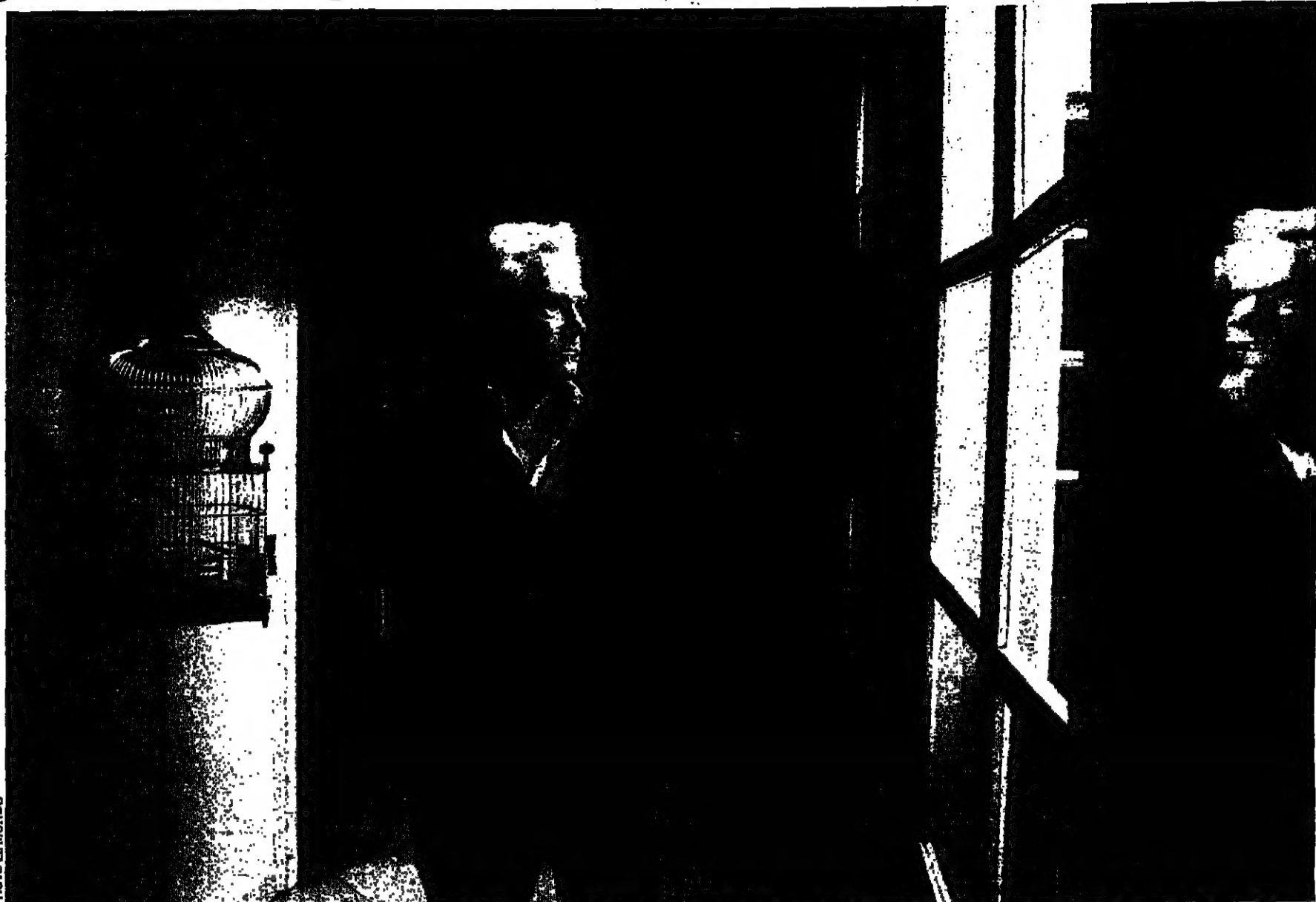
# Rodrigo de Zayas, humaniste sévillan

**Q**U'EST-CE qu'un gentilhomme sévillan ? Qu'est-ce qu'un homme engagé ? Comment devient-on bibliophile, écrivain, après avoir été musicien (variante : comment cesse-t-on d'être musicien) ? Rodrigo de Zayas est né le 23 décembre 1935 à Madrid, quand la Seconde République entre en violence. Il habite Séville dans un palais à la façade sobre. C'est le quartier ancien de la ville, près des colonnes romaines de l'Alameda de Hercules. Du vivant de sa mère, chaque jour à midi quand tombe vertical le soleil, on pouvait, de la rue, entendre un guitariste venu jouer pour elle. Derrière la lourde porte de bois, il y a le jardin d'ombre, avec datura, citronniers des quatre saisons, amaryllis en fleur pour la Semaine sainte, à quelque date qu'elle tombe d'ailleurs, philodendron au pistil phallique, rhododendron d'exception, jasmin en cascade jusqu'à la fin décembre, bégonias impériaux à la feuille d'argent, acanthes et bananiers, plantes de la monnaie pour garantir la prospérité dans la maison, et la dame de nocte au parfum entêtant qui éclate d'un coup à minuit.

Anne Perret-de Zayas, mezzo-soprano aux manières de princesse, fille d'une institutrice et d'un paysan résistant, venue de Provence, veille à tout et grimpe aux échelles. Sous les fontaines, deux tortues s'exercent paisiblement aux amours. Elles se nomment Gertrude et Rosalie (ce sont deux mâles). Bougainvilliers, lierre, palmiers de Canada, tronc du Brasil, ficus benjamina à tronc tressé, pacifcos et oranges complètent, de patio en patio, le tableau sur quoi veillent, du haut de la dernière terrasse, des cactus mexicains en grand nombre.

Dans une de ses vies, Rodrigo de Zayas fut reconnu comme un musicien de talent. Avec Anne Perret, il a dirigé le Taller Ziryab. Après une carrière de concertistes internationaux, le couple a cédé, à Séville, à la mise en valeur, à la transcription et à l'enregistrement (trois fois couronné de prix nationaux, de même que trois de ses éditions musicales pour Opera Omnia) de la musique du temps de la « Découverte ». Zayas a arpenté le monde, reçu une éducation française à Damas, Grenoble et Paris, étudié le droit, vécu dans sa chair ce qui donne à ses livres leur tonalité, leur trivalence et leur rayonnement. De son premier séjour, à Stamford, aux États-Unis, il dit (il a treize ans) : « Premier amour (multimétrie). Me fait tirer dessus à plusieurs reprises, soit au 22 long rifle, soit à l'arc. Heureusement, elle vise mal. Découvre le racisme des Wages américains, contre les Hispaniques et les Noirs. »

**E**N janvier, il publie le quatrième tome de sa tétralogie, *Ce nom sans écho* (Edition L'Esprit des péninsules, voir *Le Monde* des livres du 15 novembre 1995). L'histoire universelle de la chute du royaume de Grenade à la création d'Israël. Personne qui soit plus réservé et urbain à la fois. Il incarne plusieurs passés et une dizaine de sites. Il est aussi le mouvement du siècle. Il hait l'idée décorative ou émotionnelle de la musique : « Au temps où j'étais musicien, je prétendais qu'on ne peut approcher l'architecture, l'art ou l'écriture comme techné, sans aller vers la rhétorique. La musique fait partie de l'étude des humanités. Marsile Ficini, Lorenzo Valla, les grands Italiens qui ont réintroduit l'étude des humanités dans l'Europe m'ont passionné. J'ai besoin de savoir ce que lisaient les grands compositeurs que j'interprétais, Francisco de Milano, par exemple, ou Giulio Caccini dont nous avons créé *Euridyce*, le premier opéra en titre. Je veux identifier les systèmes philosophiques dont ils sont les contemporains, les produits. Les gourous actuels de la musique ancienne n'ont aucune idée des conditions littéraires, philosophiques de son émergence. Et cela se sait dans



**De ses parents, il a hérité une bibliothèque de 35 000 volumes et des trésors artistiques. Musicien, écrivain, érudit, il a lui-même arpenté le monde et va publier le quatrième tome de sa tétralogie sur l'histoire universelle, de la chute du Royaume de Grenade à la création d'Israël**

leur jeu, leur phrasé, leur tempo. » Le jazz, qu'il écoute à Harlem ou dans les clubs de Manhattan entre 1951 et 1953 (il est alors cantonnier), ne lui donne pas d'autre pensée : « Mon premier sentiment, abasourdi, c'était : comment ces gens pratiquent-ils la musique de la Renaissance sans le dire, pourquoi, comme le flamenco, un exercice si évidemment proche de la rhétorique et du plaisir ? Le mot de jazz a rapport, on le sait, avec jouer. »

Qu'est-ce qu'un homme de cette moitié du XX<sup>e</sup> siècle dont la fréquentation sur terre est la philosophie ; le combat : la pensée à gauche de la gauche (il a présidé le parti Democracia socialista) ; l'activité : l'écriture et la bibliothèque ? Qu'est-ce qu'un rêveur qui fait le tour à vingt ans des bas quartiers de la Méditerranée (Gênes, Naples, Corfou, Patras, Pyrée, Heraklion, Istanbul, Alexandrette, Tripoli, Lattaquieh, Beyrouth, Marseille), qui a aimé l'amour au-delà de la raison et la raison plus sèchement que l'amour ; qui gagna des courses clandestines de voiture dans le Connecticut pour se faire du blé en paris illégaux ; qui est parti pour Compostelle athée mais boiteux (accident de ski), en revenant tout aussi athée mais sans plus boîter : dont la passion est l'amitié ; l'énigme, la violence ; le talent, les langues qu'il parle et lit avec une totale aisance (espagnol, anglais, italien, allemand, chinois, arabe et le français, la langue des Lumières et de l'école laïque, la langue dans laquelle il écrit) ? « J'ai senti dans ma jeunesse, dit-il à propos d'aviation, de parachute et de courses, le besoin de mettre ma vie en cause, pour l'éprouver plus intensément : réduire cette distance à ma mort par la mort réelle dont je ne sais rien. »

Sa bibliothèque aux 35 000 volumes, que l'on consulte du monde entier, se compose de fonds amassés des deux côtés de la famille. Plus l'énorme apport de sa mère et

le sien propre : « Ma mère n'a accumulé les livres que pour les lire, le studier ou les traduire, sans le moindre esprit de collectionneuse. Ainsi des 2 232 manuscrits Na-Khi, culture détruite de la province de Yunnan en Chine où elle a séjourné très tôt. Plus tard, dans les années 30, elle propose un déchiffrement et une traduction de l'écriture maya qui se tient. Elle avait des recruteurs partout, des robots dans toutes

**« Marsile Ficini, Lorenzo Valla, les grands Italiens qui ont réintroduit l'étude des humanités dans l'Europe, m'ont passionné. J'ai besoin de savoir ce que lisaient les grands compositeurs que j'interprétais »**

les grandes villes. J'en ai gardé quelques-uns, notamment à Londres. Tout ce qui touche à l'histoire de l'écriture, à l'alchimie, à la démonologie, aux cultures orientales, les livres de voyage et les manuscrits de musique viennent d'elle. » Son travail à lui, a été aussi de recomposer les archives et correspondances éparpillées et de les augmenter.

Le grand-père maternel (Francis B. Harrison - la famille vient du Yorkshire), député démocrate de New York, est à l'origine de fonds qui concernent la Révolution américaine et l'indépendance des Philippines, l'histoire du droit et des sciences. Les documents et ouvrages proviennent de son propre père, Norvel B. Harrison, qui fut le secrétaire du président Jefferson Davis. « L'esclavage était condamné, mais j'ai une certaine fierté à dire que ma famille était tout à fait abolitionniste. Elle s'engagea pour tant aux côtés du Sud, de même que neuf États esclavagistes ont combattu avec le Nord. L'histoire est toujours plus complexe que ce à quoi on la réduit. » Beau et élégant, Francis

B. Harrison épousa l'héritière de Charles Crocker, constructeur des chemins de fer de Chicago à la côte Ouest. Elle se tue à vingt-six ans en auto. Virginia, la mère bibliophile et soprano, hérite de la jeune morte.

Du côté du père, du côté mexicain, on trouve des écrivains et des artistes, les deux familles ayant en commun d'avoir connu les chutes, l'exil et les renaissances. Le grand-

entre 1910 et 1920, quand il ne les inspire pas directement, est à l'origine de la venue des dadaïstes à New York. Sauf Breton, qu'il décrit très différent de sa légende (ni sectaire, ni cassant), les surréalistes l'intéressent moins : « Ils commencent là où nous avons arrêté. » Les relations avec Apollinaire (qui publie sa propre caricature par de Zayas dans *Les Soirées de Paris*), Picabia, Braque, Tzara, Léonine, Totipot sont intenses et réservées. Avec lui, Rodrigo fait un film sur les cathédrales d'Ile-de-France et de Bourgogne, visite Karachi et Damas, reprend la caméra sur les sites archéologiques d'Égypte. Les archives cinématographiques du père (films en Andalousie sur le flamenco dans les années 30 et la tauromachie encore inexploitées, films d'art et films didactiques, sur la mathématique) sont déposées depuis peu à la Cinémathèque de Mexico.

**C**OMMENT se fait-on écrivain ? « Je ne saurais répondre. C'est une tâche. Mais face à la question, je me sens comme un produit mixte de la culture latine et anglo-saxonne devant ce que je voudrais approcher : l'esprit analytique français. Il n'y a pas la moindre contradiction entre la musique et l'écriture. La musique ajoute la part philosophique à la pensée politique. On ne peut pas sincèrement réfléchir sur la société et être de droite. » Rodrigo de Zayas a écrit *La Musica en el vocabulario granadino de Fray Pedro de Alcalá* (1492-1505), publié à Séville en 1995. Il est l'éditeur de partitions remarquables (*Las Canciones del Troubadour*), l'historien des Morisques et le racisme d'Elot (La Différence, 1992) qui suscite de vives polémiques. Le racisme est son objet de toujours, la violence sa question actuelle.

Au dernier étage du palais de Séville, dans le parfum du tabac froid et le silence des livres, il est attelé à

la rédaction d'un essai, *La Grimaire de Narcisse, histoire onto-théologique de l'archi-violence* : la violence comme potentialité, la cause essentielle, toujours sous le regard de la philosophie grecque, de Nietzsche, de Husserl dont le geste voué à l'échec (fonder une science éidétique) provoque en lui « une formidable affection ». De Derrida, de Vidal-Naquet ou de Robert Badinter, il y a dans sa démarche quelque chose d'impersonnel - la traversée réelle des livres comme on traverse sa vie et ses amours - et d'éminemment seul : « Je n'ai rien d'un philosophe. Probablement suis-je resté un cancre. Mais j'aime la langue française comme on aime faire l'amour. »

En 1996, Rodrigo de Zayas publie un petit manuscrit de 1593, *Segrejo* (Stefano Francesco Di Romolo Roselli, *Mes secrets à Florence au temps des Médicis*). C'est un manuscrit qu'il a déniché dans sa bibliothèque aux 35 000 ouvrages reliés, traduit et établi (éd. Jean-Michel Place, 290 pages, 165 francs). C'est un accélérateur de rêve parfait. On y trouve des listes : « Pour faire une paire de pantoufles en sucre ; pour faire une tourte cuite dessus dessous... », comme un Kama-Sutra culinaire : « Se munir d'un peu d'agradante, une livre d'aristocrate ronde et s'il faut de la cardamome, qu'elle soit d'Arménie, puisque certains n'hésitent pas à ajouter six onces de scordions des montagnes cueillis dans un endroit aride. » C'est un livre d'histoire, de plaisir et d'érudition. C'est aussi un souvenir personnel. L'histoire romanesque de la découverte se confond avec la mémoire de son « inventeur ». Florence où le manuscrit fut trouvé et acheté, est la première ville de voyage de Rodrigo avec ses parents : « Ce premier souvenir d'enfance, comme un premier amour, ne m'a jamais déçu. »

Francis Marmant



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

L'Europe et les Kurdes

**P**EUT-ON à la fois fermer la porte de l'Europe à la Turquie sous prétexte qu'elle maltraite sa communauté kurde et en même temps fermer l'Europe aux Kurdes qui cherchent à débarquer sur les côtes calabraises ? C'est ce que fait l'Europe, quel que l'on considère ces jours-ci certains responsables italiens.

Le droit d'asile s'applique individuellement et non collectivement. La seule qualité de Kurde - pas plus que celle d'Algérien, de Birman ou bien d'autres - ne vaut ni certificat de persécution politique ni droit d'accès automatique aux baux démocratiques de l'Europe. Cela étant rappelé, lorsque ces malheureux, bernés par les mafias des passeurs, touchent la côte mythique, lorsqu'ils sont là, que faire ? C'est ce problème d'urgence que doit aujourd'hui affronter l'Italie, alors que ses voisins hérissent leurs frontières et lui demandent de mieux protéger ses côtes ; alors que la rigueur envers les clandestins sera impopulaire aux yeux d'une partie de l'opinion qui s'émeut « du » problème kurde comme s'il n'y en avait qu'un ; alors, enfin, que cette affaire envahisse de nouveau les relations déjà tendues entre la Turquie et l'Europe.

Laisser croire, comme l'a fait le ministre italien de l'Intérieur, que le droit d'asile pourrait s'appliquer quasi collectivement aux Kurdes est quelque peu dangereux. Aucun pays européen, pas plus l'Italie que d'autres, n'y est prêt. La situation des Kurdes de Turquie n'est en outre pas la

même que celle des Irakiens. L'Europe doit condamner les excès répressifs de l'armée et de la police turques, les injustices de la justice, les aberrations de la construction, la dramatique incapacité des milieux politiques turcs à s'ouvrir aux aspirations non indépendantistes des Kurdes. Elle doit condamner l'échec de cette politique crispée qui n'a abouti en dix ans qu'à saigner de sa population tout le Sud-Est anatolien. Mais elle ne peut pas laisser entendre que le seul fait d'être kurde est discriminatoire ou dangereux en Turquie, car ce n'est pas vrai.

Une grande partie des immigrants qui arrivent en Europe viennent non pas de Turquie, mais du nord de l'Irak. C'est une région que les Occidentaux sont censés protéger et qu'ils ont de fait soustraite à la tyrannie meurtrière de Saddam Hussein. Ils ont sollicité pour cette opération l'appui logistique de la Turquie qui le leur a donné. Qui est comptable aujourd'hui de l'épouvantable situation qui pousse les Kurdes d'Irak à s'enfuir ?

L'Europe ne peut pas laisser Rome répondre seule à toutes ces questions que réveillent les boat people échoués à Ostende. Après l'humiliation qui fut initialement infligée à Ankara lors du sommet de Luxembourg, où les quinze ne lui proposèrent qu'un demi-stratopion à la table de l'Europe, l'Union serait bien inspirée de définir enfin collectivement non seulement sa politique envers les clandestins kurdes, mais le meilleur moyen de rétablir avec Ankara un dialogue plus fructueux.

**Le Monde** en est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergeaud, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Thomassot, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Godeau, Laurent Groussier, Boris Jacquot, Michel Kailash, Bernard Le Gendre  
Directeur adjoint : Dominique Kuyper  
Rédacteur en chef technique : Eric Anas  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Foucault

Directeur exécutif : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Clauveloup  
Conseiller de la rédaction : Alain Rollin ; directeur des relations institutionnelles : Daniel Vermet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1961), Jacques Lecaillon (1961-1964)

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde  
Directeur de la presse : Jean-Louis Audreant  
Capital social : 900 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Immobilier, Le Monde Presse, Actis Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Générosité américaine

EN VERTU d'un vote récent du Congrès américain, allouant 522 millions de dollars pour l'aide d'urgence à la France, à l'Italie et à l'Autriche, un accord a été signé, hier, par M. Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, et M. Jefferson Caffery, ambassadeur des Etats-Unis, pour fixer les conditions dans lesquelles cette aide sera réalisée.

M. Caffery a prononcé une allocution, où il souligne que l'accord est la réponse du peuple américain à la situation critique de la France. Ce peuple, a-t-il dit, fait don à la France d'une partie des impôts qu'il paie afin de remédier à la faim et au froid et de parer à un nouveau recul économique. M. Georges Bidault, comme il se doit, a remercié l'Amérique de sa générosité. La gratuité de l'aide américaine en constitue le caractère essentiel : de là découlent la plupart des condi-

tions que l'on a parfois critiquées, oubliant qu'un don unilatéral se distingue nécessairement d'un échange de services et de concessions tel qu'il se présente dans un accord du type courant.

Quoi qu'il advienne, l'aide américaine ne sera efficace que dans la mesure où nous saurons bien l'employer. Des prêts ou des dons étrangers impliquent toujours une certaine immixtion du prêteur ou du donateur. Il n'est que trop naturel que le contributeur américain veuille savoir ce que nous ferons de ses dollars. Sa curiosité ne risquerait de devenir gênante que si la France n'en faisait pas l'usage qu'on attend. C'est le plan Marshall lui-même qui serait alors en cause, l'importance de l'aide qu'il promet, les conditions qui y seront attachées.

(4-5 janvier 1948.)

**Le Monde** SUR TOUS LES SUPPORTS  
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Jean-Louis Audreant

La violence et les banlieues

par Thomas Ferenczi

**LES REPRÉSENTANTS** de plusieurs associations de la ville des Ulis nous ont fait part de leur « réprobation » après la publication dans *Le Monde* du 12 décembre d'une enquête de Marie-Pierre Subtil sur la délinquance des jeunes dans cette commune de l'Essonne. Dans leur lettre, que nous publions ci-dessous, ils reprochent à cet article de donner de leur ville une image exagérément négative qui produit une impression « de fatalité et d'impuissance ». Dans le même esprit, un « citoyen des Ulis », Jean Lalou, nous écrit qu'il ne reconnaît pas sa ville dans la description de notre journaliste. « La violence est marginale, mais médiatique, ajoute-t-il, n'en faites pas un... Monde ! »

« Votre enquête m'a profondément choquée », nous dit Agnès Foucher, d'Orsay, commune proche des Ulis. Selon notre correspondante, Eric Raoult, ancien ministre délégué à la ville et à l'intégration, qui avait naguère invité les intellectuels à visiter les quartiers difficiles pour prendre conscience des problèmes de l'intégration, « n'aurait sans doute pas renié » cette « plongée dans l'enfer des banlieues ». Pour Agnès Foucher, « les mêmes propos alarmistes, les mêmes insinuations douteuses - le jeune délinquant, évidemment, porte un nom à consonance étrangère -, le même apitoiement, dégradant, pour ces pauvres gens des cités - on imagine le frisson de compassion du lecteur -, les mêmes propos déshabillés des élus dressent un même tableau caricatural de la misère des banlieues, indigne d'un quotidien de référence ».

Nous comprenons l'émotion de nos correspondants. Leurs critiques nous semblent toutefois injustifiées. L'enquête du *Monde* ne contestait en aucune manière le travail des associations. Au contraire, la ville des Ulis avait été choisie précisément parce qu'elle offre un tissu associatif exemplaire. « Depuis sa création il y a vingt ans, écrivait l'auteur de l'article, la municipalité de la ville nouvelle s'est évertuée à "mailler le terrain social". (...) Les mailles sont serrées : deux cents associations, des centres de loisirs, des Maisons pour tous, des gymnases, un centre culturel, une superbe médiathèque, un café-musique, des clubs de sport (...). La ville n'a pas ménagé ses efforts pour solidifier le tissu. »

drat-on l'étudier en soi, comme un objet philosophique ? Alors comparons avec ce qui apparaît sur toutes les autres pages des journaux, et pas dans cette ville particulière, puisque aucun événement ne le justifie. Veut-on étudier les banlieues ? Alors, il faut aussi compter les avancées avec les reculs, la dynamique de la vie même.

J. B. Koehlin  
au nom du collectif  
de 14 associations des Ulis

RUE JACQUES-LOUVEL-TESSIER

J'ai lu avec beaucoup de chagrin vos articles sur « l'un des plus grands taudis de Paris » rue Jacques-Louvel-Tessier [10], du nom d'un jeune résistant du quartier, fusillé en avril 1944 [Le Monde des 18 octobre et 30 décembre 1997]. Durant l'Occupation, du temps où cette rue s'appelait rue Corbeau, cet immeuble était occupé, dans sa grande majorité, par des juifs étrangers et leurs familles. Lors de la chasse aux juifs, la police française y fit un carnage. C'est dans cet immeuble que furent radés, parmi beaucoup d'autres, mon père et mon frère, le jour de ses vingt ans, pendant qu'on m'avait cachée à la campagne. (...)

Dans Le Mémorial des enfants juifs déportés de France de Serge Klarsfeld (livre paru en 1978) j'ai retrouvé quarante enfants déportés de cet immeuble : mes voisins de palier, mes camarades de jeu, et, dans Le Livre des otages [du même auteur, 1979], j'ai relevé un fusillé au Mont-Valérien qui demeurait là. Le propriétaire de cet immeuble, qui était juif, a lui aussi été déporté sans retour.

L'an passé, notre Association des fils et filles des déportés juifs de France (FFDJF) avait projeté d'apposer une plaque à la mémoire des enfants et de leurs familles sur les quelques immeubles

— Au total, les articles tendant à dévaloriser une ville, à stigmatiser, comme disent les sociologues pour évoquer justement ce type de situation, n'ont pour effet que d'aggraver le mal. Une image de marque négative tend, d'une part, à empêcher les personnes plus aisées de s'installer et, d'autre part, à bloquer les populations pauvres sur place.

L'action des associations est montrée comme inutile et sans effet (en gros titre), ce que nous contestons avec force. Nous avons tant d'exemples montrant le contraire.

Nous ne nions pas certaines tensions sociales, accompagnées parfois d'un degré de violence, bien entendu. Nous disons qu'au lieu de rabâcher le découragement de certains élus (« le politique ne peut rien, il est dépassé... ») : on connaît déjà trop bien ce discours qui cache parfois une pratique d'exclusion rampante, il faut, au contraire, mettre en valeur et comprendre les réussites, afin qu'elles servent d'exemples.

La violence en ville dans un des pays les plus riches du monde est d'abord le résultat de l'exclusion, de la pauvreté, du chômage, du faible niveau d'éducation. Vou-

Les « régionalistes » contre l'Etat tutélaire

Suite de la première page

« Ce n'est bien évidemment que si les démarches convergent et si des objectifs communs peuvent être trouvés qu'il y aura alors contractualisation », a ajouté M. Chevènement. Celle-ci n'est pas un droit, elle n'est qu'un moyen pour l'Etat et les collectivités locales de se mettre d'accord.

La redécouverte par la loi Pasqua, en 1995, des « pays » avait déjà fourni un nouvel aliment au débat sur l'avenir des départements dans la structure française. L'idée de l'ancien ministre RPR a été reprise à son compte et élargie par Dominique Voynet : celle-ci souhaite qu'à l'instar d'autres les pays puissent signer des engagements contractuels avec l'Etat, ce qui suscite des inquiétudes chez les « départementalistes ».

de la capitale les plus touchés par la « solution finale ». Mais, quand je suis allée repérer l'emplacement pour la pose, j'ai renoncé au projet. J'ai eu honte ! Non pas parce que, petite fille, j'ai habité là, mais parce que je ne voulais pas que l'on puisse assimiler les familles juives qui ont vécu ici avec cette crasse et ce laisser-aller indécents en plein cœur de Paris. Malgré le souvenir tragique que je garde à jamais de ce lieu, j'en conserve aussi la mémoire de familles modestes, certes, mais qui vivaient dans la dignité à cet endroit, qui alors, n'ait pas été taudis qu'il est devenu.

Annette Zaidman  
Paris

AIMER ARAGON SANS DÉNIGRER CAMUS

Ne peut-on lire et aimer Aragon sans pour autant dénigrer Camus, ou le contraire ? Peut-on nier qu'Aragon ait été un communiste fidèle - peut-être désespérément - à son parti et à l'URSS ? Et faut-il, pour autant, mettre en doute la valeur morale et la lucidité de Camus, qui a été l'un des premiers à dénoncer le totalitarisme soviétique ? Si la pensée et l'œuvre de Camus peuvent être actuelles, comme l'écrit avec ironie Josyane Savigneau dans *Le Monde* du 19 décembre, « un exemple pour la jeunesse », ce n'est pas au nom d'un « politiquement correct » qui ne renferme en rien leur audace ni leur singularité. Il en fallait pour écrire *L'Homme révolté* en 1951. On ne saurait oublier l'ostracisme dont Camus a souffert jusqu'à sa mort, et dont son œuvre a eu longuement à pâtir. Si les jeunes, en effet, lisent Camus, c'est parce qu'il représente à leurs yeux un humanisme sans mensonge ni illusion, une conscience exigeante ; parce qu'il a su refuser les tentations des utopies absolues, la sacralisation de l'Histoire ; préserver

Actuellement, la loi refuse toute idée de prééminence et, a fortiori, de tutelle d'une catégorie de collectivités sur les autres. Jean-Pierre Chevènement est attaché au maintien de ce principe. Face à lui, Dominique Voynet rejoint, d'une certaine façon, l'Association des présidents de conseils régionaux (APCR) présidée par Valéry Giscard d'Estaing. Le responsable de la région Auvergne fait valoir que les régions, par leur nature, sont moins sensibles que les conseils généraux aux pressions de proximité et ont une vision plus large de l'aménagement du territoire. Les présidents de conseils régionaux voudraient, par exemple, que leur prééminence sur les autres collectivités, en matière d'interventions économiques, soit admise.

EN ATTENDANT LE PRINTEMPS

Les défenseurs des régions font encore valoir que la structure des dépenses des conseils régionaux leur permet, malgré la faiblesse de leurs budgets par rapport aux autres collectivités locales, de représenter, à eux seuls, 40 % des dépenses d'intervention dans le domaine écono-

le goût du bonheur dans la solidarité ; plaider en faveur, malgré tout, d'une certaine innocence de l'homme ; parce que son œuvre est ressentie comme incroyablement actuelle et qu'elle peut les aider à vivre.

Jacqueline Levi-Valensi  
Amiens

LE MÉDECIN ET LE PHILOSOPHE

Il était une fois un « jeune homme » qui pensait juste, avec rigueur, méthode, courage et tolérance. Il était alors un vieux médecin qui pensait nécessairement droit puisqu'il s'affichait dans nombre de manifestations d'hommes de gauche (plus gauchistes, d'ailleurs, que républicaines). Afin d'occuper sa retraite, il avait ouvert un bazar de charité non pour y soigner les démunis, mais pour guérir les Français dévoyés qui préféraient encore les vieilles lunes de la loi aux pratiques illégales d'entraide dans leur pays. Pour les désinfecter, il avait imaginé de répandre sur leurs plaies le sel du mépris et de la haine. Il brandissait une formule dialectiquement définitive, comme chacun sait : « Nous n'avons de haine que pour la haine », décalque du trop célèbre : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ! » (NDLR : Léon Schwartzberg, *Le Monde* du 19 décembre 1997). Ainsi confirmait-il, malgré lui mais superbement, que le jeune philosophe avait bien raison de dénoncer l'esprit de supériorité excommunicatoire de ceux qui se proclamaient les sectateurs de la vraie foi démocratique, même lorsqu'ils se drapent dans l'angélisme d'une hospitalité illimitée (NDLR : Alain Finkielkraut, *Le Monde* du 12 décembre 1997). Avant de se proclamer bien-pensant, n'y a-t-il pas nécessité de penser bien, c'est-à-dire de ne pas offenser la justice ?

André Perrin  
Chevreuse (Yvelines)

mique de l'ensemble de ces collectivités. Pour le moment, Lionel Jospin semble vouloir éviter de trancher entre les deux orientations. En rendant compte, au lendemain du Ciadi, des travaux du gouvernement, le premier ministre s'est gardé à la fois de l'Etat minimal - reprenant ainsi une formule de Jean-Pierre Chevènement lui-même - et de « l'Etat tutélaire ».

La discussion, qui a occupé une bonne partie du Ciadi, devrait rester feutrée jusqu'au printemps. Ensuite, le débat devrait reprendre, dans la perspective de la présentation au Parlement, d'ici l'été, d'un texte révisant la loi Pasqua. Les rapports de force internes à la gauche « plurielle » auront-ils alors changé ? Quelques jours avant le Ciadi, un proche du ministre de l'Intérieur affirmait ainsi à propos des conseillers de Dominique Voynet : « Ils ne sont pas dans une logique où ils cherchent des alliances avec d'autres ministères. Ils jouent Jospin d'enfer. Cela marchera jusqu'aux élections régionales. Mais après, la vie est longue... »



**BILAN ET PRÉVISIONS** Les Bourses américaine et européennes affichent sur l'ensemble de l'année 1997 des performances remarquables, avec des gains supérieurs à

20 % pour Wall Street, Londres et Paris, et même à 40 % pour Francfort, Zurich, Amsterdam et Madrid. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné

106 %, une performance qui n'a plus été observée depuis les années 20. **DES SOMMETS** historiques ont été atteints en août à New York et Francfort et en octobre à Paris et Londres.

● **L'ENVIRONNEMENT** économique risque de ne plus permettre en 1998 des progressions semblables. La croissance devrait rester solide aux Etats-Unis et en Europe. ● **LA CRISE**

asiatique fait planer une grande incertitude, au moins sur les résultats des entreprises. ● **LES FINANCIERS** surveilleront la mise en place de l'euro et l'inflation américaine.

## Pour les marchés financiers, 1998 s'ouvre sur de grandes incertitudes

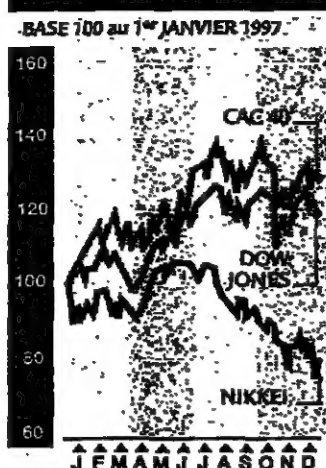
L'année 1997 s'achève sur de nouvelles hausses des places boursières. Wall Street a gagné 22,6 %, Paris 29,5 % et Londres 24,7 %. La crise des pays du Sud-Est asiatique marque sans doute la fin des années de rêve, même si les experts se partagent encore sur son impact

LE RÊVE éveillé d'un nouvel âge économique né de l'explosion des technologies de l'information et de la communication, offrant à toute la planète une croissance ininterrompue sans inflation et une hausse continue de la Bourse et de la productivité des entreprises, a vécu. Il vient de sombrer avec la crise asiatique, dont il reste difficile de mesurer les conséquences réelles, mais dont on peut affirmer sans trop de risques qu'elle va affaiblir, et pour de nombreuses années, une région qui était la locomotive de l'économie mondiale.

Même si les places boursières européennes et nord-américaines ont finalement encaissé sans trop de dommages le choc venu d'Asie et si les marchés obligataires européens et américains en ont même profité, l'euphorie n'est plus de mise, comme à la fin de l'année 1996. Les économistes et les analystes estiment dans leur grande majorité que 1997 marque sans doute la fin d'un cycle de hausse rapide des marchés d'actions. Si les grandes places européennes et si Wall Street affichent encore sur l'ensemble de l'année dernière des performances remarquables, avec des gains supérieurs à 20 % pour Wall Street, Londres et Paris, et même à 40 % pour Francfort, Zurich, Amsterdam et Madrid, les sommets historiques atteints en août à New York et Francfort, et en octobre à Paris et Londres, n'ont plus été approchés depuis.

Et l'environnement économique risque de ne plus pouvoir justifier en 1998 des progressions des cours historiquement hors-normes. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 106 %. Il a enregistré des hausses de 33 % en 1995, 26 %

Paris mieux que Wall Street



Performances comparées de Paris, Wall Street et Tokyo depuis le début de l'année.

en 1996 et 22 % en 1997. Il faut remonter dans les années 20 pour trouver pendant trois années consécutives des performances comparables. L'Europe n'est pas en reste. Londres a gagné 19 %, 9 % et 25 % au cours des trois dernières années, et Francfort 25 % et 47 % en 1996 et 1997. Paris affiche pour sa part des progressions de 20 % en 1996 et 29 % en 1997.

A en croire les analystes, ce n'est pas tant la croissance économique qui pèsera sur les marchés en 1998 – elle devrait rester solide aux Etats-Unis et en Angleterre, et même s'améliorer en Europe continentale –, mais les performances des entreprises. La rentabilité des sociétés américaines a ainsi plus de risque de diminuer que de conti-

nuer à progresser, et le rattrapage d'un certain retard des groupes européens touche à sa fin. « Les investisseurs occidentaux sous-estiment grossièrement les conséquences de la crise en Asie », souligne Barton Biggs, l'un des responsables des études économiques de la banque Morgan Stanley Dean Witter.

### MEURTE CHINOISE

La menace vient à la fois de Tokyo... et de Pékin. Si le Japon ne parvient pas à relancer la demande intérieure, si l'économie nipponne s'embourbe cette année dans la stagnation, le yen va continuer à s'affaiblir. Le risque serait alors considérable de voir se développer une nouvelle spirale de dévaluations compétitives en Asie, comme celle amorcée cet été avec les conséquences que l'on sait par la dévaluation du baht thaïlandais. Les entreprises occidentales seraient fortement victimes de nouvelles dévaluations compétitives. D'autant qu'elles pourraient aussi venir de Chine. Combien de temps la plus grande économie de la région (à l'exception du Japon) et la plus dynamique va-t-elle rester à l'abri de la crise ?

D'ores et déjà, la croissance est plus lente. Les banques d'Etat chinoises sont submergées par les créances douteuses, les entreprises publiques tournent au ralenti, et la bulle spéculative immobilière semble par son ampleur comparable à celle du Japon à la fin des années 80. C'est la Chine qui a entamé le cycle dramatique en Asie des dévaluations compétitives. Aujourd'hui, avec la baisse brutale du peso philippin, de la roupie indonésienne, du ringgit malaisien, du dollar taiwanais, du won sud-

coréen et même du yen japonais, la Chine est contrainte pour maintenir sa compétitivité à l'exportation.

Le péril immédiat n'est pourtant pas celui-là. Il réside plutôt au risque de défaillance de pays ou d'entreprises asiatiques. Cette menace, la pénurie de capitaux et le ralentissement brutal de l'investissement des entreprises vont affaiblir le commerce et les banques de la région pendant des années. Il faut aussi prendre en compte le risque

gan Stanley Dean Witter ou de Merrill Lynch, les problèmes structurels de l'économie japonaise seront encore plus difficiles à surmonter dans un climat de ralentissement brutal de la croissance et de concurrence accrue. Une fois encore, la tendance à la Bourse de Tokyo va dépendre de la capacité des pouvoirs publics nippons à convaincre de leur capacité à remédier à l'extrême faiblesse du système bancaire. Jusqu'à

ment. La moyenne des prévisions pour 1998 ressort à 6 % de progression des profits des entreprises américaines contre 11 % en 1997. Et certains spécialistes sont beaucoup plus pessimistes. Selon M. Biggs, « le bénéfice par action des cinq cents entreprises américaines entrant dans la composition de l'indice SP 500 devrait baisser en 1998 de 5 % à 10 %, à la suite de la fois de la remontée du dollar, du ralentissement de la croissance dans le monde et de la difficulté pour les entreprises de contrôler leurs prix dans un environnement très concurrentiel, ce qui réduit leurs marges ».

Pour les experts de la banque américaine Merrill Lynch, et notamment leur responsable de la stratégie sur les marchés, Richard T. McCabe, la Bourse américaine, après avoir atteint au début de l'année de nouveaux sommets, pourrait perdre ensuite jusqu'à 25 %. Un cercle vicieux pourrait alors se mettre en place : les résultats décevants des entreprises entraînant une baisse de la Bourse et dans la foulée une baisse de la consommation aux Etats-Unis.

En Europe, si les performances des marchés devaient être inférieures cette année à celles de 1997, elles pourraient encore être appréciées, notamment avec la poursuite et même l'accélération des restructurations d'entreprises avec le lancement de l'euro. Mais il faudra que la consommation prenne le relais d'un affaiblissement des exportations. « Les répercussions des turbulences asiatiques commenceront à se faire sentir fortement en Europe à partir du printemps », souligne la banque Deutsche Morgan Grenfell.

Eric Leser

### Les analystes restent plutôt optimistes pour l'Europe

L'évolution de la Bourse de Paris va dépendre de la capacité de la consommation et de l'investissement à prendre le relais des exportations pour assurer la croissance. Si ce scénario favorable se produit, les prévisions sont plutôt encourageantes. Michelle Jardin, stratège chez Cholet Dupont, table sur une hausse de 15 % des Bourses européennes en 1998 et sur une performance un peu supérieure pour la France avec un objectif de 3 400 points pour l'indice CAC 40.

Selon un sondage effectué par le cabinet d'analyse auprès d'un panel représentatif de gérants parisiens, les professionnels restent sereins pour le prochain semestre : l'indice SBF 120, qui évolue aujourd'hui autour des 1 970 points, devrait être aux alentours de 2 085 points début mars (+ 6 %) et de 2 155 points (+ 9,5 %) début juin. Jean Borjeh, directeur du département études de la société Phinatton, estime pour sa part que sur la base d'une baisse des taux envisagée de quelque 0,25 à 0,50 point, et une croissance des bénéfices de l'ordre de 15 %, l'indice CAC 40 pourrait atteindre le niveau moyen de 3 300 en 1998.

de mouvements sociaux, voire de révoltes contre la corruption et la contrainte liée aux plans de rigueur imposés par le FMI (Fonds monétaire international) à la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et la Corée du Sud.

Pour les marchés asiatiques, et après des baisses de plus de 20 % en 1997 des deux principales Bourses (Tokyo et Hongkong), 1998 s'annonce particulièrement difficile. A en croire les experts de Mor-

aujourd'hui, les gouvernements japonais n'ont pas convaincu.

Si la crise asiatique va réduire la croissance dans le reste du monde, elle va encore plus affecter la rentabilité des entreprises occidentales. En toute logique, la première place boursière du monde, Wall Street, va en souffrir. Habituellement depuis plusieurs années à des progressions à deux chiffres des résultats des sociétés, les boursiers américains pourraient être surpris du change-

## L'évolution des taux d'intérêt et des changes suspendue à la crise asiatique

L'EXERCICE traditionnel qui consiste pour les analystes financiers à tenter de prévoir, en fin d'année, l'évolution des taux d'intérêt et de change pour les douze prochains mois se révèle aujourd'hui plus difficile encore qu'à l'accoutumée. En bouleversant la donne économique mondiale, la crise financière asiatique brouille aussi les perspectives monétaires internationales. Comment deviner, par exemple, quel sera le comportement de la Réserve fédérale (Fed) aux Etats-Unis et de la Bundesbank en Allemagne alors que nul n'est en mesure d'évaluer l'impact économique réel en Amérique du Nord et en Europe du plongeon des monnaies et des Bourses d'Asie du Sud-Est ?

Dans leurs dernières prévisions, les plus réputés experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont montrés incapables de chiffrer avec précision le coût de la crise : après avoir expliqué qu'elle pourrait, en 1998, aller jusqu'à amputer de 0,9 point la croissance dans les vingt-neuf pays les plus industrialisés, ils se sont empressés d'ajouter que, « au total, il est peu probable que l'impact final sur la production de la zone de l'OCDE dans son ensemble au cours des deux années atteigne la moitié de l'impact potentiel ». Une telle incertitude économique, accrue par le fait que la situation demeure très instable en Asie, rend extrêmement aléatoires les prévisions financières.

Les analystes estiment aujourd'hui en majorité que les banques centrales occidentales devraient se montrer, au cours des prochains mois, moins rigoureuses qu'initialement prévu. Au début de l'automne, avant que la situation ne se détériore à Hongkong et à Séoul, les spécialistes prévoyaient une hausse des taux directeurs de la Fed, destinée à empêcher l'apparition de tensions inflationnistes. Un tel mouvement paraissait inévitable compte tenu de la pénurie de main-d'œuvre observée outre-

Atlantique – le taux de chômage se situait à 4,6 %, son plus bas niveau depuis 1973 –, qui favorisait les revendications salariales. Ce scénario est aujourd'hui remis en question. Il se trouve à peu près autant d'opérateurs qui continuent à parier sur un prochain resserrement monétaire aux Etats-Unis que d'intervenants qui misent sur un assouplissement. Les premiers considèrent que l'impact de la crise asiatique sur l'économie américaine sera négligeable, les seconds estiment au contraire que la Fed sera obligée d'abaisser ses taux pour empêcher un ralentissement trop brutal de l'activité dans le pays.

Le même raisonnement vaut pour la politique monétaire européenne. La Bundesbank et la Banque de France, dont tout le monde pensait, à la mi-octobre, qu'elles allaient relever fortement leurs taux directeurs en 1998, pour tenir compte de la reprise économique sur le Vieux Continent, pourraient se montrer plus clémentes que prévu. Selon les anticipations des opérateurs, reflétées par les cours des contrats à terme, les taux à trois mois français et allemands se situeraient à 4,15 % à la fin de l'année 1998, soit 0,5 % seulement au-dessus de leur niveau actuel. Les économistes de la Caisse des dépôts et consignations se montrent plus optimistes encore et parient sur une hausse limitée à 0,25 %.

D'autres spécialistes ne croient pas à ce scénario rose : ceux de la société de Bourse Aurel pensent que les rendements à trois mois en France et en Allemagne s'établiront à 4,3 % fin 1998.

La donne monétaire européenne, cette année, sera aussi fortement influencée par la préparation du lancement de la monnaie unique. En cas de répartition sur les marchés d'anticipations d'euro faible, la Bundesbank s'efforcerait probablement de déjouer celles-ci en relevant ses taux directeurs. Parallèlement, les premiers mois de la prochaine année devraient être marqués, selon les spécialistes, par

la poursuite du mouvement de convergence des rendements dans les différents pays européens.

Malgré leurs baisses récentes, les taux d'intérêt à court terme des nations de l'Europe du Sud restent nettement supérieurs à leurs homologues français (de 2,2 %, par exemple, pour l'Italie). Cet écart devra être rapidement réduit pour favoriser le passage à l'union monétaire. La question est de savoir s'il le sera par une hausse des taux les plus bas – ceux de la zone mark –, ou au contraire par une réduction des rendements les plus élevés – ceux des pays latins.

### La réduction attendue de l'écart de croissance entre les Etats-Unis et l'Europe pourrait faire chuter le dollar

De la même façon qu'elle perturbe les prévisions de politique monétaire, la crise asiatique rend très difficile le jeu des pronostics sur l'évolution des taux d'intérêt à long terme. La fin de l'année 1997 a été marquée, sur les marchés obligataires internationaux, par un mouvement massif de flight to quality : les opérateurs ont retiré leurs capitaux des Bourses asiatiques pour acheter des emprunts d'Etat occidentaux. Qu'advient-il-il lorsque le calme sera revenu en Asie ? Les rendements obligataires ne risquent-ils pas de remonter aussi vite qu'ils ont refléchi ? C'est l'opinion des économistes de Paribas Capital Markets, qui prévoient que les rendements des obligations françaises à dix ans se situeront à 6,2 % dès la fin du premier semestre 1998 (contre 5,23 % aujourd'hui). Les spécialistes de la Caisse des dépôts et consignations parient au

contraire sur une stabilité des taux d'intérêt à long terme : ils s'établiraient à 5,50 % en France et en Allemagne à la fin de l'année.

La banque américaine Merrill Lynch se montre plus optimiste encore sur l'évolution des taux d'intérêt, qui, pour les échéances à trente ans, pourraient tomber aux Etats-Unis jusqu'à 3,50 % (contre 5,90 % aujourd'hui). « Les risques de déflation vont l'emporter sur ceux de reprise de l'inflation », estime Bruce Steinberg, chef économiste de Merrill Lynch.

La tempête monétaire et boursière en Asie risque enfin de provoquer des turbulences sur le marché international des changes. La première conséquence devrait être, selon les experts, une accélération de la baisse de la monnaie japonaise. En dépit de l'opposition de la Maison Blanche, la dépréciation du yen semble être le seul moyen à la disposition des dirigeants nippons pour redonner un peu de tonus à leur économie. Selon la Caisse des dépôts et Merrill Lynch, la monnaie japonaise tombera jusqu'à 140 yens pour 1 dollar en 1998.

Orienté à la hausse face à la devise nipponne, le billet vert se trouve en revanche exposé, en 1998, à des risques de rechute face aux monnaies européennes, en raison de la réduction de l'écart de croissance entre les Etats-Unis et l'Europe attendue l'année prochaine et, surtout, d'une probable détérioration des comptes extérieurs américains. La chute des devises d'Asie du Sud-Est devrait rapidement se traduire par une nette aggravation du déficit commercial des Etats-Unis, qui exercera une forte pression à la baisse sur le billet vert. Les économistes de Paribas Capital Markets voient le dollar retomber à 1,67 mark et 5,59 francs fin juin (contre 1,78 mark et 5,96 francs aujourd'hui), ceux de la Caisse des dépôts pensent qu'il glissera jusqu'à 1,65 mark et 5,52 francs fin décembre 1998.

Pierre-Antoine Delhommati

## Confusion en Allemagne sur le coût de la concurrence téléphonique

LA NOUVELLE autorité allemande de régulation des télécommunications et de la poste, mise en place le 1<sup>er</sup> janvier, a indiqué que Deutsche Telekom doit avoir son autorisation pour demander une indemnité à ses clients qui choisiraient une autre compagnie de téléphone. L'autorité demande des détails de coût avant de se prononcer. Deutsche Telekom estime de son côté ne pas avoir besoin de cet aval, créant une confusion juridique.

Dans le cadre de l'entrée en vigueur au début d'année des directives mettant fin aux monopoles sur les marchés européens des télécommunications, Deutsche Telekom a fait savoir qu'elle ferait payer 95 marks (330 francs) à ses clients infidèles du fait des frais sur les lignes et des coûts de gestion que leur défection entraîne. Deutsche Telekom demande 53 marks à ses clients qui demeurent chez elle mais qui prennent sans un abonnement dans une autre compagnie pour avoir le choix sur leurs liaisons au coup par coup.

### DÉPÊCHES

■ **ITALIA MOBILE** : la société italienne de téléphonie mobile Telecom (TIM) a annoncé, vendredi 2 janvier, avoir attiré plus de 3,5 millions de nouveaux clients en 1997, atteignant ainsi un total de 9 millions d'abonnés. Le boom des abonnements a eu lieu le 27 décembre avec 129 000 nouveaux clients et, plus généralement, la période des fêtes de fin d'année a été très positive pour la société, a indiqué TIM dans un communiqué. En Bourse, TIM a progressé de 105 % en 1997.

■ **ÉTATS-UNIS** : la Commission fédérale des communications (FCC), l'organe central américain de régulation des télécommunications, a indiqué, vendredi 2 janvier, que le gouvernement va faire appel de la décision d'un juge du Texas, qui a jugé anticonstitutionnelles les dispositions de la loi de 1996 imposant aux compagnies régionales de téléphone un certain nombre de contraintes avant de pouvoir commencer à offrir des services de téléphonie nationale et internationale (Le Monde daté du 2 janvier).

■ **A TELECOM** : la société française a annoncé, vendredi 2 janvier, avoir déposé une demande de licence pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau téléphonique ouvert au public, ainsi qu'une demande pour l'obtention d'un préfixe pour l'acheminement de communications nationales et internationales. A Telecom a été créée en octobre 1997 par l'un des fondateurs de la société Axis Telecom, qui achète en gros des minutes de communication et les revend au détail aux PME-PMI.

■ **PMU** : le chiffre d'affaires du Paris-mutuel urbain (PMU), composé des enjeux collectés en France et à l'étranger, a baissé de 1,8 % à 34,564 milliards de francs en 1997 par rapport à l'année précédente, a annoncé, vendredi 2 janvier, la société. Pour la France, le montant des enjeux engagés a atteint 34,177 milliards de francs affichant un repli de 1,68 % par rapport à 1996.

■ **ESPACE** : l'industrie spatiale russe a signé en 1997 avec l'étranger des contrats d'un montant global de 470 millions de dollars (2,8 milliards de francs), et espère augmenter cette somme à 640 millions en 1998, rapporte, samedi 3 janvier, l'agence Interfax citant des sources gouvernementales. L'objectif est d'atteindre un milliard de dollars en l'an 2000. La Russie a signé des contrats de coopération avec les Etats-Unis, le Japon, la Chine, l'Inde et la Bulgarie.



## REVUE ANNUELLE DES ACTIONS

ÉNERGIE	31-12-97	Diff. 31-12-96
Elf Aquitaine	665	+141,21
Elf	700	+48,21
Esso	494	-7,14
Total	655	+55,21
Elf	306,30	+30,26

PRODUITS DE BASE	31-12-97	Diff. 31-12-96
Air Liquide	942	+16,20
Elf	228	+16,77
Esso	489	+7,14
Metaleurop	41,70	+4,82
Pechiney	237,60	+5,20
Rhône-Poulenc A	269,60	+5,20
Rhône-Poulenc (L)	22	+13,00
Usinor	36,90	+30,54
Valour	339	+12,17
CFR-Financière	426,50	+30,54
Comp. Ind. Orient	3490	+30,54

CONSTRUCTION	31-12-97	Diff. 31-12-96
Bouygues	682	+26,76
Ciments Français	231	+9,31
Colas	165	+15,33
ÉIFFAGE	285,50	+3,91
Groupe GTM	405	+68,75
Immat	748	+26,35
Lafarge	394,90	+11,24
Lapeyre	391,30	+11,24
Saint-Gobain	855	+16,95
SCF	156	+39,28
Vicat	500	+20,14

BIENS D'ÉQUIPEMENT	31-12-97	Diff. 31-12-96
Alcatel Alsthom	765	+63,56
Bull	63,40	+9,45
Carbone Lorraine	1880	+85,44
CS Signaux (CEE)	187	+20,39
Dassault Aviation	1360	+16,23
Dassault Electron	395	+35,70
De Dietrich	278	+42,19
Fives-Lille	366	+25,30
Interchimie	1320	+70,32
Legrand	1199	+35,63
Legris Indust.	209	+4,34
Sagem SA	2680	+14,77
Sat	1660	+7,44
Schneider SA	326,80	+36,22
SFR	1000	+3,91
Sidel	399	+11,26
Thomson-CSF	189,70	+22,91
Zodiac ex-Atel	1401	+11,66
CNIM CA	200	+1,63
Faiveley	186,50	+10,73
Gebo Industries	824	+11,26
GR Industries	1183	+14,58
HTF	150	+1,63
Manitou	705	+1,63
Mecatherm	277	+7,28
NSC Groupe NY	789	+2,83
Radial	623	+2,83
Sediver	161	+1,63

## Dopées par la hausse du dollar et les restructurations

L'ANNÉE 1997 a été à nouveau particulièrement favorable aux valeurs françaises. L'indice CAC 40 a gagné en douze mois 29,5 % après avoir progressé de 23,7 % en 1996. Les actions auront bénéficié à la fois de la poursuite de la baisse des taux d'intérêt, de l'accélération des restructurations dans la perspective du lancement du dollar qui accroît la compétitivité des entreprises et améliore leur rentabilité.

Parmi les plus fortes progressions sur l'année, on retrouve donc logiquement les valeurs qui ont le plus bénéficié de leur sensibilité à la remontée du billet vert et celles qui ont participé ou pourraient à en croire les boursiers - être concernées par les OPA et autres fusions. Le secteur financier (banques et compagnies d'assurances) en voie de restructuration a connu ainsi une année faste. La deuxième plus forte hausse en douze mois sur le marché à règlement mensuel est celle du certificat d'investissement Crédit lyonnais avec un gain de plus de 135 %. La banque publique bénéficie à la fois du redressement de sa rentabilité après des années très difficiles et plus encore des perspectives de mise sur le marché d'une partie de son capital. Dans l'assurance, l'action AGF (+90 %) a bien en-

tendu bénéficié de la bataille boursière entre l'italien Generali et l'allemand Allianz pour le contrôle de la deuxième compagnie française. Un autre assureur, le dernier encore contrôlé par l'État, le GAN, a tiré parti de l'intérêt des groupes étrangers pour les assurances françaises pour s'apprécier de 51 %. Le secteur bancaire n'était pas en reste et suscite, à en croire des rumeurs récurrentes et souvent contradictoires, beaucoup de convoitises. Du coup, le CCF, la Compagnie bancaire, la BNP, Denia, Paribas et la Société générale présentes tout à tour comme des cibles ou des acheteurs potentiels ont gagné respectivement 71 %, 65 %, 59 %, 54 % et 46 %.

Dans des secteurs très différents, mais considérés aussi comme des valeurs d'opérations, Bercy, la Compagnie des valeurs d'opérations, a gagné 111 %. Galeries Lafayette avec une progression de 80 %, Accor avec une hausse de 70 % et Danone qui a gagné 49 %, ont aussi connu une année très favorable. Enfin, le redressement parfois spectaculaire ou l'amélioration de l'image en Bourse de groupes aussi dissimilables que Bull, Cap Gemini, Alcatel Alsthom et Renault s'est traduit par des hausses respectives de 98 %, 96 %, 83 % et 52 %.

Du côté des entreprises favorisées par l'appréciation du dollar, les groupes pétroliers et parapétroliers se sont mis plus particulièrement en évidence comme Coflexip qui, avec un gain de 141,8 % sur l'année, enregistre la plus forte hausse

de toutes les valeurs du règlement mensuel. Géophysique, avec une progression de 114 %, et Bouygues offshore, qui s'adjuge 89 %, ne sont pas en reste. Les compagnies ont aussi profité de cet environnement favorable avec des hausses de 55 % de Total et de 48 % d'Elf Aquitaine. Autres « valeurs dollars », les Ciments français et Rhône-Poulenc se sont adjugés respectivement 59 % et 52 % sur l'année.

Du côté des baisses, ce sont les victimes de la crise asiatique et du ralentissement de la croissance et de la consommation dans cette région du monde qui enregistrent les plus mauvaises performances de l'année. Le secteur du luxe est particulièrement affecté à l'image de Clarins, LVMH ou Christian Dior, qui affichent en douze mois des replis de 32 %, 31 % et 26 %. Skis Rossignol, qui n'est pas considéré comme opérable et qui réalise une part importante de son activité en Asie, cède 25 %. Carrefour, du fait de son implantation importante dans cette région du monde, abandonne 7 %. A signaler aussi le recul de 32 % d'EuroDisney, dont les performances commerciales ont été jugées décevantes. Enfin, France Télécom, la privatisée de l'année, dont le succès a été étonné par son ampleur, a fini mercredi 31 décembre à 218,3 francs, en hausse de 19 % par rapport à son cours de privatisation (pour les particuliers) de 182 francs.

Foncière (Cie)	579	+16,96
Foncière Euris	300	+30,54
Fonci. Lyonnaise	707	+19,22
Foncière	510	+7,36
Imm. Plaine Mont.	180,10	+34,65
Imm. Marillat	780	+14,20
Frankfurt	65,10	+2,69
Imm. Bâtiment	238	+25,31
Imm. Hotel	18,80	-52,28

SERVICES FINANCIERS	31-12-97	Diff. 31-12-96
AGF-Ass. Gen. France	318,90	+90,35
Axa	465,70	+41,22
Banque (Cie)	975	+62,99
B.N.P.	319,90	+59,31
C.C.F.	41,25	+71,87
Cetelem	820	+36,66
CFR	490	+18,41
Créd. Fon. France	44	+39,25
Créd. Lyonnais (C)	313	+136,33
Créd. Nat. Nieuvis	351	+17,46
Dau France	697	+54,20
GAN ex-Atel	147,30	+51,43
Intertail	156,30	+30,25
Leclercq	741	+1,26
Paribas	523	+49,04
SCOR	287,80	+57,69
Securibanc	66,50	+2,89
Société Générale	820	+46,16
Sophia	228,50	+20,26
U.I.S.	211	+20,57
Union Assur. Fdal	790	+25,45
Vo Banque	172,80	+0,46
Worms & Cie	445	+81,69
France SA	—	+1,82
Immobanque	620	+1,14
UFB Local	—	+48,10
Assur. Bp. Populaire	640	+0,15
Cardif SA	—	+48,95
C.A. Paris IDF	794	+1,79
Facomex	617	+9,92
U.C.C.	138,40	+18,06
Union Fin. France	590	+5,35

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT	31-12-97	Diff. 31-12-96
Bolero Techno.	754	+32,38
Ceris Europ. Reun	34,50	+6,67
CGIP	2160	+30,94
Christian Dior	617	+26,28
Dynapcon	153	+25,90
Eurafrance	2450	+9,27
Fimalac SA	478	+0,82
Gar et Eau	2295	+28,64
Lazard	199	+9,74
Lebon	288	+68,33
Marine Wendel	684	+43,69
Nord-Est	120	+7,04
Norbert (Nyl)	464,50	+1,16
Albion Invest	150	+30,56
Bureau (Nyl)	330	+41,02
Carbonate	12000	+3,44
Ceminaire Blanc	350	+4,63
F.P.P. (Nyl)	365,50	+45,09
Finax	370	+1,20
Francorp	279	+9,35
Sabot (Nyl)	660	+10,81
Finax (Locat)	204	+45,50
Monpignes P. Gest.	—	+22,85
Siparis (Nyl)	120	+1,69

économique plus prometteuse en 1998. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE.

## Les grandes incertitudes

25 %, Paris 29,5 % et Londres 24,5 %.

Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE.

## Optimisme pour l'Europe

Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE.

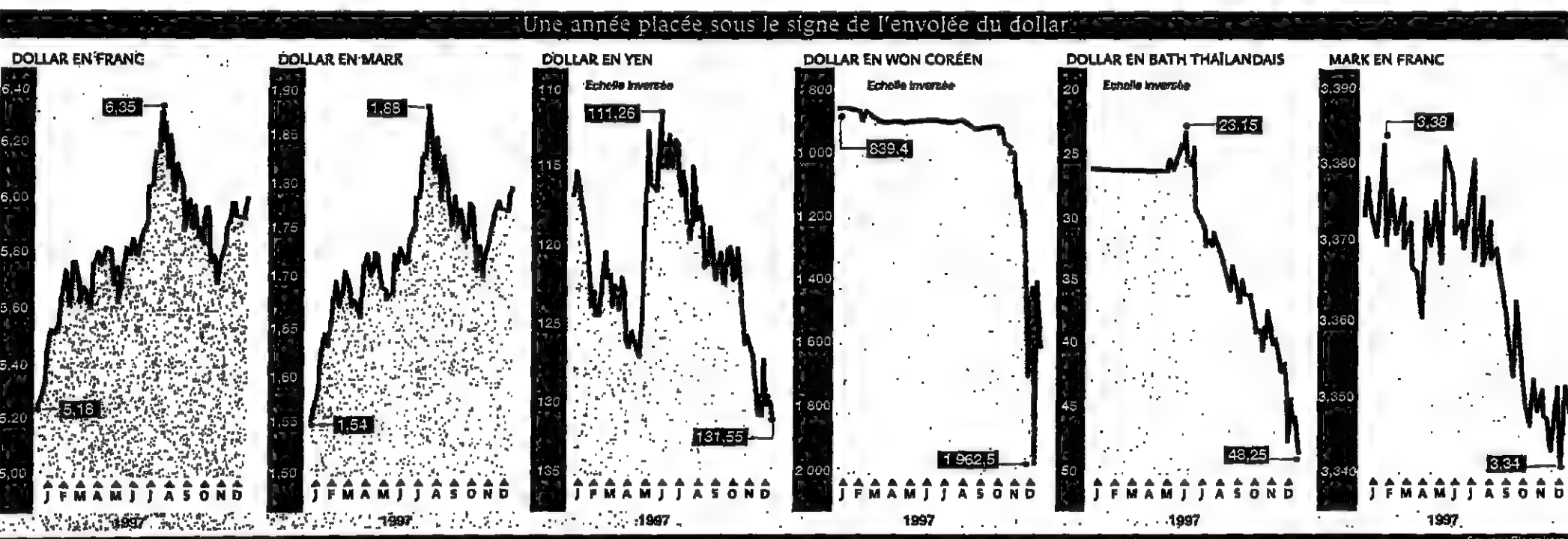
Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE.

## Confusion en Allemagne sur le de la concurrence téléphonique

Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE.

## L'ÉVOLUTION du marché

Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE. Les investisseurs se partagent encore sur les perspectives de la CEE.



## Le billet vert a profité de la force de l'économie américaine pour s'apprécier face à l'ensemble des devises

L'ÉVOLUTION du marché international des changes en 1997 a été dans l'ensemble, et pour une fois, conforme à la santé économique des différents pays : bonne pour le dollar et le livre sterling, difficile pour les monnaies asiatiques dont le yen et, dans une moindre mesure, pour le mark. Le billet vert a gagné environ 15 % face aux monnaies européennes, passant de 5,20 à plus de 6 francs et de 1,55 à 1,80 mark. Face à la devise japonaise, il s'est aussi fortement apprécié, montant de 115 à 131 yens. Le billet vert continuait d'ailleurs lors des premières heures de l'année 1998 à afficher une santé étonnante s'inscrivant vendredi 2 janvier à 131,60 yens, son plus haut niveau face à la devise japonaise depuis le 12 mai 1997.

La hausse du dollar a été plus spectaculaire encore en 1997 face aux autres devises asiatiques. Le baht thaïlandais, le ringgit malaisien, la roupie indonésienne et le won sud-coréen, attachés depuis de longues années au dollar, ont décroché l'un après l'autre à partir de l'été, perdant entre 30 % et 50 %

de leur valeur face au billet vert. Le dollar a d'abord été soutenu par la vigueur de la croissance économique aux États-Unis. Le produit intérieur brut (PIB) américain aura progressé de 3,8 % en 1997 contre seulement 0,5 % au Japon et un peu moins de 2,5 % en France et en Allemagne.

Le billet vert a également profité des écarts de taux d'intérêt observés entre les États-Unis et le reste du monde. Les investisseurs ont été incités à placer leurs capitaux outre-Atlantique, où ils ont trouvé des rémunérations à court terme supérieures à 5 %, alors qu'en Allemagne on leur offrait des rendements de l'ordre de 3 % et, au Japon, inférieurs à 1 %.

La monnaie américaine, enfin, a bénéficié du changement résolu de ton de Washington. Loin de protester, comme cela avait été le cas dans le passé, contre l'ascension du billet vert, le secrétaire d'État américain au Trésor, Robert Rubin, n'a cessé de réaffirmer l'attachement des États-Unis à un dollar fort, garantie, selon lui, d'une inflation faible et de taux d'intérêt bas.

L'année 1997 a été une année décevante pour la monnaie allemande. D'une part, parce que le projet monétaire européen, qui scellerait sa disparition le 1<sup>er</sup> janvier 1999, a accompli de grands progrès. D'autre part, parce que les grandes difficultés de l'économie allemande ont provoqué une vague de défiance des investisseurs internationaux à son égard.

Encore a-t-il fallu que la Bundesbank intervienne pour que la dérive du mark ne soit pas plus importante. Au début du mois d'août, le billet vert était monté jusqu'à 1,89 mark, son cours le plus élevé depuis l'automne 1989. La banque centrale allemande, gardienne de la stabilité monétaire, s'est alors décidée à réagir, verbalement d'abord, puis en utilisant, au début de l'automne, l'arme de la hausse des taux.

La devise française a profité de la relative faiblesse de la monnaie allemande, en 1997, pour grignoter du terrain face à

franchi sans aucune difficulté les différents obstacles qui se sont dressés devant lui, notamment la dissolution de l'Assemblée nationale et la victoire électorale surprise des socialistes.

Les opérateurs, un instant inquiets sur les intentions monétaires, budgétaires et européennes du gouvernement de Lionel Jospin, furent vite rassurés par les premières mesures annoncées : ratification du pacte de stabilité à Amsterdam, hausse modérée du SMIC, confirmation de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, privatisation de France Télécom, durcissement de la fiscalité destinée à permettre à la France de respecter le critère de déficit de 3 % du produit intérieur brut fixé par le traité de Maastricht. Toutes ces décisions ont prouvé, aux yeux des marchés, le pragmatisme économique du gouvernement et sa capacité à prendre ses distances par rapport aux promesses faites pendant la campagne électorale.

La monnaie japonaise, enfin, a connu un parcours heurté en 1997. Faible en début d'année,

P.-A. D.



# La crise asiatique provoque une détente des taux d'intérêt en 1997

Aux Etats-Unis, le taux de l'emprunt d'Etat à 30 ans est passé de 6,70 % à la mi-septembre à 5,92 % le 31 décembre. En France, le taux de l'OAT à 10 ans est revenu, en quelques semaines, de 5,78 % à 5,33 % fin décembre

La crise asiatique a totalement changé la donne en fin d'année sur les marchés obligataires. Elle a provoqué une détente brutale des rendements alors que ces derniers semblaient s'orienter durablement à la hausse,

en raison des perspectives de reprise économique en Europe et des craintes de tensions inflationnistes outre-Atlantique. Les fortes turbulences enregistrées sur les places financières asiatiques ont incité les investisseurs à

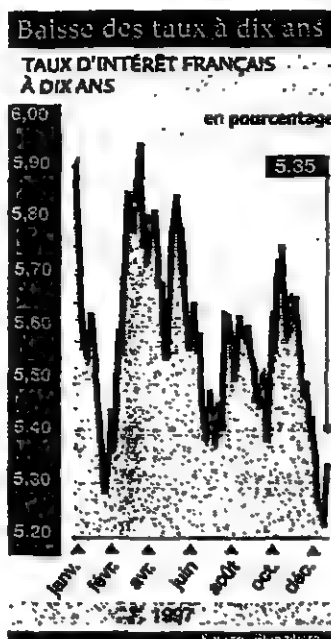
aller chercher refuge dans les emprunts d'Etat, qui ont la réputation d'être les placements les plus sûrs. Ce phénomène, désigné par les spécialistes sous le terme de « flight to quality » (fuite vers la qualité), a été l'événement majeur de la fin de l'année sur les marchés obligataires internationaux.

Le marché obligataire américain reste très nerveux. Les investisseurs réagissent au moindre signe de reprise de l'inflation, rendant difficiles les pronostics de cette année.

LA CRISE monétaire et boursière asiatique qui a éclaté au début de l'été en Thaïlande et qui s'est amplifiée pendant l'automne, en atteignant Hongkong, Séoul et Tokyo, est venue brouiller les cartes sur le marché mondial des taux d'intérêt. Elle a provoqué une détente brutale des rendements alors que ces derniers semblaient s'orienter durablement à la hausse, en raison des perspectives de reprise économique en Europe et des craintes de tensions inflationnistes outre-Atlantique.

Après une forte baisse les taux à long terme se sont stabilisés lors des derniers jours de l'année. Manifestement, la décision prise lundi par les grandes banques commerciales européennes, américaines et japonaises de venir en aide à la Corée du Sud et de rééchelonner la dette à court terme des groupes coréens a rassuré les investisseurs. Les risques de défaillance de Séoul s'éloignant, les marchés obligataires jouent un peu moins le rôle de refuge devenu le leur depuis plusieurs mois.

La baisse des rendements au cours des derniers mois a ainsi été considérable. Aux Etats-Unis, le taux de l'emprunt d'Etat à 30 ans, qui constitue la référence obligataire outre-Atlantique, est passé de 6,70 % de la mi-septembre à 5,92 % le 31 décembre. En France, le taux de l'obligation assimilable du Trésor à 10 ans est revenu, en quelques



Les taux d'intérêt, qui se sont fortement détendus à la suite de la crise asiatique, pourraient remonter lorsque la calme sera revenu en Asie du Sud-Est.

semaines, de 5,78 % à 5,22 %, un plancher historique s'inscrivant finalement le 31 décembre à 5,33 %.

Les fortes turbulences enregistrées sur les places financières asiatiques ont incité les investisseurs à aller chercher refuge dans les emprunts d'Etat, qui ont la réputation d'être les placements les plus sûrs. Ce phénomène, désigné par les spécialistes sous le terme de « flight to quality » (fuite vers la qualité), a été l'événement majeur de la fin de l'année sur les marchés obligataires internationaux.

La poursuite de la politique de rigueur budgétaire, le maintien d'un environnement monétaire souple et l'absence totale de tensions inflationnistes laissent pourtant espérer un meilleur comportement des marchés obligataires européens. Mais la courbe des taux, pour reprendre l'expression des spécialistes, est restée « penchée » une grande partie de l'année 1997, c'est-à-dire que l'écart entre les rendements à court terme et à long terme est resté important (plus de 2 %), alors qu'elle demeurait très plate aux Etats-Unis (avec des taux à 3 mois supérieurs de 0,5 % seule-

ment aux taux à 10 ans). La crise en Asie a aussi eu pour conséquence d'éloigner les perspectives de hausses des taux directeurs des grandes banques centrales. Jeudi 9 octobre, la Bundesbank avait relevé, de 3 % à 3,30 %, le niveau de ses prises en pension. Elle avait aussitôt été imitée par les autres instituts d'émission de la zone

de taux directeurs historiquement bas, elle-même justifiée par l'absence de tensions inflationnistes et par la nécessité d'offrir aux économies européennes un stimulant monétaire dans un contexte de rigueur budgétaire.

Les opérateurs de marché avaient considéré cette hausse simultanée du début d'octobre

## Baisse du pétrole

Conséquence de la crainte d'une baisse de la croissance dans le monde et bonne nouvelle pour les marchés obligataires, le prix du pétrole a continué à baisser sensiblement cette semaine. Le baril de Brent (qualité de référence de la mer du Nord) est tombé à 16,64 dollars, soit son plus bas niveau en près de deux ans sur l'International Petroleum Exchange (IPE), le marché londonien du pétrole. Le marché reste pessimiste en ce qui concerne l'abondance de l'offre en 1998, avec le relèvement de 10 %, à 27,5 millions de barils par jour, des quotas de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) fin novembre et face à une demande affectée par les trémolos économiques et financiers en Asie, ont souligné des analystes. Selon Tony Machacek, analyste de la maison de courtage Credit Lyonnais Rouse, « il ne semble pas que les perspectives du marché du pétrole s'améliorent avec la nouvelle année ».

mark, dont la Banque de France. Le taux des appels d'offres français avait été relevé de 3,10 % à 3,30 %. Cette augmentation, prenant acte de la reprise économique observée sur le Vieux Continent et destinée à déjouer les anticipations d'un euro faible, avait ainsi mis fin à une longue période (quatorze mois en Allemagne, neuf mois en France)

comme un premier pas et ils s'attendaient à de nouveaux tours de vis avant la fin de l'année. Mais la tempête asiatique est venue bouleverser ce scénario monétaire, en forçant la Bundesbank à faire preuve de prudence et de retenue. La banque centrale allemande n'a pas voulu déstabiliser davantage les marchés financiers internationaux en resserrant ses conditions de crédit.

Pour des raisons identiques, les craintes de hausse des taux aux Etats-Unis se sont dissipées. Lors de son dernier conseil de l'année, la Réserve fédérale américaine a laissé inchangé, mardi 16 décembre, à 5,50 %, le niveau de ses fonds fédéraux. Celui-ci n'aura finalement été relevé qu'une fois, le 25 mars, de 5,25 % à 5,50 %, afin de tenter de freiner l'ascension de Wall Street et d'empêcher la formation d'une bulle boursière. Cette stabilité monétaire a été d'autant plus notable que l'économie américaine a connu en 1997 une croissance très forte (+3,8 %). Mais celle-ci ne s'est accompagnée, malgré la pénurie de main-d'œuvre, d'aucune accélération de l'inflation, ce qui a permis à la Fed d'opter pour le statu quo.

Il faut tout de même souligner que le marché obligataire américain reste très nerveux. L'annonce, mardi 30 décembre, d'un bond de 6 points à 134,5 points de l'indice de confiance des consommateurs dans l'économie américaine en décembre a suffi pour raviver un court instant les craintes d'accélération de l'inflation aux Etats-Unis. Les taux à 30 ans sont alors montés en quelques minutes à plus de 5,97 % avant de redescendre ensuite.

Christophe Vetter

P.-A. D.

Carole Petit

## Marché international des capitaux : bon début

L'ANNÉE a bien commencé. Plusieurs emprunts internationaux ont été émis, et de nombreux autres sont en préparation, dont le lancement est prévu pour cette semaine. Les taux de rendement à moyen et à long terme ont cessé de baisser dans les grands pays industriels, interrompant un mouvement qui était accentué avant Noël, devant l'ampleur de la crise coréenne. La situation financière de l'Asie demeure, certes, le principal souci du marché. Mais les derniers développements sont suffisamment rassurants pour permettre à l'activité de reprendre son rythme normal.

Il convient toutefois de souligner que, d'une façon générale, les emprunteurs se montrent plus prudents que d'habitude dans la façon d'annoncer leurs projets. Ainsi, presque tous les meilleurs émetteurs européens, qui lèvent régulièrement des fonds en devises, songent à se présenter bientôt sur le compartiment du dollar. Mais peu d'entre eux ont vraiment pris rang. Ceux qui veulent se procurer des ressources dans leur propre monnaie sont plus déçus.

Deux transactions importantes de dix ans de durée et à taux fixe sont prévues pour le début de cette semaine, en franc français et en deutchmark. Elles promettent d'être particulièrement intéressantes sur le plan technique, car leur lancement devrait précéder de quelques jours celui de nouvelles obligations d'Etat de même durée en France et en Allemagne. Les deux émetteurs ne procéderaient pas de la sorte s'ils n'étaient pas confiants dans le résultat

de leur entreprise, sachant combien les investisseurs européens ont d'abondantes liquidités à placer au début du mois de janvier.

France Télécom se propose de lever 3 milliards de francs, et on attend de ses obligations qu'elles rapportent à leur lancement 21 ou 22 centimes de point de pourcentage de plus que les titres du Trésor. Les conditions de son emprunt ne sont pas encore arrêtées, mais c'est le niveau auquel se situent en Bourse ces emprunts de longue durée. On fixera le rendement absolu au moment du lancement, et la question de savoir s'il faut mesurer la distance par rapport aux anciens fonds d'Etat ou aux nouveaux qui devraient sortir jeudi ne se pose guère car les nouveaux sont déjà négociés par anticipation et leur rémunération est très proche des précédents.

Dans le cas de DSL-Bank, qui entend obtenir 1 milliard de deutchmarks, la mesure se fera vraisemblablement par rapport aux anciennes obligations du Trésor allemand, et on prévoit un supplément de l'ordre de 23 ou 24 centimes de point de pourcentage. C'est la coutume outre-Rhin que de prendre comme références des emprunts d'Etat en circulation, même si leur durée est nettement plus courte. Or le dernier emprunt d'Etat allemand n'a plus que neuf ans et demi à courir. Les spécialistes estimaient, vendredi, que les prochaines obligations du Trésor de Bonn qui viendront à échéance en janvier 2003 procureront 3 ou 4 centimes de point de plus que les précédentes. La direction de l'emprunt de DSL-Bank a été confiée à Deutsche

Morgan Grenfell et à SBC Warburg Dillon Read, qui fait partie du groupe de la Société de banque suisse.

Le marché allemand, avec toutes ses particularités, redonne l'attention de nombreux participants français. Les investisseurs s'y intéressent beaucoup car il permet d'obtenir, à qualité égale, des rendements supérieurs à ceux qui sont offerts à Paris. Les emprunts de DSL-Bank sont mieux notés que ceux de France Télécom par les établissements spécialisés dans l'évaluation du crédit. Or les deux affaires rapportent à peu de chose près, le même intérêt.

Pour leur part, les emprunteurs français sont encore assez rares à solliciter le compartiment de deutchmark. Ils pourraient être plus nombreux ces prochains mois si les conditions des deux marchés s'équilibrent.

Dans cette perspective, on donne beaucoup d'importance à la dernière émission de la Caisse d'amortissement de la dette sociale, qui vient de lever 500 millions de deutchmarks pour une durée de onze ans par l'intermédiaire d'une banque américaine, Goldman Sachs. Il s'agit d'une affaire complexe dont le taux d'intérêt sera de 4,18 % durant les trois premières années et qui, à l'issue de cette période, pourrait être dénoncée par les investisseurs. Si elle ne l'est pas, le taux passera à 5,72 %; de telles transactions sont construites sur mesure pour répondre à la demande d'une petite poignée d'investisseurs, ou d'un seul.

## Les contrastes d'une année exceptionnelle sur les places boursières

A L'EXCEPTION notable de l'Asie, l'année boursière 1997 aura encore été exceptionnelle avec une nouvelle avalanche de records et des performances encore supérieures à celles, pourtant déjà appréciables, de 1996. Les gains enregistrés en douze mois à Wall Street, Londres, Francfort et Paris atteignent respectivement 22,64 %, 24,69 %, 46,67 % et 29,50 %. Le choc du mois d'octobre et la crainte dix ans après d'un krach sur le modèle de celui du 19 octobre 1987 dans la foulée de la crise asiatique aura seulement effrayé les investisseurs pendant quelques jours.

Wall Street a mené la fête. Commencant l'année à 6 450 points, l'indice Dow Jones a culminé à près de 8 260 points début août. Puis au cours des quatre derniers mois de l'année, il a perdu jusqu'à 12 %, avec une grosse alerte à la fin octobre. Pour la première fois en dix ans, l'ombre d'un krach est passée sur la Bourse américaine. Limitée à 7,2 % sur une

séance, le 27 octobre, la chute reste loin des journées noires d'octobre 1987 ou d'octobre 1929. Mais la première Bourse du monde a cédé un court instant à la panique.

Pour autant, la contagion venue d'Asie et les prédictions pessimistes d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, faites à la fin de 1996 sur « l'exubérance irrationnelle » des marchés et répétées à nouveau en septembre 1997, n'ont pas entamé la confiance des investisseurs dans une économie américaine euphorique. Elle reste aujourd'hui en pleine forme avec une croissance forte (3,7 %), un chômage à des niveaux historiquement faibles (4,6 %), une inflation réduite (1,8 %), et même des perspectives d'excédent budgétaire.

Les analystes s'étaient montrés particulièrement optimistes à la fin 1996, l'estimation moyenne étant un Dow Jones finissant 1997 à 6 587 points. Il a terminé en réalité l'année à 7 908,25 points et l'indice

Standard and Poor's 500, plus large, a réalisé une meilleure performance encore avec une hausse de 31 %.

Une progression très comparable à celle de Paris. La place française a gagné 29,50 % en 1997 après une progression de 23,71 % de l'indice CAC 40 en 1996. Tout aussi significatif de l'engouement pour les marchés d'actions : le volume d'affaires a dépassé pour la première fois en France les 2 000 milliards de francs sur l'année, en augmentation de 40 % par rapport à 1996. L'arrivée inattendue de la gauche au pouvoir, l'abandonnement de la fiscalité des entreprises et des égarés de la crise en Asie n'ont pas réussi à casser l'élan des valeurs françaises portées à la fois par les restructurations à la veille du lancement de l'euro, la hausse du dollar, l'afflux de capitaux à la Bourse et les perspectives d'une accélération de la croissance en Europe en 1998.

La poursuite de la baisse des taux à court et long terme et l'absence

totale d'inflation ont aussi rendu les autres formes de placement (obligations, sicav monétaires, or) de moins en moins attrayantes par rapport aux actions. Le succès populaire des privatisations, notamment de celle de France Télécom, a démontré l'engouement nouveau des Français pour la Bourse.

Mais si Paris est loin d'avoir démenti, bon nombre de places européennes ont réalisé des performances très supérieures, à l'image de Lisbonne (+75 %), Zurich (+47 %), Milan (+59 %) et Francfort (+47 %). La Bourse allemande, la deuxième d'Europe derrière Londres et devant Paris, a encore pris à contre-pied les observateurs. Jamais l'indice DAX 30 n'avait enregistré une telle progression en une seule année, souligne la Société des Bourses allemandes dans son communiqué de fin d'année.

Le bilan est évidemment beaucoup moins flatteur en Asie, et notamment à Tokyo et à Hongkong, les deux principales places de la ré-

gion ayant abandonné respectivement 21,2 % et 20,3 % en douze mois. A Tokyo, la deuxième place boursière du monde, l'indice Nikkei a fini l'année 1997 à son plus bas niveau depuis douze ans, à 15 258,74 points, victime de l'atonie de l'économie japonaise, de la multiplication des faillites d'établissements financiers et des conséquences de la crise financière généralisée dans la région.

### MACHINE JAPONAISE

La dégringolade de la Bourse de Tokyo dépasse les prévisions les plus pessimistes des experts. L'indice Nikkei a perdu 60 % depuis le sommet de 38 915,87 points atteint en décembre 1989, au plus haut de la vague spéculative de la fin des années 80. Il y a un an, nombre d'opérateurs annonçaient une reprise au second semestre 1997. Certains prédisaient même un rebond jusqu'à 25 000 points vers la fin de l'année. C'est tout le contraire qui s'est produit puisqu'après avoir

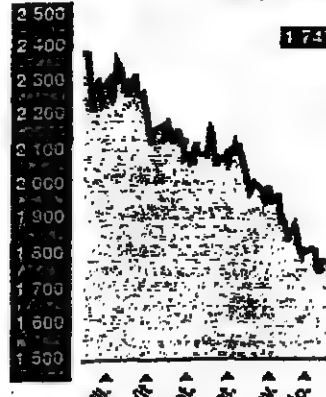
touché le 16 juin son plus haut de l'année en clôture à 20 681,07, le Nikkei n'a pratiquement pas cessé ensuite de s'enfoncer.

C'est surtout l'état de la machine économique japonaise, la deuxième du monde, qui déprime la Bourse. Le gouvernement s'attend à une croissance limitée à 0,1 % en 1997 (année fiscale échue en mars 1998) et table sur 1,9 % en 1998, un objectif jugé irréaliste par les analystes. Un cercle vicieux s'est mis en place puisque cette dégringolade de la Bourse n'est pas elle-même sans conséquences graves pour l'économie japonaise en faisant fondre la valeur des portefeuilles boursiers détenus par les banques. Si le Nikkei reste durablement sous les 16 000 points, les experts estiment que la plupart des grandes banques japonaises, déjà fragilisées par des montages de créances douteuses, seront contraintes d'afficher des pertes.

E. L.

## MATIÈRES PREMIÈRES

Chute continue du cuivre  
COURS DU CONTRAT À TERME (3 MOIS) SUR LE CUIVRE en dollars par tonne



LA CRISE financière qui secoue une partie de l'Asie depuis maintenant plusieurs semaines est lourde de conséquences sur le marché mondial des métaux non ferreux. Comme les autres, le cuivre est fortement affecté. Consommation en baisse, gonflement des stocks, production excédentaire, les fondamentaux sont négatifs et pèsent sur les prix : de 1 872 dollars la tonne fin novembre, pour le contrat de référence sur le London Metal Exchange (LME), ils sont tombés un mois plus tard à 1 727 dollars. Ils ont récupéré pour la dernière séance de l'année à 1 754 dollars en raison d'opérations de rachat de découvert.

Chez le courtier Billiton, on s'attend à « une baisse substantielle de la consommation de cuivre ». La Corée, quatrième consommateur mondial, devrait réduire du quart ses importations, estiment les professionnels. Et déjà, il est devenu pratiquement impossible pour les opérateurs d'obtenir de la Corée des lettres de crédit ou des devises. Les demandes de retard de livraison se multiplient dans la région du Sud-Est asiatique, suscitant des craintes qu'elles ne se transforment en refus par et simple rhonore les commandes. Le métal rouge ne peut guère trouver de contrepartie en Europe, où la consommation stagne. En revanche, les consommateurs qui ont pu livraison de leur cuivre ont tendance à en stocker une partie - c'est ce que font les Chinois - la ruineur court que les producteurs en font autant, ce qui est vraisemblablement tenu du manque de débouchés sur l'Asie et de la mauvaise tenue des cours. Enfin, les réserves du LME sont de plus en plus importantes : elles se gonflent le 31 décembre de 335 025 (+3 500 tonnes en une semaine).

La situation ne devrait pas s'arranger dans un proche avenir. Selon les dernières statistiques publiées par le groupe international d'études du cuivre (IRSC), l'offre va être excédentaire cette année. Parce que, à ce tableau pessimiste, il faut ajouter les mises en production de mines et d'unités d'affinage. Si bien que les maisons de courtage Brandeis, Billiton et le groupe australien Macquarie Equities, s'accrochent sur un surplus de 350 000 tonnes et sur un premier trimestre très morose.



Le marché obligataire a été marqué par les performances des Africains, qui ont amélioré neuf records du monde de demi-fond sur cinq distances (800 m,

2 miles, 5 000, 10 000 m et 3 000 m steeple). La multiplication des courses « à lièvres » dans les meetings internationaux qui ont encadré les championnats du monde à

La saison 1997 d'athlétisme a été marquée par les performances des Africains, qui ont amélioré neuf records du monde de demi-fond sur cinq distances (800 m,

2 miles, 5 000, 10 000 m et 3 000 m steeple). La multiplication des courses « à lièvres » dans les meetings internationaux qui ont encadré les championnats du monde à

La saison 1997 d'athlétisme a été marquée par les performances des Africains, qui ont amélioré neuf records du monde de demi-fond sur cinq distances (800 m,

2 miles, 5 000, 10 000 m et 3 000 m steeple). La multiplication des courses « à lièvres » dans les meetings internationaux qui ont encadré les championnats du monde à

La saison 1997 d'athlétisme a été marquée par les performances des Africains, qui ont amélioré neuf records du monde de demi-fond sur cinq distances (800 m,

2 miles, 5 000, 10 000 m et 3 000 m steeple). La multiplication des courses « à lièvres » dans les meetings internationaux qui ont encadré les championnats du monde à

La saison 1997 d'athlétisme a été marquée par les performances des Africains, qui ont amélioré neuf records du monde de demi-fond sur cinq distances (800 m,

2 miles, 5 000, 10 000 m et 3 000 m steeple). La multiplication des courses « à lièvres » dans les meetings internationaux qui ont encadré les championnats du monde à

SPORTS

La saison 1997 d'athlétisme a été marquée par les performances des Africains, qui ont amélioré neuf records du monde de demi-fond sur cinq distances (800 m,

2 miles, 5 000, 10 000 m et 3 000 m steeple). La multiplication des courses « à lièvres » dans les meetings internationaux qui ont encadré les championnats du monde à

Athènes explique cette accumulation de temps d'exception, après plusieurs années de relative stagnation. Ces résultats sont aussi la récompense d'un travail de longue

halaine, mené notamment par les Kenyans et les Marocains. EN RE-VANCHE, la domination des athlètes chinois dans les courses féminines suscite de sérieux doutes, au point

que plusieurs fédérations nationales réclament l'organisation de « brigades internationales » chargées d'organiser des contrôles antidopage inopinés en Chine.

# Les records des Africains font avancer le demi-fond à grandes enjambées

En 1997, les athlètes du continent noir ont fait exploser la plupart des courses d'endurance auxquelles ils ont pris part pour réaliser neuf records du monde (sur 800 m, 2 miles, 5 000 m, 10 000 m et 3 000 m steeple). La performance en dit long, mais le plafond est-il déjà atteint ?

DE MÉMOIRE de statisticien, jamais les courses de demi-fond et de fond masculines n'ont connu une telle avancée qu'au cours de l'été 1997. Neuf records ont été améliorés par sept athlètes différents. Les anciennes stars, bien que présentes, ont été bousculées par la jeune génération. La quantité d'athlètes capables d'améliorer les meilleures performances mondiales est d'une rare densité. Leur capacité à les bouleverser en un rien de temps est stupéfiante : sept des neuf records réalisés en 1997 ont été établis en meetings, entre le 13 et le 24 août, juste après les championnats du monde à Athènes.

Pourquoi n'a-t-on jamais assisté à un tel festival dans un autre domaine de l'athlétisme ? « Parce que le demi-fond et le fond se prêtent au montage de records », explique Jacky Delapierre, organisateur du meeting de Lausanne. Grâce au concours des « lièvres », l'athlète qui souhaite améliorer le record reçoit des indications précises sur le rythme à tenir, et le vent n'a pas d'importance comme sur un 100 m. La durée et le déroulement des courses de demi-fond et de fond permettent au public de vivre l'exploit bien mieux que lors d'un concours (sprints, sauts) ou d'une épreuve de sprint.

EXPLOSION PRÉVISIBLE L'explosion chronométrique était prévisible depuis 1994, au moins pour le 5 000 m et le 10 000 m, dont les meilleures performances mondiales annuelles stagnaient, et sur 3 000 m steeple, où elles régressaient quasiment. Quant au 1 500 m, il n'avait pas évolué sensiblement depuis plus de dix ans. « Les rares possibilités de s'aligner sur le 10 000 m, peu prisées des organisateurs de meetings, compliquaient l'entreprise », explique Jean-Claude Voilmer, directeur technique national adjoint à la fédération française d'athlétisme (FFA) et spécialiste du demi-fond



Le Danois d'origine kenyane Wilson Kipketer, en route vers le titre mondial du 800 m, aux championnats du monde à Athènes (août 1997).

et du fond. C'est l'arrivée sur 5 000 m d'athlètes plus jeunes - rendus plus audacieux par des qualités de vitesse supérieures - qui a fait avancer les choses.

Les jeunes coureurs africains sont peu soucieux du chronomètre. On se souvient de Daniel Komen frottant par simple distraction, à Monaco en 1996 - à vingt ans déclarés -, un record du monde du 3 000 m qu'il n'avait pas envisagé.

Alors les barrières psychologiques ont-elles sauté au bénéfice de tous. L'Allemand Dieter Baumann, recordman d'Europe du 5 000 m depuis l'été 1997, avec 12 min 54 s 70, dans le sillage des Kenyans, n'osait encore il y a deux ans rêver à réaliser 13 min 5 s. Le Français Nadir Bosch a manqué d'un souffle (quatre dixièmes) le record de France du 1 500 m, en se classant neuvième de la course à Bruxelles avec un temps de 3 min

32 s 41, troisième performance mondiale de l'année.

Les records du monde se bâtissent à plusieurs. Même s'il fait partie des athlètes d'exception, le néo-Danois Wilson Kipketer - qui domine le 800 m au moins avant que le Britannique Sebastian Coe l'ait fait au début des années 80 - n'est qu'un produit exporté de l'école kenyane. Et il s'est approprié le record du monde datant de 1981 avec le concours d'un de ses camarades de classe du collège Saint-Patrick d'Iten, au Kenya.

La systématisation de la détection et de l'entraînement à l'origine de cette suprématie collective transparait dans le discours modeste de Wilson Boit Kipketer, champion du monde 1997 du 3 000 m steeple. « L'important, c'était qu'un Kenyan gagne », a-t-il dit juste après son titre, « soufflé » à ses compatriotes Moses Kiptanui, ancien empereur de la distance, et Bernard Barmasai, futur recordman du monde quelques semaines plus tard.

## ENCADREMENT SOLIDE

L'après bataille que se livrent, depuis ces trois ou quatre dernières saisons, le Marocain Salah Hissou, l'Éthiopien Haile Gebrselassie et le Kenyan Paul Tergat sur 10 000 m, le Marocain Hicham El Guerrouj et l'Algérien Noureddine Morceli sur 1 500 m, ou de nombreux Kenyans sur 3 000 m steeple, est signe d'une concurrence impitoyable que peu d'athlètes peuvent supporter sans un solide encadrement. Les fédérations africaines l'ont bien compris, qui ont repris en main les carrières de leurs coureurs de fond, trop souvent partis pour l'Europe à la recherche de structures et d'argent.

La Fédération royale marocaine d'athlétisme a rassemblé depuis 1994 les siens dans le cocon de l'Institut national d'athlétisme de Rabat, qui se transporte au besoin en altitude, à Ifrane, dans le

Moyen-Atlas (Le Monde du 7 août 1997).

La Fédération kenyane ne se résigne plus à voir disparaître purement et simplement ses champions en se consolant de l'idée qu'elle dispose d'un réservoir inépuisable de coureurs talentueux. Elle les met désormais en garde contre les managers peu scrupuleux, et leur vante les avantages à long terme d'un véritable palmarès. Elle utilise aussi les compé-

Si l'on excepte les difficultés naturelles de Daniel Komen - reconnues par la Fédération internationale (IAAF) - à éliminer la caféine, aucun des grands performeurs de cet été n'a jamais subi un contrôle antidopage positif. « A âge égal, les fondeurs africains sont plus forts que les autres, et la chaleur sous laquelle ils sont accoutumés à s'entraîner, et qui permet d'éviter bien des blessures, vaut peut-être autant dans leurs perfor-

## Neuf records améliorés en 1997

- 800 M Wilson Kipketer (Dan.), 1 min 41 s 24, à Zurich (Sui.) le 13 août, puis 1 min 41 s 11, à Cologne (All.) le 24 août
- 2 MILES Daniel Komen (Ken.), 7 min 58 s 61, à Hechtel (Bel.) le 19 juillet
- 5 000 M Haile Gebrselassie (Eth.), 12 min 41 s 86, à Zurich le 13 août, puis Daniel Komen (Ken.), 12 min 39 s 74, à Bruxelles (Bel.) le 22 août
- 10 000 M Haile Gebrselassie (Eth.), 26 min 31 s 32, à Oslo (Nor.) le 4 juillet, puis Paul Tergat (Ken.), 26 min 27 s 85, à Bruxelles le 22 août
- 3 000 M STEEPLE Wilson Boit Kipketer (Ken.), 7 min 59 s 08, à Zurich le 13 août, puis Bernard Barmasai (Ken.), 7 min 55 s 72, à Cologne le 24 août

tences de ses coureurs confirmés pour l'encadrement.

Ainsi, les vieilles méthodes des missionnaires anglais pour la détection des coureurs en herbe sont de plus en plus relayées par l'expérience d'un Moses Kiptanui. Toujours en activité sur les pistes, l'ex-recordman du monde et vice-champion du monde du 3 000 m steeple entraîne lui-même, à Nanyuki, un groupe d'une quarantaine d'athlètes dont certains sont ses rivaux directs.

L'ancien entraîneur de Kipchoke Keino, champion olympique du 1 500 m en 1968 et du 3 000 m steeple en 1972, devait ouvrir un autre centre international d'entraînement à Nanyuki, une ville de garnison située à 2 300 m d'altitude, à 200 kilomètres au nord de Nairobi, au pied du mont Kenya.

P. Jo.

## La stupéfiante domination des Chinoises

LES « DEMI-FONDEUSES » et « fondeuses » chinoises détient actuellement les records du monde des 1 500 m, 3 000 m, 5 000 m et 10 000 m. Au-delà de l'ampleur de cette moisson, c'est la répétition de ces performances exceptionnelles qui surprend. On se souvient de l'équipe de Ma Junren, l'entraîneur dont les reines féminines avaient troqué les médailles (1 500 m, triplé sur 3 000 m et doublé sur 10 000 m) aux championnats du monde à Stuttgart, en août 1993, avant de pulvériser les records du monde sur les mêmes distances aux Jeux nationaux chinois de Pékin, au mois de septembre suivant.

Ces jeunes filles, originaires de la province de Liaoning, au nord-est du pays, soignées aux plantes médicinales, vitaminées à la fa-

meuse « soupe au sang de tortue à carapace molle » et rompuées à parcourir en guise d'entraînement au moins l'équivalent d'un marathon et demi par jour (63 kilomètres), étaient inconnues à l'époque, à l'exception de Qu Yunxia, médaillée de bronze aux Jeux olympiques de Barcelone (1992) sur 1 500 m. Et à part Wang Junxia, championne olympique du 5 000 m et vice-championne olympique du 10 000 m à Atlanta (1996), on ne les a plus revues.

## VAGUES D'EXPLOITS

En octobre 1997, une nouvelle génération a fait spontanément irruption sur la scène de l'athlétisme. Le seul record du monde de fond manquant à la Chine - celui du 5 000 m, détenu par la

Portugaise Fernanda Ribeiro (14 min 36 s 45) - a été amélioré cinq fois en trois jours aux derniers Jeux nationaux chinois de Shanghai, en séries comme en finale, malgré une chaleur torride, par trois nouvelles athlètes - dont deux sont de nouvelles disciples de Ma Junren -, qui, toutes les trois, se sont illustrées du 1 500 m au 10 000 m.

Cette nouvelle vague d'exploits est d'autant plus stupéfiante qu'elle n'est pas le fait d'un ou deux individus d'exception : vingt-deux des vingt-trois meilleures performances mondiales de la saison 1997 sur 1 500 m ont été réalisées par des Chinoises. La meilleure, Jiang Bo, est à 52 centièmes de seconde du record établi en 1993 par sa compatriote Qu Yunxia, le 11 sep-

tembre 1993 à Pékin. La Chine est une étrange école d'athlétisme dont les protagonistes, essentiellement féminines, font irruption sur la scène internationale à un très jeune âge sans aucune référence préalable. Elles forment une petite écureuil qui écrase le reste du monde, surclasse celle de 1993 et revient au niveau des performances des athlètes d'Europe de l'est dans les années 70-80 (largement mises en doute par de forts soupçons de dopage).

## BRIGADES ANTIDOPAGE

« Une détection efficace et une méthode d'entraînement musclée ne suffisent pas à expliquer ces performances », estime Jean-Claude Voilmer, directeur technique national adjoint à la Fédération française d'athlétisme (FFA), si non elles donneraient aussi des résultats au niveau masculin. Si une fille douée comme Patricia Djaté, qui s'entraîne deux fois par jour, se fait battre de douze secondes par des athlètes inconnus âgés de seize ou dix-sept ans, il ne nous reste qu'à lui conseiller de prendre sa retraite.

Le doute est là. Pour le vérifier, la FFA s'apprête à contacter les autres fédérations occidentales pour convenir d'une action commune et « demander la création de brigades internationales de contrôle antidopage capables de travailler en Chine sans obstruction ». Si cette requête aboutit, les concours des organisateurs de meeting sera essentiel. Ils devront résister à l'envie d'inclure dans leur plateau des athlètes dont les performances font reculer le reste du monde.

Propos recueillis par Patricia Jolly

## Un journal japonais pronostique la victoire de la France au Mondial

### TOKYO

correspondance

Nul doute que la lecture du numéro du Nouvel An de l'hebdomadaire Shukan Haseki aiderait à dissiper les inquiétudes que l'on prête à Aimé Jacquet, le responsable de la sélection de l'équipe de France de football. Selon une projection effectuée par le journal populaire japonais, qui n'hésite pas à pronostiquer les résultats de toutes les rencontres découlant « logiquement » de la composition des groupes du premier tour, la France remporterait en effet la prochaine Coupe du monde en battant en finale l'Argentine 2 à 0.

Au lendemain de la première qualification du onze nippon à l'épreuve mondiale (dans le groupe H, avec l'Argentine, la Jamaïque et la Croatie), la presse japonaise n'en finit pas de supputer des chances des uns et des autres.

Mais bien sûr c'est l'équipe nationale, dont la récente campagne au sein de l'un des groupes asiatiques de qualification a été vécue comme un psychodrame à rebondissements (Le Monde du 11 novembre 1997), qui est l'objet de tous les commentaires.

Sachant raison garder malgré les rododromes d'une partie des journalistes qui semblent avoir déjà oublié les piètres prestations de l'équipe nipponne lors de la poule qualificative, le Shukan Haseki ne donne pas cher des chances du Japon dans sa projection. Sèchement battu par l'Argentine et la Croatie sur le

même score de 3-0, ne parvenant pas même à disposer de la Jamaïque, le Japon ne franchirait pas l'obstacle du tour préliminaire.

La France en revanche se tirerait à son avantage de ce même premier tour (victoire sur l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud, match nul avec le Danemark), avant de battre le Nigeria en huitièmes de finale sur deux coups de pied arrêtés. Après quoi elle viendrait péniblement à bout de l'Italie puis de l'Angleterre, toutes deux battues aux penalties après des prolongations stériles.

### LA BATAILLE DE ST-JOENS

La demi-finale contre l'Angleterre, âprement disputée, figurerait dans les annales de la Coupe comme « la bataille de Saint-Denis ». Elle disposerait ensuite avec une relative facilité de l'Argentine en finale, sur deux buts de Christian Karembeu et de Zinedine Zidane. La seule véritable surprise ménagée par la simulation serait constituée par la défaite des Brésiliens, incapables de traduire leur domination et battus sur contre-attaque par l'Espagne en quarts de finale.

Il reste à Zidane (sacré meilleur joueur de ce tournoi virtuel), à Youri Djorkaeff et à leurs coéquipiers à confirmer tout le bien que les spécialistes japonais consultés par l'hebdomadaire pensent d'eux, ainsi que ce pronostic qui, s'il venait à se confirmer, ferait chavirer d'aise les travers du Stade de France.

Michel Wasserman

## TROIS QUESTIONS A... WILFRIED MEERT

1 Comment un organisateur de meetings, comme vous l'êtes à Bruxelles, prépare-t-il une tentative pour battre un record du monde ?

C'est à nous de prévoir un programme adapté et de joindre l'entraînement de l'athlète pour parler des possibilités qu'offre le Memorial Van Damme de battre un record. Le moment le plus propice se situe juste avant ou juste après un grand championnat, les athlètes étant généralement en grande forme. Après l'accord vient la recherche des « lièvres ». La tâche est de plus en plus difficile, car ils doivent maintenant être quasiment du même niveau que le champion pour l'amener sur les bases d'un record du monde. Mais

il y a un problème de fierté nationale. La fédération et le gouvernement éthiopiens, par exemple, n'apprécieraient pas qu'un de leurs athlètes aide un Kenyan à battre un record. Il y a aussi la question de l'argent : un « lièvre » gagne entre 1 000 et 3 000 dollars (entre 6 000 et 18 000 francs).

2 Comment peut-on s'assurer de la réussite d'une tentative contre un record du monde ? Le demi-fond se prête mieux au « montage » d'un record. On ne peut pas programmer celui du 100 m, qui dépend beaucoup du vent et de la forme des athlètes. Nous n'utilisons pas non plus l'éventualité d'un record comme argument commercial, c'est trop aléatoire. Mais cela ne nous empêche pas d'avoir toujours entre 30 000 et 35 000 spectateurs quoi qu'il arrive.



## Le vent souffle en tempête

DES DÉPRESSIONS très creuses, autour desquelles s'enroulent des perturbations, circulent sur les îles Britanniques. Les vents seront violents, dimanche, des frontières belges aux côtes atlantiques, et tempétueux près de la Manche. Seules les régions du Sud, du pourtour méditerranéen aux Pyrénées, seront épargnées par les pluies.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Pluies, averses et vents violents seront au menu. Les rafales avoisineront 150 à 170 km/h sur les côtes et 100 à 120 km/h dans les terres. Une dégradation orageuse est possible de la Normandie aux pays de Loire.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps restera agité, avec de nombreuses pluies, et des vents de sud à sud-ouest atteignant 100 à 120 km/h en rafales, voire 150 km/h près de la mer. Petite baisse des températures.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - De la Champagne à l'Alsace, les averses

matinales, localement orageuses, seront accompagnées de vents atteignant 80 km/h en rafales. L'après-midi, les pluies se généraliseront. Températures stationnaires.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les pluies arrivent de l'ouest dans la matinée. Elles s'étendront des côtes atlantiques au Poitou-Charentes et à l'Aveyron l'après-midi. Les régions plus au sud bénéficieront de belles éclaircies. Le vent de sud sera soutenu près des côtes. Petite baisse des températures.

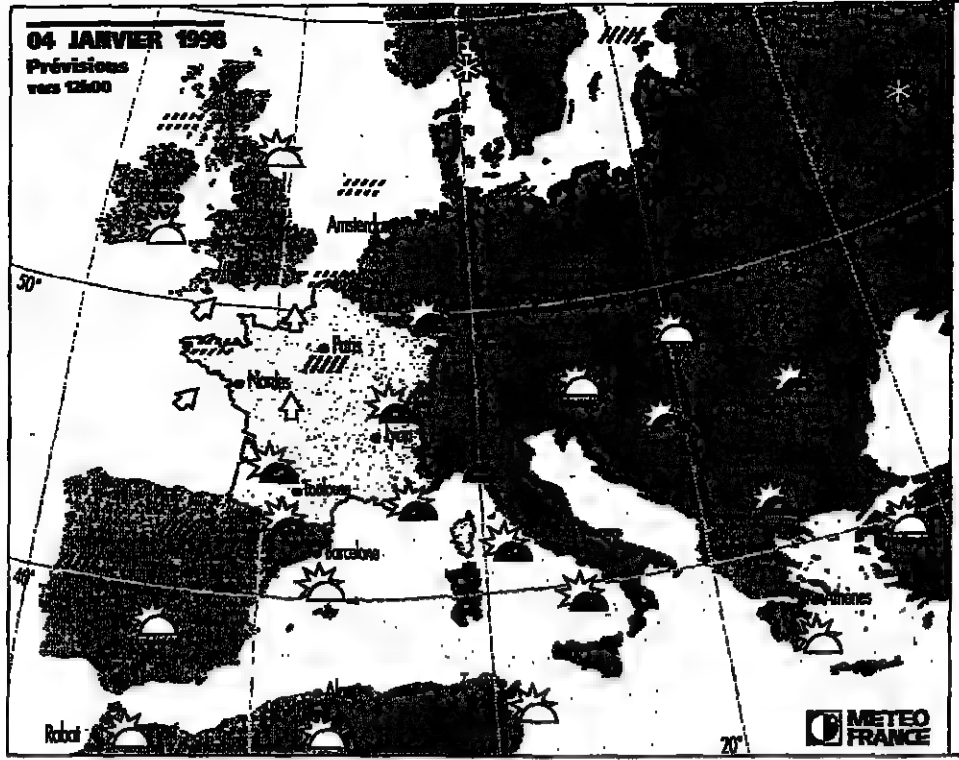
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Petite accalmie avant l'arrivée des pluies. Elles toucheront d'abord le Limousin, puis l'ensemble des régions. Les températures sont stationnaires.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les éclaircies seront assez belles sur le littoral, mais les nuages resteront nombreux dans l'intérieur. Le vent d'ouest sera soutenu de la Côte d'Azur au cap Corse. Températures douces.

**PRÉVISIONS POUR LE 04 JANVIER 1998**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	5/8	N
ALGER	10/16	N	NANTES
AMSTERSDAM	9/16	N	NICE
BARCELONE	7/13	N	PARIS
BELGRADE	5/9	P	PAU
BERLIN	6/15	N	PERPIGNAN
BRESCIA	6/10	P	RENNES
CHERBOURG	5/10	P	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	6/11	N	STRASBOURG
DIJON	4/7	N	TOULOUSE
GRENOBLE	2/10	N	TOURS
LILLE	5/8	P	FRANCE outre-mer
LIMOGES	5/9	P	CAENNE
LYON	4/10	N	FORT-DE-FR.
MARSEILLE	11/14	N	NOUMEA

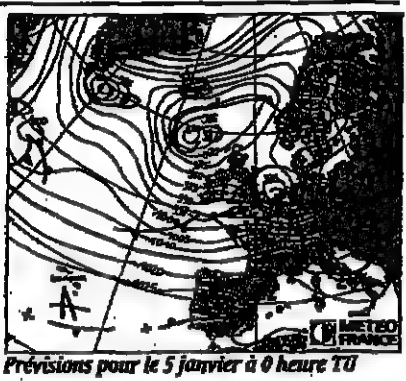
25/30 S	KIEV	-2/1	P	VENISE	5/7	N	LE CAIRE	12/20	S
23/30 S	USONNNE	11/17	P	VIENNE	3/7	S	MARRAKECH	9/21	C
25/29 C	LIVERPOOL	4/8	S	AMSTERDAM	21/32	N	NAIROBI	16/22	P
	LONDRES	4/9	P	BRASILIA	19/27	N	PRETORIA	16/26	C
	LUXEMBOURG	2/6	P	Buenos Aires	19/21	S	RABAT	12/19	N
	MADRID	11/16	S	CARACAS	23/31	S	TUNIS	13/20	N
	MILAN	4/10	C	CHICAGO	4/13	P	ASIE-GOSANNE		
	MOSCOW	-2/1	P	LIMA	24/28	N	BANGKOK	25/33	S
	MUNICH	6/14	N	LOS ANGELES	9/13	P	BOMBAY	21/30	S
	NAPLES	3/8	P	MEXICO	8/20	S	DIJAKART	26/32	N
	OSLO	4/6	N	MONTREAL	-7/2	N	DUBAI	17/25	S
	PALMA DE M.	5/9	P	NEW YORK	4/9	S	HANOI	16/23	P
	PRAGUE	-3/6	N	SAN FRANCISCO	9/12	P	HONGKONG	22/23	P
	ROME	3/9	N	SANTIAGO	15/30	S	JERUSALEM	10/17	C
	SEVILLE	2/6	P	TORONTO	9/5	P	NEW DELHI	21/15	S
	SOFIA	2/7	S	WASHINGTON	2/14	S	PEKIN	-14/2	S
	ST-PETERSBURG	-2/1	P	AFRICAINE			SEOUL	-6/9	S
	STOCKHOLM	5/9	P	ALGER	10/20	N	SINGAPOUR	25/30	P
	TENERIFE	-2/1	P	DAKAR	22/27	N	SYDNEY	19/25	C
	VARSOVIE	9/13	S	KINSHASA	23/32	N	TOKYO	6/13	P



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**AUTRICHE.** Deux lignes hebdomadaires d'autocars, équipées de toilettes et sièges inclinables, relient, jusqu'au 7 mars, Paris et l'Alsace aux stations du Tyrol. A l'initiative d'Austro Pauli (tél. : 01-49-77-28-00), les départs ont lieu le vendredi, à 18 heures de Paris, (vers 0 h 30 et 2 h 30 de Colmar, Strasbourg ou Mulhouse). Les arrivées dans les stations de 8 à 10 heures le samedi. Les billets aller-retour coûtent de 590 à 790 F, selon les villes. Un minimum de quinze à vingt participants étant nécessaire, les places sont confirmées à vingt et un jours du départ.

**FRANCE.** Le Centre national d'informations routières (CNIR) prévoit des retours de vacances classés orange samedi 3 puis rouge dimanche 4 janvier en province, mais « plus équilibrés », du fait des mauvaises conditions climatiques qui ont provoqué des déplacements anticipés.



## PRATIQUE

## Parrainer un enfant en France

LA GÉNÉROSITÉ n'a pas de frontières et de nombreux jeunes, parmi les plus démunis de la planète, peuvent poursuivre des études grâce au soutien matériel et moral de « parrains » habitant à des milliers de kilomètres. La situation en France n'est évidemment pas la même. Mais parce qu'il y a aussi des enfants et des adolescents qui souffrent de carences affectives et éducatives, le Centre français de protection de l'enfance (CFPE) promeut, en région parisienne et en Picardie, un parrainage de proximité. C'est la notion d'accueil et non pas d'aide financière qui est au cœur de la démarche - même si les parrains et marraines, entièrement bénévoles, ont à assumer les frais liés à cet accueil.

Le principe de leur engagement consiste en effet à recevoir sous leur toit, un week-end sur deux et une partie des vacances scolaires, un enfant en difficulté qui, le reste du temps, vit dans sa famille ou en institution. C'est à cette dernière ou au service social qui suit la famille d'adresser la demande de parrainage au CFPE; mais il ne sera pas mis en

place sans l'accord de l'intéressé - sauf s'il est trop petit pour être consulté - et celui de ses parents, des mères seules dans 85 % des cas. Le but est de permettre aux jeunes parrainés de nouer une relation privilégiée, stable et structurante, avec un(e) célibataire ou un couple, ayant eux-mêmes, ou pas, charge d'enfants.

Mus par le désir et le plaisir de concrétiser leur sens de la solidarité au travers d'échanges affectueux, les parrains et marraines se proposent, comme dans la chanson, de « prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain ». Mais, sur le terrain, l'interprétation de ce beau refrain n'est pas toujours facile. Conçu pour s'inscrire dans la durée, le parrainage peut être plus ou moins rapidement suspendu si les travailleurs sociaux s'aperçoivent qu'il est mal vécu par l'enfant, ou bien que ce dernier a besoin d'une prise en charge plus lourde.

Malgré leur adhésion de principe, il arrive aussi que certaines mamans aient des difficultés à maîtriser le sentiment de rivalité souvent éprouvé à l'égard des

marraines. Réciproquement, les parrains et marraines aussi peuvent craquer, sous la pression. « C'est d'ailleurs beaucoup plus fréquent aujourd'hui que par le passé, car les mamans, en grande précarité sociale, vont souvent très mal sur le plan psychologique, ce qui les conduit parfois à avoir des comportements difficilement supportables », explique Michèle Grimaldi, respon-

sable au CFPE du parrainage en Ile-de-France.

Si les accueillants se montrent trop interventionnistes ou expriment des exigences trop importantes vis-à-vis de l'enfant - par exemple sur le plan scolaire - ils peuvent également se voir refuser. Occuper sa place, toute sa place, mais rien que sa place : la

voie est étroite qui consiste à s'impliquer sans se substituer.

Entre une trop grande distance et une intrusion affective, Valérie s'efforce ainsi de maintenir un juste équilibre dans les relations avec les parents de Yoan, huit ans. Interne en semaine, le garçonnet passe alternativement ses week-ends dans sa famille et chez cette jeune femme célibataire qui le « marraine » depuis un an et demi. « Le plus difficile, confie-t-elle, c'est le non-dit : tous les reproches par rapport à l'attitude des parents de Yoan qui me brûlent la langue et que je ne dois bien sûr pas verbaliser. » De plus, reconnaît Valérie, « je me sens parfois très impuissante, car il y a de grands morceaux de vie de Yoan qui m'échappent complètement. Qu'a-t-il fait pendant les quinze jours où on ne s'est pas vus ? Quand il arrive, parfois triste ou buté, comment savoir ce qui s'est passé ? »

Yoan s'est néanmoins assez vite approprié à « Valé », même si, au début, il ne supportait pas de ne pas avoir, en permanence, l'exclusivité de l'attention de sa marraine. Qu'elle ait la vaisselle à faire ou un coup de fil à don-

ner, et il entraînait vite en fureur; c'est d'ailleurs pour ne pas avoir à partager qu'il avait lui-même demandé à être parrainé par un foyer sans enfant. « Aujourd'hui, il a plus confiance en lui et en moi, explique Valérie. On a nos repères, nos petites habitudes, nos manies », un mieux-être qui se traduit aussi en progrès scolaires de l'écolier, se réjouit la jeune femme. De son côté, outre la révélation d'insoupçonnés talents en matière de couture et de raccommodage, l'informaticienne découvre aussi la vie sous un autre jour. Qu'il fasse, ou pas, de vilaines taches sur la tapisserie, peu importe : son problème est d'aider à s'épanouir ce petit enfant mal équilibré dans l'existence.

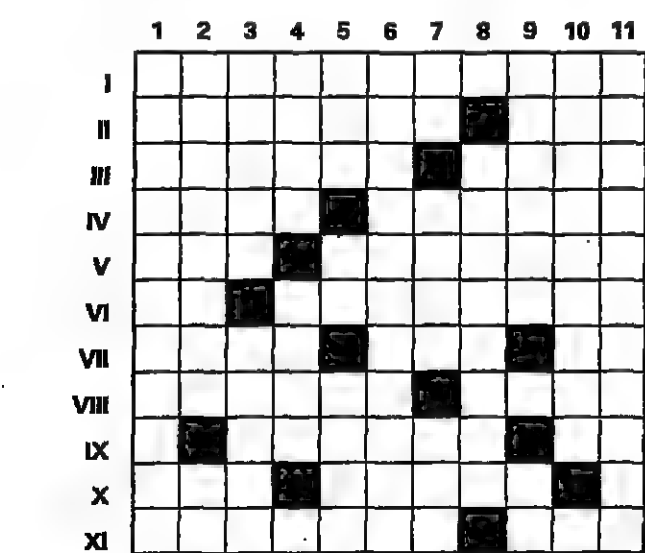
« L'adolescence me fait peur, avoue Valérie, et j'essaie de donner à Yoan un certain nombre de valeurs, pour qu'il ne tombe pas dans la délinquance et accède à l'autonomie comme adulte. » Cette année, pour la deuxième fois, Yoan aura fêté Noël avec Valérie chez « Papy » et « Mamy ».

Caroline Helfter

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 38004

3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



## HORIZONTALEMENT

1. Des pièges chez les poulets. - II. Attaque tout sur son passage. Au-dessus du cad. - III. En couches. En bonnes votes en ville. - IV. Comme un pied à table. Sortir de l'argent. - V. Sorti du lot. Sortir des années. - VI. Son ascension est résistible. Conséquence d'un manque de vitamines. - VII. Ses bains sont efficaces. Gardien des ondes. Conjonction. - VIII. Fait face au reste dans l'ombre. Se jette dans l'Arctique. - IX. Lancée à coups de rames dans la bataille navale. Tizme. - X. Problème de fond. Travaille à la pièce quand il est

remis dans le bon sens. - XI. Tient les rails bout à bout. Met tout plus haut.

## VERTICALEMENT

1. Plein, il fuit sur le trottoir. - 2. Juste

avant la consécration. Démonstratif retourné. - 3. Son analyse est révélatrice. N'importe qui. - 4. Se mange par la racine. Faire l'ouverture. - 5. Baie nipponne. Entre en piste. Vieilles amies. - 6. Doivent obéissance à saint Benoît. - 7. Egouttoir. Sacré dans le ciel égyptien. Forme de rite. - 8. Se rapportent aux problèmes ethniques. - 9. Donne de la valeur aux choses. Dans les règles. - 10. Mirent dans l'erreur. - 11. Bons, ils sont toujours prêts à rendre service.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 38003

**HORIZONTALEMENT**  
1. Hendécagone. - II. Amertume. En. - III. Ubu. Clinton. - IV. Tôt. Berne. - V. Linette. Asl. - VI. Eta. Es. Rc. - VII. C&lt;rité. Me. - VIII. Origan. Maie. - IX. Rasa. Tapis. - X. Pierraille. - XI. Stéaroliers.

## VERTICALEMENT

1. Haut-le-cors. - 2. Emboliserait. - 3. Neutralisée. - 4. De. Egara. - 5. Et cetera. Rc. - 6. Cui. Teintal. - 7. Amibe. Ahn. - 8. Gène. Rempli. - 9. Tra. Aile. - 10. Néons. Mirex. - 11. Emoultés.

## ÉCHECS

N° 1773

**CHAMPIONNAT DU MONDE FIDE (Groningue, 1997)**  
Blancs : N. Short.  
Noirs : A. Beliavsky.  
Partie espagnole.  
Système Zaitzev-Karpov.

1. e4	e5	13. d5	f5
2. Cf3	Cf6	16. f5	d7
3. Fc4	e4	17. Df3	d7
4. Fd4	Cf6	18. Cg5	h5
5. e4	f5	19. Cg5	h5
6. f5	h5	20. Df3	h5
7. Fd4	e4	21. Cg5	h5
8. g3	h4	22. f5	h5
9. h5	h5	23. Cg5	h5
10. e4	f5	24. f5	h5
11. Cg5	f5	25. Df3	h5
12. Df3	h5	26. f5	h5
13. Cf3	h5	27. f5	h5
14. Cg5	h5	28. f5	h5

## NOTES

a) La variante Zaitzev (9... f5) et 10... f5 ont aussi dans l'ordre 9... f5 et 10... f5, Fb7 a peu à peu remplacé Tchigorine (9... Cg5), le système Breyer (9... Cg5) et le système Smyslov (9... h6). A noter la différence entre le système Zaitzev (Fb7-f5-f5) et le système Smyslov (h6-f5-f5) : l'économie d'un temps et d'un affaiblissement du coup h6.

b) Les Blancs ferment immédiatement le centre et s'écartent des lignes de jeu courantes qui commencent par 12. a4 ou 12. a3. Le coup standard 12. Cf1 est à déconseiller à cause de 12... e4; 13. cxd4, Cx5.

c) Les Blancs, qui n'ont pas attaqué

sur l'aile-D et qui ont bloqué le centre, engagent le combat sur l'aile-D.

d) Visant le R et la faiblesse f7.

e) Le regroupement des forces blanches sur l'aile-D (D + F + deux C) a pris du temps. Les Noirs en ont profité pour s'emparer du centre.

f) Menace 20. Cx6+; 21. Fd6.

g) Et non 19... Cg4 à cause de 20. Dd7+; Rb8; 21. Dg8 mat.

h) Énergique et audacieux. La menace de prise en f5 existe toujours.

i) Si 20... Fd7; 21. Ch5! Les Noirs parent la menace tout en fermant la diagonale a2-g8.

j) Et non 21... f6? 22. Fd6! gxf6; 23. Cg5+; Cx6; 24. Cx6+ avec gain.

k) Le jeu figural atteint son point culminant. Les Noirs, qui se sont défendus avec précision, ressentent les effets des multiples menaces qui planent en f5 et en f7, et ne veulent pas attendre l'arrivée de la Td1 en g3.

l) g6 ne leur convient pas, car, après 23. Df3, ils ne peuvent poursuivre par 23... f5 à cause de 24. Cf6+, etc.

m) Menace 24. Cx5.

n) Et non 23... Cx7-b6? 24. Cx5, Cx5; 25. Fx5, Fx5; 26. Txd5, Dxd5; 27. Cf6+ et 28. Dxd5. Il s'en fait de peu que la combinaison des Noirs qui suit échoue. Le coup du texte menace de gagner la D blanche par 24... g6.

o) Si 24. Fx6, 6x6; 25. Txd7, Dxd7; 26. Dxd5, Cx3.

p) Si 25. Dg5, e4.

q) Forcé. Si 25... Dxd7; 26. Fx6.

r) La position prévue par les

Noirs : si 27. Cx2, Fx2, avec un pion et la paire de F pour la qualité, soit une finale difficile mais jouable.

s) Cette position met fin au combat : si 27... Rxd7; 28. Cx5, Td8; 29. Txd6, Txd6; 30. Cx4; et si 27... e4; 28. Txd5, e4x4; 29. Rxd2, Fx5+; 30. Rf3.

**SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1772 B. A. SAKHAROV (1935)**

(Blancs : R4, Df1, Cb8 et h3, P66; Noirs : R64, Dh5, Ff3, Cf4, Pa6, f5 et g7).

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.

**ÉTUDE N° 1773 O. AJANEN (1943)**

(Blancs : R2, D8, Dh5, f5, g4, g7; Noirs : R4, D8, Dh5, f5, g4, g7. Les Blancs jouent et gagnent.)

1. Dh4+, R6; 2. Dh4+, R64 (si 2... R6; 3. Da3+, R7; 4. Dd7+); 3. Cg5+!; Dg5; 4. Cf7, Dh4; 5. e7, Dd7; 6. Dh4; 7. Cg4 mat.



**ART** A Wolfsburg, le fief de Volkswagen, se tient jusqu'au 1<sup>er</sup> février l'exposition « Sunshine and Noir, Art in L.A. », première approche européenne de la scène artistique de la

grande métropole californienne, qui reste très méconnue. Deux cents peintures, sculptures, installations, photos et vidéos d'une cinquantaine d'artistes des années 60 à au-

jourd'hui y sont réunies. C'est beaucoup mais insuffisant pour tenter de cerner un milieu aussi multiforme, à l'image de sa ville. ● LE KUNSTMUSEUM de Wolfsburg parvient, sans

argent public, à tenir un rang enviable en concentrant ses collections sur l'art international très contemporain. ● IL VIENT de consacrer une importante rétrospective au peintre

tchèque Frantisek Kupka, qui se déplace à Prague. Les œuvres de cet artiste, pionnier de l'abstraction assez ignorée en France, apparaissent aujourd'hui dans toute leur modernité.

## Lumière et ombre sur Los Angeles

A Wolfsburg, l'exposition « Sunshine and Noir, Art in L.A. » propose la première approche européenne de la scène artistique de la mégapole californienne. Deux cents œuvres d'une cinquantaine d'artistes depuis les années 60 y sont présentées

**SUNSHINE AND NOIR, ART IN L.A.** Kunstmuseum, Porsche-strasse 53, D 38440 Wolfsburg. Tél. : (05361) 266 90. Du mercredi au dimanche de 11 heures à 18 heures ; mardi de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février.

**WOLFSBURG**

de notre envoyée spéciale

Des milliers d'artistes travaillent à Los Angeles ou dans les parages. On l'ignore souvent. On oublie aussi que des artistes qui ont conquis la scène internationale, parfois difficilement, en viennent, s'y sont formés, y ont vécu, y vivent. On peut citer Richard Diebenkorn, Sam Francis, Ed Kienholz, John Baldessari, Bruce Nauman, James Turrell, Bill Viola, Chris Burden, Paul McCarthy, Mike Kelley... tous reconnus aujourd'hui. New York, où tout produit californien ne peut être que provincial, a mis du temps à les admettre. L'Europe, dans la foulée, aussi. Cela est en train de changer. L'exposition « Sunshine and Noir, Art in L.A. » en est une preuve. Cette première approche européenne de la scène californienne a été pensée par Lars Nittve, le directeur du Louisiana Museum à Humlebaek, où elle a été présentée au cours de l'été 1997. Aujourd'hui à Wolfsburg, elle ira au Musée de Rholi, près de Turin, avant de finir son périple à Los Angeles, tout naturellement.

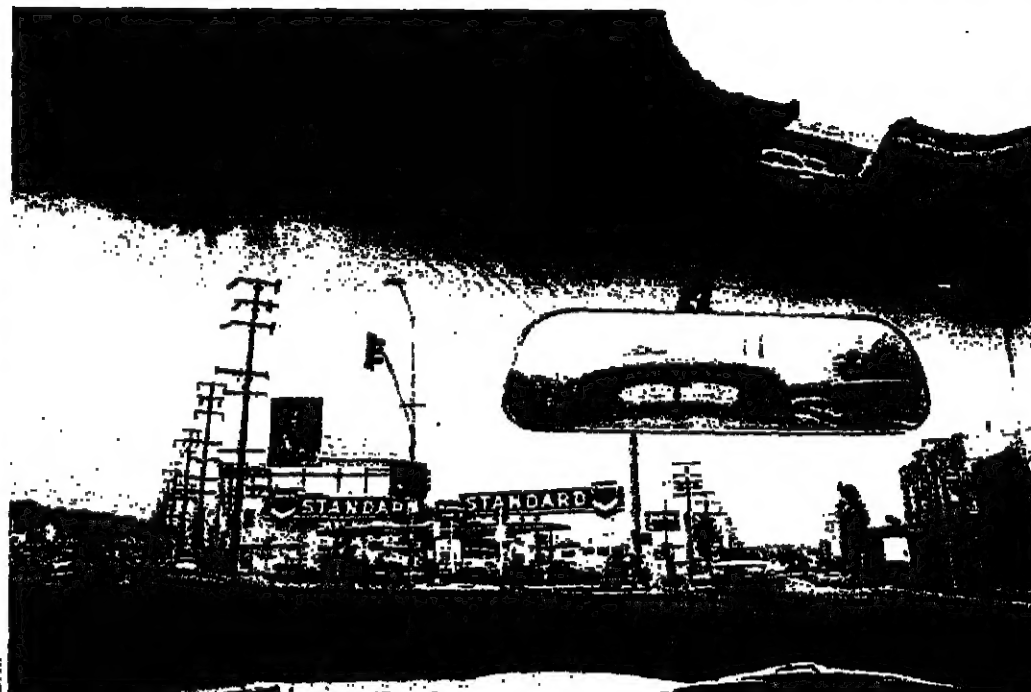
Deux cents peintures, sculptures, installations, photos et vidéos d'une cinquantaine d'artistes des années 60 à aujourd'hui sont réunies. Ce n'est pas mal, mais cela ne suffit sûrement pas à cerner une scène qui a toujours été dépourvue de centre, multiple, mobile, capricieuse, non alignée, à l'ombre d'Hollywood, et actuellement plus émettrice que jamais, compliquée par l'apport de nouveaux groupes à l'intérieur de communautés ethniques qui ne se rencontrent pas. Compliquée aussi par l'émergence et l'affirmation des artistes femmes : Alexis Smith avec son panier de basket peint sur le mur au-

dessus d'un rideau de flammes, Kim Dingle avec ses mises en scène de petites filles assassines, en sont de bons exemples, qui accusent cette tendance manifeste des artistes à casser toujours plus les images bêtes de la vie dans la ville du Miracle Mille, sans contrepartie, contrairement à la production des années 60. La récession, les émeutes, le tremblement de terre, qui n'était pas le Big One, mais qui a tout de même secoué, le procès d'O. J. Simpson, et par-dessus tout la prise de conscience d'un multiculturalisme mal assumé, y ont contribué.

**DÉBOÎTEMENTS INTÉRIEURS**

Certains artistes angéliques de naissance ou d'adoption n'ont pas manqué de renforcer en leur temps l'image venue de clarté, d'équilibre, d'épanouissement dans le bien-être à la lumière de la Californie du Sud (et d'un art de vivre imprégné de zen, le zen étant à Los Angeles ce que la prose est à Monsieur Jourdain). A commencer par l'Anglais David Hockney, qui, épris tout à la fois de Los Angeles et d'un bel étudiant, peint au milieu des années 60, avec bonheur, sa série des piscines de Bel Air ou de Beverly Hills, sur un fond de ciel bleu sans smog et balisé de palmiers en plumeau. Sur le versant de l'art conceptuel, un peintre du cru comme Ed Ruscha y a contribué aussi, avec ses tableaux de mots peints comme des panneaux publicitaires, mais à l'horizon, en abyme, quelque part vers Sunset Boulevard, pour dire au-delà de la façade des mots le grand désert urbain ou le mirage hollywoodien. Un John Baldessari n'est pas si loin quand il gèle des photos de rue, de parcs de voitures astiquées derrière lesquelles se profile une société polie, cée par un code de la route spécifique, qui ne tolère à vrai dire aucun retard de stationnement, ni le moindre débordement de trottoir.

D'où les grands débordements intérieurs que les artistes se plaisent à mettre en vue. Le « noir » de l'exposition, c'est ça, le revers des sur-



Dennis Hopper, « Double Standard », 1961. Le photographe et collectionneur a été un des témoins privilégiés de la scène underground de Los Angeles.

faces propres et brillantes qui caractérisent le « L.A. look » : le côté pile de l'écran protecteur. La bipolarisation de la création entre soleil et noir, lumière et ombre, va bien pour l'art des années 60 à Los Angeles, une grande période d'émergence, d'affirmation encouragée par la remuante Ferus Gallery. Créée à la fin des années 50 par un jeune amateur de jazz, Walter Hoppes (aujourd'hui à la tête de la Fondation De Menil, à Houston), et l'artiste Ed Kienholz, une grande figure de l'art d'assembler restes et débris en tableaux subversifs, énormes, choquants, la Ferus Gallery a été tout au long de la décennie le point de ralliement des artistes de la *beat generation* et de représentants de nouvelles tendances, en particulier des artistes du mouvement Light and Space, une spécialité de Los Angeles qui scelle l'union parfois mystique des formes pri-

maires et de la lumière. Ses figures majeures s'appellent Robert Irwin, Larry Bell, Douglas Wheeler, James Turrell, tous présents dans l'exposition avec des carrés, des rosaces ou des cubes de lumière ; ou encore Craig Kaufmann, dont les reliefs oblongs aux couleurs translucides sont particulièrement représentatifs du goût d'alors pour les matériaux nouveaux, les surfaces impeccables, le travail fini, qui se joue contre l'art de l'assemblage d'images et d'objets trouvés développés comme nulle part ailleurs par les artistes lecteurs de Kerouac.

On les connaît mal, sinon pas du tout. Que sait-on de Wallace Berman, qui a été l'une des figures essentielles de la *beat generation* sur la Côte ouest, à San Francisco d'abord, puis à Los Angeles ? Ce passionné de jazz, de rock, de musique folklorique, de poésie et de littérature underground, qui est

mort trop tôt, en 1976, avait mis au point une sorte de photocopieuse pour développer une mythologie personnelle conjuguant son héritage juif à toutes sortes d'images populaires. Que sait-on de George Herms, un poète de l'objet-souvenir, un tendre, qui continue de bricoler des boîtes un peu à la façon de Cornell, mais sans sophistication. En revanche, on connaît bien Kienholz, qui, après la Californie, a vécu en Allemagne, et dont on retrouve l'esprit subversif et le sens de l'exces chez beaucoup d'artistes opérant aujourd'hui. Ainsi de Chris Burden, Paul McCarthy ou de Mike Kelley, tous trois issus de l'art de la performance, d'un body art limité dans le cas de Burden, capable lorsqu'il était jeune, de s'allonger sur un grand boulevard de Los Angeles en attendant les voitures ou de se faire tirer une balle dans le bras. McCarthy et Kelley, qui travaillent

parfois ensemble, ont, pour leur part, pris le masque d'Halloween ou de quelque héros de cartoons, et le ton de la farce de très mauvais goût, pour traiter de la violence, des perversions sexuelles, de la régression, de l'obsession de la consommation de masse. En assaillant leurs images infâmes de ketchup, de crème fouettée, de mayonnaise, de hot dogs, de viande crue et de nounours en peluche. Bref, ils louent le grand air de la bêtise à l'intention d'une société autosatisfaite.

**PRENDRE L'AIR**

De Nancy Robbins au très jeune Jason Rhoades, qui était l'une des vedettes de la dernière Biennale de Lyon, on peut citer beaucoup d'artistes de Los Angeles dans la mouvance des assemblages. On peut aussi retrouver le goût de la lumière des artistes de Light and Space non seulement à travers les travaux de Turrell dans son cratère d'Arizooa, mais aussi dans les vidéos étonnantes de Bill Viola. Il reste que le binaire soleil/noir ne permet plus d'appréhender aussi judicieusement la scène californienne. Va pour le gros nuage prêt à déverser ses gaz que Robert Therrien, un sculpteur solitaire, suspend au-dessus de nos têtes. Mais que faire du jeu de l'ombre et de la lumière en regard des peintures surchargées d'images de Larry Pittman ou de la production de Laura Aguilar, de Catherine Opie et de David Hammons, qui appartiennent respectivement aux communautés latino, lesbienne et afro-américaine. Ça ne fait rien, l'exposition permet de prendre l'air d'une scène dont on ne sait trop quand et où elle commence, et dont l'histoire n'est à ce jour qu'à peine esquissée, mais d'où il ressort quelques constantes : l'insolence et le désordre, notamment, qui se manifestent à travers des combinaisons inédites déterminées par l'espace urbain et le fonctionnement de la société. La frise d'uniformes de policiers de Chris Burden donne le ton.

Geneviève Breerette

## Un musée au pays de la Coccinelle

**WOLFSBURG**

de notre envoyée spéciale

Wolfsburg est la ville de Volkswagen, une création de Hitler, qui, en 1938, faisait construire une usine colossale qui devait produire la « voiture du peuple » mise au point par Ferdinand Porsche : la Coccinelle, dont la sortie en série devait commencer dix ans plus tard et avoir le succès que l'on sait.

Wolfsburg, 130 000 habitants, reste une ville ouvrière. Elle n'a pas d'université, pas de grande école non plus, mais une Maison de la culture signée par Alvar Aalto au début des années 60, et tout près, un musée neuf, qui se fait remarquer, non pour son architecture d'acier et verre, inutilement compliquée au-dehors comme au-dedans, mais pour les expositions qui y sont proposées, dont la dimension internationale est inattendue dans une telle ville. Serait-ce un produit Volkswagen ? Oui, mais indirectement, par le biais de la compagnie d'assurances de Volkswagen, dont le riche patron munichois, qui n'avait pas d'héritier, a décidé peu avant sa mort de mettre beaucoup d'argent dans une fondation à buts humanitaire et artistique. Le Kunstmuseum de Wolfsburg, qui est financé par cette fondation, vit bien, sans argent public, avec un budget plus gros que celui de la Nationalgalerie de Berlin pour les expositions,

et équivalent au sien pour les acquisitions. Son directeur, le Hollandais Gijb van Tuijl, un ancien du Stedelijk Museum d'Amsterdam, qui a toute latitude pour l'orchestration, ne se plaint pas. Sauf peut-être de la solitude.

Commencée il y a cinq ans, la collection orientée vers l'art international très contemporain (depuis 1968), compte de très grosses pièces de Mario Merz, Anselm Kiefer ou Damien Hirst. Quant aux expositions qui sont organisées, pour la plupart en partenariat avec de grandes institutions d'Europe et d'Amérique, il y en a eu 24 depuis l'ouverture du musée en 1994 : des monographies d'artistes (comme Gilbert et George, Jean-Marc Bustamante, Jeff Wall, Bruce Nauman...) et de photographes (James Welling, Peter Hujar, Araki...), mais aussi des expositions vouées aux grands classiques de la modernité (Léger pour l'inauguration, Bart van der Leek, Kupka aujourd'hui), ainsi que des coups de projecteur sur des scènes artistiques (l'Italie des années 50 et 60, la scène anglaise contemporaine). Un tel programme a son importance dans la géographie culturelle allemande, puisqu'il contribue au renforcement du front artiste à l'Est. Vers Berlin.

G. B.

## L'autre réalité de Frantisek Kupka

**PEINDRE L'UNIVERS, FRANTISEK KUPKA, PIONNIER DE L'ABSTRACTION.** Kunstmuseum Wolfsburg. Jusqu'au 4 janvier. Galerie nationale de Prague, Dukelskych Hrdinu 47, CZ 170 00 Praha 7. Tél. : 42-2-2430 1803. Du 2 février au 10 mai.

**WOLFSBURG**

de notre envoyée spéciale

Si l'image de Kupka est cultivée en Allemagne à travers les présentations pointues de la galerie Gmurzynska de Cologne, aucune exposition de grande envergure consacrée au peintre tchèque n'y avait été proposée depuis trente ans. Le musée de Wolfsburg vient de combler ce manque en proposant une rétrospective venue de Dallas. Elle est imposante, grâce aux prêts du Centre Pompidou et de la Galerie nationale de Prague, où elle va être présentée. Ce sera

un événement pour les Tchèques longtemps frustrés de l'œuvre jugée « formaliste et incompréhensible au peuple ». Malgré la rétrospective du Musée d'art moderne de la Ville de Paris (1989-1990), Kupka reste en France, le moins étudié de tous les pionniers de l'abstraction, celui qu'on a du mal à comprendre, celui auquel on reproche toujours d'être trop décoratif, ou trop lié au XIX<sup>e</sup> siècle. On bute sur sa pensée créatrice qui échappe à l'emprise parisienne, alors que le peintre a vécu cinquante ans à Paris, de 1896 jusqu'à sa mort en 1957.

Le cubisme, connaît pas : Kupka, l'étranger de Puteaux, qui habite tout à côté de Jacques Villon, a d'autres sources. Ses réflexions plastiques qui débouchent sur l'abstraction viennent d'ailleurs, d'Europe centrale, de Vienne, du symbolisme et de l'art nouveau ; d'un intérêt profond pour l'étude

des sciences de la nature : physiologie, biologie, et physique, que l'artiste combine à sa quête spirituelle. Convinqu que « l'œuvre d'art, étant en soi une réalité abstraite, demande à être constituée d'éléments inventés », Kupka s'inspire d'une autre réalité, dévoilée par le microscope ou les rayons X. En s'appuyant sur des formes géométriques et organiques stylisées équivalentes plastiques de la composition musicale. Corps irradiés, rideaux de lumière, incandescences, jaillissements, explosions cosmiques, fusions de matières vaporeuses et de couleurs tourmentées, la peinture éruptive, proliférante de Kupka est un grand feu d'artifice, même dans les petits formats, que l'on peut voir, aujourd'hui, à la lumière de la géométrie fractale et de la théorie du chaos.

G. B.



QUINZAINE DES RÉALISATEURS CANNES 97  
FESTIVAL BRITANNIQUE DE DINARD 97

# My Son

the fanatic

réalisé par Udayan Prasad

écrit par Hanif Kureishi l'auteur de My beautiful laundrette

NOVA 101.5

SORTIE LE 7 JANVIER

Observateur







## FILMS DE LA SOIRÉE

**18.20 The Grinca Pig** ■  
De Roy Boulting (Grande-Bretagne, 1948, N, v.o., 100 min.)  
Ciné Cinéma

**20.45 Les dieux sont tombés** ■  
sur la tête ■  
De James Lipton (Belgique, 1981, 105 min.)  
TSR

**23.05 Une journée particulière** ■  
De Roberto Scola (Italie, 1977, 105 min.)  
Ciné Cinéma

**0.00 Stella** ■  
De Laurent Heynemann (France, 1993, 100 min.)  
Téva

**0.40 La Palaise** ■  
De Louis Allen (Etats-Unis, 1943, N, v.o., 85 min.)  
Ciné Cinéma

**1.40 La lumière du lac** ■  
De Francesca Comencini (France, 1987, 90 min.)  
Téva

**1.45 Décroche les étoiles** ■  
De Nick Cassavetes (Etats-Unis, 1995, v.o., 100 min.)  
Canal +

**2.20 Fais le droit** ■  
de vivre ■  
De Fritz Lang (Etats-Unis, 1937, N, v.o., 85 min.)  
Ciné Cinéma

**2.55 L'Arnaque** ■  
De George Roy Hill (Etats-Unis, 1973, v.o., 130 min.)  
Ciné Cinéma

## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBAT

**12.10 et 16.10 Autour du Monde** ■  
Invité: Jean-Paul Fiquet  
Christophe Aguiton

## MAGAZINES

**13.00 De l'actualité à l'histoire** ■  
Histoire  
13.20 Va savoir ■  
La Cinquième

**13.40 Savoir plus santé** ■  
Santé: ce qui va changer en 1998.  
Invité: Bernard Kouchner.  
France 2

**15.00 Le Magazine de l'histoire** ■  
Histoire  
17.00 Les Dossiers de l'histoire.  
Black Power: la longue marche des  
Noirs américains, 1955-1995. Histoire  
17.25 Collection Thalassa.  
Les Voies de l'arche. France 3

**18.00 L'année du zapping** ■  
Canal +

**19.00 T.V. + L'année 1997** ■  
Canal +

**19.00 Cado. Spécial rétrospective** ■  
Canal +

**19.30 « Histoire parallèle »** ■  
Semaine du 3 janvier 1998.  
Invité: Mikhaïl Gorbatchev.  
Arte

**20.50 Le Club** ■  
Avec Ticky Holgado.  
Ciné Cinéma

**21.00 Le Magazine de l'histoire** ■  
Histoire  
21.20 Capitaine Calé.  
Avec Brigitte Fontaine, Red Cardet,  
Jean Bart.  
France Suprême

**21.45 Métropolis** ■  
Histoire  
22.00 Ciné Cinéma.

**22.20 T'es pas une idée ?** ■  
Invité: Peter Brook.  
Canal Jimmy

**22.35 Du fier dans les épinards** ■  
Va que les imbéciles qui ne changent  
pas de vie.  
France 2

**23.50 Musique et C°** ■  
Les mille et une vies  
d'Une Lemper.  
France 3

**1.00 La 25e Heure** ■  
Lucy ou le rire  
de la télévision américaine.  
France 2

## DOCUMENTAIRES

**17.00 Je m'appelle Jacques Brel** ■  
Paris Première

**17.55 Le Nil, fleuve des dieux** ■  
La Cinquième

**18.00 Corpus Christi** ■  
[195] Christos.  
Histoire

**19.45 Le Bal des maîtres du monde** ■  
Planète

**20.30 Opéra de Lyon** ■  
Jean Nouvel.  
France Suprême

**20.30 Cinq et Merveilles** ■  
Nairobi.  
Téva

**20.35 Jazz Collection** ■  
Louis Armstrong.  
Planète

**20.35 Planète animal** ■  
Phoques:  
Le Peuple de la mer.  
TMC

**20.45 L'Aventure humaine** ■  
Russie soviétique, [193]. Les kouriles  
du Sud. Les oubliés.  
Arte

**21.00 Dmitri Chostakovitch** ■  
Muzik

**21.30 Les trésors de la mer** ■  
[1/13].  
Planète

**21.30 Planète terre** ■  
Viva la piste.  
TMC

**22.00 Météo de sable** ■  
Planète

**22.10 Hollywood et ses Oscars** ■  
[195] 1952-1953: Des films meilleurs  
que jamais.  
Ciné Cinéma

**22.50 Trois villes en quête** ■  
d'un second souffle.  
Planète

**23.45 Un point d'eau pour la vie** ■  
Planète

**22.05 Lenny Kravitz Live** ■  
Paris Première

**22.15 Youssou N'Dour** ■  
France Suprême

**23.00 Jazz 625** ■  
Art Farmer Quartet.  
Muzik

## TÉLÉFILMS

**19.00 Henri IV** ■  
De Paul Planchon.  
Histoire

**19.30 Cœur de père** ■  
D'Agnes Delarive.  
Festival

**20.00 Bourard et Pécuchet** ■  
De Jean-Daniel Verhaeghe [32].  
TV 5

**20.30 Un père inattendu** ■  
D'Alain Bonnot.  
Canal +

**20.30 The Hollywood Detective** ■  
De Kevin Connolly.  
Ciné Cinéma

**20.30 Les Alsaciens** ■  
ou les Deux Mathilde.  
Festival

**20.55 Histoires d'un homme** ■  
De Michel Favart [14].  
France 3

**20.55 et 22.30 La Fleur ensanglantée** ■  
De Jerry Thorpe [1 et 2].  
Téva

**22.15 L'Enfer des neiges** ■  
De Peter Masterson.  
Canal +

**22.15 L'Odyssée du capitaine Blood** ■  
D'André Prachon [1/2].  
Festival

**23.30 Escrocs associés** ■  
De Bill L. Norton.  
M 6

**23.30 Tous les hommes sont menteurs** ■  
D'Alan Warner.  
Festival

## SERIES

**20.50 Le Caméléon** ■  
Les jeux sont faits.  
M 6

**21.40 Dark Skies** ■  
Futur américain.  
M 6

**21.40 Profiler** ■  
O Planète Intacte.  
M 6

**0.35 Star Trek** ■  
La nouvelle génération.  
Vergennes (v.o.).  
Canal Jimmy

**1.25 Seinfeld** ■  
Combat de coqs (v.o.).  
Canal Jimmy

**2.55 Une fille à scandale** ■  
Les oiseaux (v.o.).  
Canal Jimmy

## NOTRE CHOIX

● **20.30 Festival**  
Les Alsaciens  
ou les Deux Mathilde  
Les Alsaciens retrace les destinées de  
quatre familles - industrielles, aristocrates prussiennes, viticulteurs et  
aubergistes - résidents du village  
emblématique d'Alsheim entre 1870  
et 1953, période tragique durant  
laquelle l'Alsace subit trois guerres  
et change d'identité à cinq reprises.  
La vie des différents personnages  
est affectée par ces bouleversements  
historiques, en particulier  
celle des deux Mathilde du titre qui  
choisiront la résistance à l'envahisseur  
allemand. Les scénaristes,  
Henri de Turenne et Michel  
Deutsch, ont scrupuleusement respecté  
la vérité historique et n'ont  
notamment pas fait l'impasse sur les  
erreurs des gouvernements français  
après les victoires de 1918 et 1944.  
Série de prestige de l'année 1998  
coproduite par Pathé TV, Arte,  
France 3 et les télévisions allemande  
et suisse. Les Alsaciens a remporté le  
7 d'or du meilleur scénario et, tout  
récemment, le Clio de l'image de la  
meilleure fiction historique. - J.-J. S.

● **23.05 Cinéma**  
Une journée particulière  
8 mai 1932, jour d'un grand défilé à  
Rome, en l'honneur de Hitler en  
visite officielle. Brève rencontre  
d'une ménagerie restée à ses four-  
neaux et d'un homosexuel qui va  
être arrêté, après avoir été limogé  
de la radio. Deux formes d'exclusion  
dues à la morale sexuelle du régime  
fasciste, et dont la femme prend  
conscience.  
Une grande œuvre d'Ettore Scola et  
deux interprètes exceptionnels -  
Sophia Loren, et Marcello Mas-  
troianni. - J. S.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF1**  
19.45 Beverly Hills.  
20.00 Journal, l'image du sport.  
20.40 Résultats des courses.  
Météo, Trafic Infos.  
20.50 Nom de code: Balasko.  
A fréquence charmée.  
0.35 A copier à 0.15.  
Téléfilm de Franz Josef Godlieb.

## FRANCE 2

18.45 Farce à l'attaque. Best of.  
19.45 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.50 Au nom du sport.  
19.55 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe,  
l'image du jour, A cheval.  
20.55 Fort Boyard.  
22.35 Du fier dans les épinards.  
0.50 Journal, Météo.

## FRANCE 3

1.00 La 25e Heure. Lucy ou le rire  
de la télévision américaine.  
18.50 et 1.30 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.01 Météo, Météo des neiges.  
20.08 Fa si la chanson.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 Le Journal du Dakar.  
20.55 Histoires d'un homme.  
Téléfilm de David Delrieu.

## CANAL +

► En clair jusqu'à 20.30  
18.50 et 22.05 Flash Infos.  
19.00 T.V. + L'année 1997.  
20.00 Les Simpson.  
20.30 Un père inattendu.  
Téléfilm d'Alain Bonnot.  
22.15 L'Enfer des neiges.  
Téléfilm de Peter Masterson.  
23.45 Surprises.  
0.00 Le Journal du hard.  
0.10 Les Charnes secrets  
de Miss Todd.  
Film de Mike Barry.  
1.45 Décroche les étoiles ■  
Film de Nick Cassavetes (v.o.).

## ARTE

19.00 Marty Feldman.  
19.30 « Histoire parallèle ».  
Invité: Mikhaïl Gorbatchev.  
20.15 Le Dessous des cartes.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.45 L'Aventure humaine.  
Russie soviétique [193].  
21.45 Métropolis.  
Vivre et écrire en Amérique centrale.  
22.45 Fallen Angels.  
22.45 Un retour par dans.  
de Peter Boudin.  
23.20 Demain je meurs.  
de John Dahl.  
23.50 Music Planet. Ben Lavi.  
0.45 Benny l'irlandais.  
Téléfilm de Joe Comerford.

## M 6

19.15 Los Angeles Heat.  
19.54 5 minutes. Météo.  
20.05 Hot forme.  
20.35 Ciné 6.  
20.45 La Trilogie du samedi.  
20.50 Le Caméléon.  
21.40 Dark Skies, l'impossible vérité.  
23.50 Profiler.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique.  
De la dure, de Julien Collet.  
20.45 Le Pigeon et le chasseur.  
21.15 L'Homme qui a dit.  
21.45 L'Homme qui a dit.  
22.35 Opus. Gervais Zuchowicz.  
Téléfilm de Nina Companeez [37].

## FRANCE-MUSIQUE

19.01 Opéra.  
Boris Godounov de Moussorgski.  
23.07 Présenter la facture.  
Roulez mécaniques !

## RADIO-CLASSIQUE

20.40 Dali, le journal d'un génie.  
Œuvres de Brouin, de Falla, Wagner,  
Poulenc, Offenbach, Bizet...  
22.40 Da Capo.  
Archives Schumann.

## FILMS DU JOUR

**17.35 Le Plaisir** ■  
De Max Ophüls (France, 1951, N, v.o., 120 min.)  
Ciné Cinéma

**18.00 Spartacus** ■  
(version restaurée) ■  
De Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1960, 185 min.)  
Ciné Cinéma

**20.30 La Palaise** ■  
De Louis Allen (Etats-Unis, 1943, N, v.o., 85 min.)  
Ciné Cinéma

**20.50 Good Morning** ■  
Vietnam ■  
De Barry Levinson (Etats-Unis, 1987, 125 min.)  
RTL 9

**20.55 Secrets et mensonges** ■  
De Mike Leigh (Grande-Bretagne, 1996, 135 min.)  
Canal +

**20.55 Les Dossiers de l'histoire** ■  
De Norman Jewison (Etats-Unis, 1978, 135 min.)  
TMC

**20.50 Les Morts, les Femmes** ■  
les Amants ■  
De Paul Thomas (France, 1988, 120 min.)  
TF 1

**21.00 Miss Daisy et son chauffeur** ■  
De Bruce Beresford (Etats-Unis, 1997, 105 min.)  
Paris Première

**21.05 Miss Mousquetaire** ■  
De Jacques Chabreau (France, 1997, 105 min.)  
Ciné Cinéma

**22.10 Mariage compliqué** ■  
De Don Hartman (Etats-Unis, 1949, 90 min.)  
Ciné Cinéma

**22.30 Aliens 2 enfants** ■  
D'James Cameron (France, 1980, 120 min.)  
TV 5

**22.30 Camille Claudel** ■  
De Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min.)  
Téva

**22.35 Pinaud** ■  
De Joe Dante (Etats-Unis, 1978, 95 min.)  
RTL 9

**23.10 A la recherche** ■  
de M. Goodbar ■  
De Paul Thomas (France, 1988, 120 min.)  
TSR

**23.40 The Grinca Pig** ■  
De Roy Boulting (Grande-Bretagne, 1948, N, v.o., 100 min.)  
Ciné Cinéma

**0.05 L'Extravagant M. Deeds** ■  
De Frank Capra (Etats-Unis, 1936, N, v.o., 115 min.)  
France 3

**1.20 La Femme** ■  
du bout du monde ■  
De Jean Epstein (France, 1937, N, v.o., 115 min.)  
Ciné Cinéma

**1.25 L'aura-t-il** ■  
de la neige à Noël ? ■  
De Sandrine Veysset (France, 1996, 90 min.)  
Canal +

**2.10 Fugues** ■  
De Nadine Trintignant (France, 1994, 90 min.)  
Ciné Cinéma

## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBATS

**12.10 et 23.10 Autour du Monde** ■  
Invité: Jean-Paul Fiquet  
Christophe Aguiton

**12.10 et 1.45 Polémiques** ■  
France 2

**18.30 Grand Jury RTL-Le Monde-LCI** ■  
Invité: Elizabeth Guigou.  
LCI

**18.55 Public** ■  
Invité: Dominique Strauss-Kahn.  
TF 1

**23.07 Dimanche soir** ■  
Invité: Dominique Voynet.  
France 3

## MAGAZINES

**9.35 Journal de la création** ■  
Christian Lacroix.  
La Cinquième

**11.00 Droit d'auteurs** ■  
Invité: Caroline de Margerie.  
Philippe Jaccoud.  
La Cinquième

**12.25 Arrêt sur images** ■  
Les images de l'année. La Cinquième

**12.50 Le Magazine de l'histoire** ■  
Histoire  
13.15 Les Quatre Dromadaires.  
Chroniques de l'Amazonie sauvage.  
[1/12] Le dauphin qui voulait mourir.  
France 3

**14.00 La Planète ronde** ■  
La France et les années Platin.  
Invité: Michel Platin.  
Bernard Pivot, Gérard Emault.  
Léon Schwarzenberg. La Cinquième

**15.00 Les Dossiers de l'histoire** ■  
Black Power: la longue marche des  
Noirs américains, 1955-1995. Histoire

**16.25 Le Sens de l'histoire** ■  
De Maurice de Gaulle.  
La Cinquième

**16.50 Naturellement** ■  
La Flotte engloutie de Guadalupe.  
France 2

**18.55 Public** ■  
Invité: Dominique Strauss-Kahn.  
TF 1

**20.50 Capital** ■  
Marchands de soleil.  
M 6

**21.00 Les Dossiers de l'histoire** ■  
Scopiplanage.  
Histoire

**23.00 Envoyé spécial** ■  
Les années 90.  
Edy Michel dans le Golfe.  
La chaîne de l'espoir.  
Les mères-enfants.  
Histoire

**0.50 Savoir plus santé** ■  
Invité: Bernard Kouchner.  
France 2

## DOCUMENTAIRES

**19.30 Maestro** ■  
Un siècle de danses.  
Arte

**19.40 Un point d'eau pour la vie** ■  
Planète

**20.30 Cités et merveilles** ■  
Madras.  
Téva

**21.00 Le Serengeti ne doit pas mourir** ■  
Arte

**21.25 Le Tour de la planète drogue** ■  
[1/5] Les paradis artificiels.  
Planète

**22.00 Le Mystère des pyramides** ■  
[1/2] Les énigmes.  
Histoire

**22.20 Grand document** ■  
On m'appelle la vaise.  
RTL 9

**22.25 Save Valley** ■  
Opération Rhinocéros.  
Arte

**22.55 « Lignes de vie »** ■  
L'Amour en guerre.  
France 2

**23.15 L'air du bon Tibet** ■  
De Pierre Joassin.  
Planète

**23.45 Le Chagrin et la Pitié** ■  
[2/2] Le choc.  
Histoire

**0.00 L'Histoire oubliée** ■  
Les harkis.  
[1/6] Les fils de l'oubli.  
Histoire

**0.25 Le Parc national** ■  
du Serengeti aujourd'hui.  
Arte

## SPORTS EN DIRECT

**13.30 Saut à ski** ■  
Tournoi des Quatre Tremplins  
(3e manche): K110.  
Eurosport

**14.25 Football** ■  
Coupe de la Ligue.  
Auxerre - Guingamp.  
France 3

**21.00 Football** ■  
Coupe de la Ligue.  
Marseille - Châteauroux.  
France 3

## MUSIQUE

**17.45 Pierre et le loup** ■  
Muzik

**18.40 Le Messie** ■  
De Haendel.  
Muzik

**20.30 Così fan tutte** ■  
Mise en scène de Ezio Toffolutti.  
France Suprême

**21.00 Les Vespres siciliennes** ■  
Mise en scène de Luca Ronconi.  
Muzik

**22.45 Jazz à Vienne** ■  
Sonny Rollins.  
Paris Première

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

► Signalé dans « Le Monde »  
Télévision-Radio-Multimédia ■  
■ On peut voir.  
■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément d'actualité, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection de programmes du câble et du satellite.  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## LES CODES DU CSA:

O Accord parental souhaitable  
■ Accord parental indispensable  
ou interdit aux moins de 12 ans  
□ Public adulte  
■ ■ ■ Intéressant aux moins de 16 ans  
ou interdit aux moins de 16 ans  
■ ■ ■ Intéressant aux moins de 16 ans  
ou interdit aux moins de 16 ans

## NOTRE CHOIX

● **14.00 La Cinquième**  
La Planète ronde:  
La France et les années Platin

## L'homme aux trois Ballons d'or

EN CE DÉBUT D'ANNÉE de Coupe du monde de football, il était naturel que le magazine « La Planète ronde » s'intéresse aux « amnésies Platin ». Joueur d'exception, l'actuel président du Comité français d'organisation du Mondial 98 (CFO) est une légende vivante du football et sera certainement « la » personnalité française la plus courtisée de cet événement planétaire.

Pourtant, en acceptant de participer à cette émission aux côtés de Bernard Pivot, du professeur Léon Schwarzenberg et de Gérard Emault, directeur de la rédaction de France-Football, Michel Platin prenait un gros risque. Entre l'hagiographie et les banalités d'usage, la voie était étroite. Finalement, chacun a su éviter ces écueils car, en bon organisateur de jeu, Michel Platin réussit à contrôler les petits dérapages et à relativiser les compliments et les louanges. Plus bavard avec un ballon qu'avec les mots, il acquiesce brièvement ou corrige certains propos sans moucher ses interlocuteurs.

« Les deux mots qui caractérisent le mieux Platin sont élégance et efficacité, relève Gérard Emault. C'est un homme qui carresse la balle. On peut s'identifier immédiatement à lui, mais on ne peut pas faire comme lui, car le plus dur est de faire le plus simple. » Une identification que Bernard Pivot transforme volontiers en « attitude philosophique », soulignant que « Platin a toujours été très lié aux ouvriers, ceux qui aiment vraiment le football. Ce n'est pas un hasard si, tout au long de sa carrière, on le retrouve dans des villes ouvrières comme Nancy, Saint-Étienne et Turin ». L'homme aux trois Ballons d'or et aux 353 buts marqués ne dément pas. Et lorsque Maxime Bossis, animateur de l'émission au côté de Stéphane Paoli, lui dit « le privilège immense d'avoir joué avec lui », Platin renvoie le compliment à son interlocuteur avec qui il a partagé ses meilleures émotions footballistiques.

Giovanni Agnelli, grand seigneur de l'industrie et patron de la Juventus de Turin, comparait Platin à Manolète ou à Nouriev. Il n'avait certainement pas tort.

Daniel Pseny

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF1**  
13.20 Le Rebelle.  
14.15 Les Dessous de Palm Beach.  
15.00 Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.30 Pacific Blue.  
16.45 Disney Parade.  
17.55 Les Simpson.  
18.25 30 millions d'amis.  
18.55 Public.  
Invité: Dominique Strauss-Kahn.  
20.00 Journal, l'image du sport.  
20.40 C... comme cinéma.  
20.48 C... comme cinéma.  
20.50 Les Morts, les Femmes.  
les Amants ■  
Film de Paul Thomas.  
22.50 ciné dimanche.  
23.00 D'Elle d'innocence.  
Film de Peter Yates.  
1.00 TFI nuit, Météo.  
1.10 Embarquement porte n° 1.

## FRANCE 2

13.10 et 16.00 Dimanche Martin.  
15.10 Le Client.  
16.45 L'Espoir des courses, Météo.  
16.50 Naturellement.  
La Flotte engloutie de Guadalupe.  
17.45 Slade 2.  
18.40 1 000 enfants vers l'an 2000.  
18.50 Drucker'n Co.  
19.25 Stars'n Co.  
19.35 et 20.40 Météo.  
20.00 Journal, l'image du jour.  
20.50 L'Homme au masque d'or.  
Film d'Eric Durt.  
22.55 Lignes de vie.  
L'Amour en guerre [1/4].  
23.55 Journal, Météo.  
0.05 Paris-Dakar: Le Bivouac.  
0.50 Savoir plus santé.  
1.45 Polémiques.

## FRANCE 3

13.15 Les Quatre Dromadaires.  
Chroniques de l'Amazonie sauvage [1/12].  
14.12 Keno.  
14.20 Sports dimanche.  
14.25 Football. Coupe de la Ligue.  
Auxerre - Guingamp.  
16.40 Tiercé à Auteuil.  
17.10 La Piste du Dakar.  
17.45 Les dents font la loi.  
18.15 Va savoir.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.01 et 23.00 Météo.  
20.10 Bourard du rire.  
20.45 Le Journal du Dakar.  
21.00 Football. Coupe de la Ligue.  
Marseille - Châteauroux.  
23.07 Dimanche soir.  
0.48 L'Extravagant M. Deeds ■  
Film de Frank Capra (v.o.).

## CANAL +

14.05 767 en détresse.  
Téléfilm de Jorge Montesi.  
15.35 L'Année de la pub.  
16.25 La Vocation d'Adrien.  
Téléfilm de Jean Sarrailh.  
18.05 Dursin, panique au palais.  
Film de Ken Kwapis.  
► En clair jusqu'à 20.35  
19.30 et 22.50 Flash Infos.  
19.40 Ça cartoon.  
20.35 Secrets et mensonges ■  
Film de Mike Leigh.  
22.35 L'Equipe du dimanche.  
1.25 Y aura-t-il  
de la neige à Noël ? ■  
Film de Sandrine Veysset.

## LA CINQUIÈME/ARTE

13.20 Les Lumières du music-hall.  
14.00 La Planète ronde.  
14.55 L'Empire du Taureau.  
Téléfilm de Maurice Frydland.  
16.25 Le Sens de l'histoire.  
De Maurice de Gaulle.  
17.55 Le Journal du temps.  
18.05 La Grande Cabriolet.  
Téléfilm de Nina Companeez [37].  
19.00 Drôle de cioué.  
19.30 Maestro.  
Un siècle de danse [195].  
20.25 Une danse.  
Le temps d'une chanson.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Soirée thématique.  
Planète sauvage, quel avenir  
pour les espèces menacées ?  
20.45 Regards sur un monde en péril.  
21.00 Le Serengeti ne doit pas mourir !  
22.25 Save Valley.  
Opération Rhinocéros.  
La Nouvelle Vie  
des chertoux sauvages.  
23.25 L'Appel des oiseaux sauvages.  
0.25 Le Parc national du Serengeti  
aujourd'hui.  
0.55 Métropolis.  
1.55 Nuits espagnoles.

## M 6

13.20 Le Matin des adieux.  
Téléfilm de Marc Evans.  
15.30 Hit machine.  
Toutes les stars de 1997.  
18.55 Demain à la une.  
19.54 5 minutes, Météo.  
20.05 E M 6.  
20.35 et 0.30 Sport 6.  
Bénédicte 97.  
20.50 Capital.  
Marchands de soleil.  
22.40 Météo.  
22.45 Culture pub.  
Spécial jour de l'an.  
23.10 Clarisse.  
Film de Burt Brinban.  
0.40 Boulevard des clips.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

18.35 Culture physique.  
19.00 Dimanche musique.  
20.30 Laissez-passer.  
21.30 Le Concert.  
Festival international Toulouse:  
les œuvres  
Œuvres de Saint-Saëns, Jomjen,  
Gounod.  
22.35 Atelier de création  
radiophonique.  
Jours qui n'ont jamais paru.  
Portrait de famille.  
par Michèle Cohen.  
Radio archives.  
0.05 L'Image de Dostoevski.

## FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien.  
Rencontres de Villacaux.  
20.00 Concert international.  
Bach d'Ansbach.  
22.00 Vols souvenirs.  
René Bianco, baryton.  
23.07 Transversales.

## RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique.  
Orfeo, opéra de Verdi,  
par le Chœur de l'Opéra de Vienne  
et l'Orchestre philharmonique  
de Vienne.  
22.15 Soirée lyrique (suite).  
La jalousie à l'opéra.



## La polémique sur les voitures incendiées à Strasbourg lors de la Saint-Sylvestre a pris une ampleur nationale

Le procureur de la République est convoqué lundi 5 janvier à la chancellerie

LE MINISTRE de l'intérieur s'indigne, les syndicats de policiers tempèrent, et la chancellerie convoque le procureur de la République de Strasbourg pour qu'il s'explique sur ses critiques publiques concernant les opérations de maintien de l'ordre : la polémique née au lendemain des violents incidents de la nuit de la Saint-Sylvestre, à Strasbourg, a pris, vendredi 2 janvier, une ampleur nationale. A la sortie du Conseil des ministres, Jean-Pierre Chevènement a sèchement répliqué au procureur de Strasbourg, Edmond Stenger. « La coopération entre la justice et la police est un axe de la politique gouvernementale et le procureur de la République de Strasbourg n'a pas à s'exprimer dans les médias », a affirmé le ministre de l'intérieur.

La veille, le magistrat avait jugé « catastrophique » le résultat des interpellations de la nuit. Une soixantaine de voitures incendiées, trente-deux abris détruits et sept personnes mises à la disposition de la justice : « Nos concitoyens vont s'interroger sur le bilan et sur les sanctions qui ne pourront être mises en œuvre, faute d'identification des auteurs », avait-il regretté. « On a

cherché à joindre le procureur dans la nuit de la Saint-Sylvestre », a ironisé le ministre de l'intérieur, précisant que cette affaire devrait se régler « au niveau des services de l'Etat ».

C'est pourtant au niveau ministériel que le débat a continué dans la journée. S'exprimant « au nom du gouvernement », Catherine Trautmann, ancien maire de Strasbourg, a critiqué implicitement les propos du magistrat. Rappelant que justice et police devaient « se retrouver ensemble » pour « lutter efficacement » contre les violences urbaines, la ministre de la culture et de la communication a « constaté que des dispositions avaient été mises en place par l'autorité préfectorale, comme chaque année, en coordination avec les élus strasbourgeois ».

La ministre de la justice, enfin, dans un communiqué publié vendredi, s'est clairement démarqué du procureur de Strasbourg. « S'il est indiscutable que la concertation entre la justice et les autres services de l'Etat doit toujours être améliorée, elle ne peut s'exprimer totalement que dans le cadre d'une nécessaire sérénité, c'est-à-dire hors de toute polémique », a estimé Elisabeth Guigou. Afin de rendre le message

plus clair encore, Edmond Stenger a été convoqué, lundi 5 janvier, à la chancellerie, en compagnie de son supérieur hiérarchique, le procureur général de Colmar, Olivier Drevet.

### POLICIERS « ÉCOURÉS »

« Il ne s'agit pas d'une procédure disciplinaire », précisait-on dans l'entourage de la ministre. Cette « réunion d'évaluation » devra « tirer les leçons de cette affaire pour que, face à des événements d'une telle gravité, la loi pénale soit mieux

respectée », indiquait-on simplement à la chancellerie.

Cette mise au point du garde des sceaux devrait contribuer à apaiser les syndicats policiers. Affirmant que les policiers étaient « totalement écourtés », le syndicat Alliance (25 % chez les policiers en tenue) a accusé la justice de « remettre systématiquement en liberté » les délinquants mineurs. « Quelque chose ne va pas dans ce pays où le parquet classe généralement 80 % des affaires de petite et moyenne délinquance », a renchéri André-Michel

Ventre, secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN, majoritaire). Interrogé sur Europe 1, l'ancien ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a, de son côté, jugé « déplorables » les critiques du procureur, estimant « trop facile de faire porter la responsabilité de la situation sur la police ».

Le procureur de Strasbourg a dû aussi affronter les critiques de sa ville. Sortant de sa réserve, le préfet du Bas-Rhin, Patrice Magnier, a affirmé que le parquet avait reçu la note « portant organisation du service d'ordre » pour la nuit de la Saint-Sylvestre et que celle-ci n'avait « pas fait l'objet de la part du parquet d'observations, de critiques ou de suggestions ». La mairie de Strasbourg, enfin, a estimé, par la voix de son premier adjoint, Marie-Hélène Gillig, que les interventions avaient été « parfaitement assurées par la police et les sapeurs-pompiers ». Dans la nuit de vendredi à samedi, huit véhicules ont encore été incendiés.

Jacques Fortier, à Strasbourg, et Nathaniel Herzberg

## Une violente tempête est prévue pour dimanche 4 janvier

LES SERVICES de Météo France indiquent qu'une nouvelle dépression provoquant une très violente tempête devrait aborder l'ouest du pays, dimanche 4 janvier, et a appelé l'ensemble de la population à se tenir à l'écart de la prudence. Cette prévision, établie dès le vendredi 2, est d'autant plus importante que le week-end correspond aux retours des vacances de Noël et à de forts coefficients de marée. Déjà, dans la nuit de jeudi à vendredi, une tempête avec des rafales dépassant 150 kilomètres/heure dans le Finistère et le Morbihan a directement frappé les départements de la façade occidentale, particulièrement la Bretagne. Une personne a été tuée (un chauffeur de poids lourd, près de Nantes) et deux autres ont été blessées. Quelque 500 000 personnes ont été privées d'électricité, parfois pour quarante-huit heures.

Le trafic des ferries avec la Grande-Bretagne a été fortement perturbé à Saint-Malo. Au Conquet, à Brest et à Douarnenez, les liaisons avec les îles du Ponant ont été interrompues. Le trafic ferroviaire a subi des retards atteignant parfois plusieurs heures.

## ARTE ciné tous les lundis à 20.45



jusqu'ici tout allait bien...

Lundi 5 janvier

### 20.45 La Haine

Film de Mathieu Kassovitz. avec Vincent Cassel, Hubert Koundé, Saïd Taghmaoui...  
Prix de la mise en scène Cannes 1995  
Prix du meilleur scénario Cannes 1995  
César 1996 du meilleur film

23.55 Court-Circuit Special Mathieu Kassovitz  
Fierrot le pou. Cauchemar blanc. Assassins

Le cycle « Jeunes cinéastes » se poursuit en janvier avec :  
Etat des lieux de J.F. Richet. A cran de S. Martin  
et Bye Bye de Karim Dridi

arte

## Robert Hue demande un référendum sur le traité d'Amsterdam

LA NÉCESSITÉ d'adapter la Constitution aux dispositions du traité d'Amsterdam a révélé l'ampleur des divergences au sein de la majorité plurielle sur la construction européenne. Le Parti communiste et les Verts ont réaffirmé avec une vigueur nouvelle, vendredi 2 janvier, leur opposition à la démarche commune de Lionel Jospin et de Jacques Chirac en faveur de l'Europe définie par les traités de Maastricht et d'Amsterdam.

Robert Hue a publié, vendredi, une « déclaration » réclamant solennellement l'organisation d'un référendum sur le traité d'Amsterdam. Après une campagne menée par L'Humanité, le texte du secrétaire national du PCF affirme qu'« en France, c'est du peuple - et de lui seul - que procède la souveraineté nationale. (...) Il est donc naturel qu'il revienne au peuple de se prononcer par le suffrage universel. Un référendum est donc à mes yeux nécessaire ». Refusant une « Europe soumise aux marchés financiers », M. Hue souligne que son parti a « engagé ses forces dans l'action pour une réorientation en ce sens de la construction européenne ». En rappelant la manifestation communiste du 18 janvier à Paris contre l'Europe du traité d'Amsterdam, le secrétaire national annonce qu'il va demander à être reçu par le président de la République.

Sur un ton encore plus radical, les Verts ont déclaré dans un communiqué, vendredi, qu'ils « rejettent ce

traité qui ne fait avancer ni la démocratie, ni les droits de l'homme, ni le progrès social, ni la défense de l'environnement en Europe, et qui interdit pratiquement l'élargissement » et ils ajoutent que leurs députés « voteront contre, en Congrès ou à l'Assemblée nationale ».

### DANIEL VAILLANT : « SÛREMENT PAS »

Confronté à cette nouvelle perspective de fronde au sein de sa majorité, Lionel Jospin n'a personnellement fourni aucune indication sur la manière dont il conviendrait, à ses yeux, d'adapter la Constitution au traité d'Amsterdam. Un de ses proches, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a affirmé vendredi sur RTL, que l'« adaptation » de la Loi fondamentale ne se ferait « sûrement pas sous forme de référendum ».

Jacques Chirac, qui répondait, vendredi, aux vœux du Conseil constitutionnel, n'a pas précisé quelle méthode de révision il choisirait. Le président de la République a toutefois rappelé que « seules quelques dispositions » du traité d'Amsterdam « impliquaient une révision ». Mais il a ajouté : « Il ne faudrait pas que par le jeu de traités et de conventions des pans entiers de notre organisation institutionnelle échappent à ceux qui sont, seuls, investis du pouvoir constituant. Je veux parler de la Nation et de ses représentants. Les transferts de souveraineté doivent être librement consentis. Ils ne doivent pas être subrepticement arrachés ».

## Le romancier Bernard Clavel refuse la Légion d'honneur

POUR L'HOMME de lettres ou l'artiste, les honneurs accordés par la République sont-ils une gêne, une atteinte à ce sérieux affiché que la moquerie des pairs ou du public pourrait mettre à mal ? Visiblement, les nombreux médaillés de la Légion d'honneur du monde de la culture n'ont rien éprouvé de semblable cette année. Sauf un, l'écrivain Bernard Clavel, romancier à succès. Promu chevalier par Matignon, il a fait savoir par un communiqué à l'AFP, vendredi 2 janvier, qu'il déclinait cette offre, préférant rester « dans le clan de ceux qui ont refusé » la Légion d'honneur. Et de citer, Bertoloz, George Sand, Littré, Courbet, Daumier, Maupassant et « l'un des écrivains qu'il aime le plus, Marcel Aymé ». Maurice Ravel, lui aussi, à deux reprises, avait refusé la distinction. Ce qui lui avait valu le mot fameux et cruel d'Erik Satie, en 1920 : « L'essentiel n'est pas de refuser la Légion d'honneur, encore faut-il ne pas l'avoir méritée ».

« J'ignore qui a pu me proposer, souligne l'écrivain, mais c'est à coup sûr quelqu'un qui me connaît mal. J'ai refusé cette décoration il y a fort longtemps, lorsque Jacques Duhamel, alors ministre de la culture, voulait me la remettre. Quelques années plus tard, Roland Dorgelès, qui m'accueillait à l'Académie Goncourt, me pressait de l'accepter : "Vous serez le seul à ne pas l'avoir", j'ai répondu : "Ce sera une distinc-

tion." Je n'ai pas changé d'avis. Si j'acceptais aujourd'hui, ce serait me renier ».

Tout le problème est évidemment de savoir si l'intéressé était au courant de la distinction qu'on avait l'intention de lui épingler sur la poitrine. Bernard Clavel nous a affirmé qu'il n'avait pas été contacté. L'eût-il été qu'il n'aurait pas eu besoin de ce geste spectaculaire. Pour l'écrivain, qui a démissionné de l'Académie Goncourt en 1977, les choses sont claires : « Je veux être hors des sentiers battus, rester libre de dire ce que je veux », nous a-t-il précisé.

Du côté de Matignon, Henry Pradeaux, chef de cabinet de Lionel Jospin, confirme implicitement les propos de l'écrivain : « C'est parfaitement son droit de refuser », a-t-il admis. La proposition avait été avancée par le service des décorations en juillet ; la demande de renseignements n'avait pas été remplie par l'écrivain, mais par la préfecture de Gironde et par la direction régionale des affaires culturelles. D'où la surprise de l'intéressé.

Patrick Kéchichian

Tirage du Monde daté samedi 3 janvier : 447 705 exemplaires.